





# LES ÉLECTIONS

Les Espagnols ont voté massivement, mercredi 15 juin, pour désigner les trois cent cinquante députés et les deux cent sept sénateurs des Cortès (Parlement). La participation a dépassé 80 %, annonçait mercredi dans la soirée M. Rodolfo Martín Villa, ministre de l'Intérieur. Une quarantaine de personnes ont été arrêtées au cours de divers incidents qui ont eu lieu mercredi, mais ceux-ci ont été mineurs, et la plupart de ces personnes ont déjà été relâchées, a précisé M. Martín Villa. Une dizaine d'attentats, qui ont provoqué des dégâts matériels et blessé

une demi-douzaine de personnes, ont été perpétrés, mais les opérations électorales se sont effectuées généralement dans le calme.

M. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), a réaffirmé, jeudi aux premières heures de la matinée, les trois conditions posées par son parti à une éventuelle participation au futur gouvernement : octroi d'une amnistie totale, légalisation de tous les partis politiques (de nombreux groupes d'extrême gauche sont encore illégaux), ouverture

d'un processus d'élaboration d'une nouvelle Constitution et application du programme économique de son parti.

M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste, a déclaré : « A la vue des premiers résultats, il serait logique que l'Union du centre démocratique (le parti de M. Suarez) et le P.S.O.E. se mettent d'accord pour former un nouveau gouvernement », mais « il est impensable que le P.C. puisse participer à ce gouvernement ».

## La ruée aux urnes dans la capitale

De notre envoyé spécial

Madrid. — Valécia, 14 heures. La participation sera massive, ont pronostiqué les journaux. Elle l'est. Sous un soleil d'été, les habitants du quartier — un des plus « rouges » de Madrid — forment une file interminable devant le bureau de vote. Une demi-heure, une heure d'attente pour accomplir un geste inutile depuis quarante ans : choisir entre une dizaine de bulletins, qui, du fasciste, du centriste, d'un socialiste ou du communiste, va représenter le pays au Parlement.

Sur les murs du collège, les gauchistes ont barbouillé une énorme slogan : « Ce n'est pas un bout de papier qui va résoudre les problèmes. Fais-en une cocotte. Vive la révolution sexuelle ! ». Ombrelles, éventails, étudiants chargés de livres, vieillards perplexes, et, à l'heure du vote, une grande confusion.

Beaucoup ne savent pas où ils ont été inscrits, ni même s'ils l'ont été. Un homme se plaint. Son nom ne figure nulle part. « C'est un piège », dit-il. Le mot sabotage circule ici et là. Certains bureaux n'ont pas ouvert à l'heure : il leur manquait les bulletins de quelques formations. Dans d'autres des pites entières ont disparu. Communistes et militants de l'Alliance populaire (le coalition nro-franquiste) s'accusent mutuellement. Chaque parti a son signe : un poing fermé sur une rose ou sur une colombe chez les socialistes, des silhouettes solidaires, un cercle entrecroisé, une poignée de main chez d'autres organisations. « Ainsi,

les analphabètes peuvent s'y reconnaître », dit un militant, envoyé par son parti comme « intervenant », c'est-à-dire pour contrôler le scrutin.

Les bulletins ont été entassés un peu partout : sur des bancs, en haut d'armoires métalliques, et chacun fait sa cueillette comme il peut. Gris, boucailles, entassés qui pâlissent dans des poussettes, toute errant d'une salle de classe à une autre, à la recherche de sa section électorale : on se croirait dans une salle des pas perdus à l'heure d'attente. Les bulletins sont souvent cochés au vu de tous. Les isolats servent à beaucoup de choses, sauf à s'isoler. Des conseillers ou contrôleurs circulent, le sandwich et la canette à la main. Les policiers endiguent le flot comme ils peuvent. A un certain niveau sonore, l'ambiance est plus de kermesse que d'élections.

« Quelle impression cela vous fait-il de voter ? » Interrogés au hasard, beaucoup évitent de répondre. D'autres utilisent des mots souvent écrits ces derniers jours : « Moment décisif », « occasion de prendre enfin notre destinée en main ». Peu de discussions véritables. « Que voulez-vous, dit un jeune trotskiste du moiété, venu au nom des « candidats des travailleurs », nous sortons de quarante ans de peur et de méfiance. Quarante ans pendant lesquels, derrière chaque question un peu indiscret, on redoutait une délation, un traquenard. » — C. V.

## Au Pays basque

## La participation a été massive malgré les consignes de l'extrême gauche

De notre envoyé spécial

Bilbao. — « Ya ha votado ! » (j'ai déjà voté !). Le chauffeur de taxi à la porte d'un grand hôtel exprime sa joie en donnant l'accolade à un client qu'il ne connaît pas. Il s'en croise. « A cinquante-six ans, c'est la première fois ! » Il est 9 h. 30. Les bureaux de vote viennent seulement d'ouvrir, et il y a déjà une file d'attente de trois cents mètres au centre de la ville, devant les grilles du groupe scolaire Felis Serrano. Les couloirs de cette vieille institution religieuse où les crucifix, les portraits du couple royal et le drapeau sang et or encadrent les salles de classe, retentissent d'un joyeux brouhaha. Des mères viennent voter un bébé sur le bras. Les robes blanches des ecclésiastiques sont mêlées aux jeans d'une jeunesse triplante.

Vers 11 heures du matin, l'impatience commence à succéder à la bonne humeur. Certains attendent déjà depuis deux heures et n'ont pas encore réussi à accéder au bureau de vote. Débonnaire, la police armée, celle-là même qui, il y a quelques jours encore, intervenait durement contre les manifestants, calme les impatientes. Les chargeurs des mitraillettes, cette fois, sont vides.

L'apprentissage de la démocratie est difficile. Les présidents et les scrutateurs n'ont jamais fait

de travail. Un grand magasin de Bilbao remet en prime à ses clients pour tout achat supérieur à 200 pesetas (14 fr.) un petit guide électoral. La confusion se grande devant les tables où s'alignent les piles de bulletins des quatorze partis qui présentent chacun dix candidats à la députation. Ces bulletins sont blancs comme les enveloppes. La liste des sénateurs est sur un papier jaune et porte vingt et un noms parmi lesquels le votant doit faire son choix en l'indiquant par une croix. Le président introduit les enveloppes dans une urne en matière plastique transparente. Toute fraude semble impossible étant donné la vigilance des observateurs désignés par les différents partis.

## Quelques incidents

En début d'après-midi, quelques incidents sont signalés dans les banlieues ouvrières. A Pegoña, Portugalete, Villaro, l'Alliance populaire (nro-franquiste) a été la première avertie que la junte électorale de Biscaye, devait l'affiliation à la députation, avait reçu l'autorisation de placer de nouvelles urnes et d'augmenter le nombre de scrutateurs. Lorsqu'il en fut avisé, le parti nationaliste basque envoya ses repré-

sentants, mais il était trop tard. L'Alliance contrôlait ces bureaux et avait fait disparaître les bulletins du P.N.B. A Munguia, bastion du nationalisme basque, les délégués furent même expulsés par la garde civile parce qu'ils avaient « crié trop fort ». A Baracaldo, la cité des hauts-fourneaux, des militants nationalistes basques ont eu quelques problèmes avec ceux de la démocratie chrétienne basque.

Le parti communiste d'Euzkadi a installé son état-major au quatrième étage d'un vieil immeuble, proche du palais de justice et de l'évêché, orné d'un drapeau rouge et d'un drapeau basque et encadré par les buildings d'acier et de verre de l'Unionbank, de la Banque de Biscaye et de la Banque centrale. Face à la gare de Santander, une large banderole de l'O.C.E. Bandera Roja, un groupuscule d'extrême gauche, surmontée de drapeaux républicains rouge, jaune et violet, proclame que « sans amnistie, sans autonomie, sans liberté, on ne vote pas ».

Le gouverneur civil, don Manuel María de Uriarte, d'origine basque, exprime sa satisfaction. Malgré les inondations et la grève des ouvriers boulangers, la participation électorale est massive, et les grévistes eux-mêmes sont allés voter.

LÉO PALACIO.

## Le parti de M. Suarez est largement en tête

(Suite de la première page.)

Dans certains milieux de l'opposition de gauche, on avançait, avec il est vrai, beaucoup de circonspection, une hypothèse complémentaire pour expliquer ces longs délais : le gouvernement aurait préféré différer les résultats officiels et profiter de la matinée, les trois conditions posées par son parti à une éventuelle participation au futur gouvernement : octroi d'une amnistie totale, légalisation de tous les partis politiques (de nombreux groupes d'extrême gauche sont encore illégaux), ouverture

soins économiques du régime franquiste.

Compte tenu des résultats connus et de la tendance qui se dégage, M. Adolfo Suarez paraît assuré de rester à la tête du gouvernement. Il est probable qu'après avoir remis au roi — pour la forme — la démission de son cabinet actuel, il effectuera un remaniement ministériel, encore que la Constitution ne l'y oblige pas. De quelle ampleur sera ce remaniement ? M. Suarez sera-t-il entouré de certains dirigeants de la gauche modérée pour traduire le rapport des forces parlementaires ? Avant même de connaître les résultats définitifs du scrutin, certaines personnalités de l'Union du centre démocratique ont écarté une telle hypothèse. Au cours d'un débat organisé dans la nuit de mer-

credi à jeudi par le quotidien indépendant El País, M. Garrigues Walker, dirigeant d'un des partis de la coalition centriste, a affirmé que celui-ci était disposé à s'entendre avec d'autres forces politiques « non pour gouverner mais pour élaborer une nouvelle Constitution ». Il a cité l'exemple du Portugal, où M. Mario Soares dirige un gouvernement de minorité, pour expliquer dans quelles conditions le chef de l'Union du centre pourrait être amené à gouverner.

De son côté, le Parti socialiste ouvrier peut s'estimer satisfait des résultats. La formation de M. Felipe Gonzalez, qui a été créée au congrès de Suresnes en octobre 1974, s'est très rapidement structurée et éclose au point d'apparaître aujourd'hui comme le groupe de

gauche le plus important en Espagne. Illégaux il y a moins de six ans, les hommes du P.S.O.E. se posent déjà en candidats au pouvoir et affirment qu'ils ne concluront aucune alliance ou accord avec l'Union du centre si leur propre programme économique n'est pas intégralement adopté.

Autres résultats que les sondages avaient laissé prévoir : l'écrasement des ultras de droite, les très modestes résultats de la démocratie chrétienne et des différents groupes sociaux-démocrates, ainsi que du parti socialiste populaire de M. Terno Galvan.

Ainsi que 40 % des bulletins de vote étaient dépouillés, l'Alliance nationale du 15 juillet, qui regroupe les nostalgiques du franquisme, n'obtient, en effet, que 0,15 % des voix. Le résultat le plus surprenant est celui des démocrates chrétiens : il semble bien que la coalition dirigée par MM. Ruiz Gimenez, Gil Robles et Gil Delgado respirent à peine un peu plus de 1 % des voix, soit autant qu'une coalition gauchiste, la Fédération démocratique de gauche. L'Alliance populaire (nro-franquiste) et le parti communiste se disputent les troisièmes et quatrièmes places. Conformément aux prévisions, la coalition dirigée par M. Fraga Iribarne, ancien ministre de l'Intérieur, a des chances de devenir le parti de M. Santiago Carrillo : les résultats partiels lui accordent un peu plus de 8 % des voix, contre 7 % à ses adversaires. Le secrétaire général du P.C.E. ne se faisait d'illusions pas beaucoup d'illusions sur l'ampleur de la percée de ses candidats. Il a déjà déclaré qu'il comptait davantage sur les futures élections municipales pour élargir l'audience de son parti.

La participation au scrutin a été, en moyenne, dans tout le pays, de 80 % des électeurs inscrits et supérieure à ce chiffre à Madrid, en Catalogne et au Pays basque, où elle a dépassé les 90 %. Les régions les plus développées, la pourcentage aurait été encore plus élevé dans la capitale si le vote n'avait été entaché de nombreuses irrégularités : électeurs empêchés de participer au scrutin, papiers qu'ils avaient été oubliés sur les listes électorales, bureaux de vote manquant d'urnes, bulletins manquants et enveloppes avec retard, ou qui n'ont pas été remplis, etc. Ces anomalies se sont produites dans les quartiers ouvriers de Madrid où il y a évidemment délériorité des formations de gauche. Elles ont été constatées dans d'autres provinces : aussi, faut-il s'attendre que les partis fassent opposition aux résultats dans plusieurs circonscriptions.

MARCEL NIDBERGANG et CHARLES VANHECKE.

## CHRONOLOGIE

## Du référendum du 15 décembre 1976 aux élections du 15 juin 1977

### 1976

#### DECEMBRE

1. — La loi de réforme politique est approuvée au référendum par 94,2 % de oui.
2. — Les policiers en civil manifestent à Madrid. A la suite de ces incidents, le gouvernement nomme de nouveaux directeurs généraux de la police armée, de la garde civile et de la sûreté.
3. — M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste, est condamné à deux ans de prison. Espagne depuis plusieurs mois, est arrêté à Madrid. Il est remis en liberté une semaine plus tard.
4. — Le tribunal de l'ordre public approuve les délits de terrorisme passés à la compétence des tribunaux ordinaires.

### 1977

#### JANVIER

1. — Le lieutenant général Vega Rodriguez est nommé chef de l'état-major général de l'armée. M. de la Hita, ministre des relations syndicales, présente aux Cortès (Parlement) le projet de loi sur l'association syndicale, premier pas vers le démantèlement de l'organisation « verticale » (syndicats corporatistes franquistes).
2. — Felipe de Bourbon, fils du roi Juan Carlos, est nommé prince des Asturies, titre traditionnel de l'héritier de la couronne.
3. — M. Santiago Carrillo, secrétaire général de l'U.G.T. (Union générale des travailleurs socialistes) est nommé porte-parole de la délégation espagnole à la conférence de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) à Genève. Le gouvernement supprime l'obligation qui était faite jusqu'aux aux travailleurs d'adhérer aux syndicats officiels.
4. — Pour la première fois depuis quarante et un ans, les Espagnols votent librement.

#### FÉVRIER

1. — Les relations diplomatiques sont rétablies entre l'Espagne et l'Union soviétique. Voyage du roi Juan Carlos à Rome et au Vatican.
2. — Les premières formations politiques sont reconnues en vertu de nouvelles dispositions de la loi sur les « associations politiques », qui supprime l'obligation aux principes du Mouvement (le parti nationaliste franquiste), le parti socialiste ouvrier rénové (P.S.O.E.) de M. Felipe Gonzalez quitte la commission de négociations avec le gouvernement pour protester contre la légalisation, sous le même signe, du parti socialiste ouvrier historique. La demande de légalisation du P.C.E. est transmise au tribunal.

#### MARS

1. — Les socialistes euro-communistes ont réuni MM. Marchais, Berlinguer et Carrillo.
2. — Le gouvernement promulgue de nouvelles mesures de grâce et d'amnistie.
3. — Reprise des relations diplomatiques entre l'Espagne et la Mexique.

#### AVRIL

1. — Le gouvernement prononce la dissolution du parlement général du Mouvement, première étape vers la disparition de l'appareil du parti unique du régime.
2. — Le parti communiste est légalisé. Cette mesure provoque de nombreux remous au sein des forces armées. L'amiral Pita de Velasco, ministre de la marine, démissionne. Il est remplacé par l'amiral Juanquero.
3. — La fête traditionnelle de l'Abbaye d'Alcazar aux Pays basques est interdite.
4. — Voyage du roi Juan Carlos en République fédérale d'Allemagne.
5. — Les organisations syndicales sont autorisées à présenter leurs

## A Brunete, quarante ans après la bataille

De notre envoyé spécial

Brunete. — Devant le bureau de vote, sous les arcades de la place, un garde civil bavarde avec le scrutateur du parti communiste. Avec son uniforme de gros drap vert, son bicorne de cuir noir, son heul à la main, le garde a l'air d'appartenir à un autre temps, celui de la peur et du silence. Les joues cuites par le grand vent du haut plateau castillien, il est, pour une fois, volubile, débordant de cordialité. L'homme du parti est jeune, mince, sec, brun de poil et de peau. Il affiche l'assurance de ceux qui ne craignent plus rien. Il tourne la tête vers le bistror dans l'ombre de la place : « Vamos... ? » (« On y va ? »). Devant l'étranger, le garde blême : « Mes tardes, hombre... » (« Plus tard, mon vieux... »).

Brunete, dit-on, serait le village des élections. A 16 heures, la moitié ont voté. C'est un long défilé dans la minuscule salle de classe, qui sert aux opérations de vote. Fente de place, l'holocauste rudimentaire a été installé dans l'entrée. Le plumeau ignorent, s'éventrant lentement, leurs deux enveloppes à la main. « Tout le monde veut voter », explique le président du bureau. Mais certains ne savent pas pour qui. Ils nous demandent conseil... Les scrutateurs sourient. Ils ont dix-huit ans, ils sont communistes, un phalange en costume noir, deux socialistes, barbus, décontractés, un représentant de l'Alliance po-

pulaire (droite), en bras de chemise, et celui de l'Union du centre, « de Suarez », provisoire.

« Quel le phalangeiste est du village ? De la fraction authentique ? Tout demandons-nous. L'« socialista », tout le monde. Le phalangeiste, le concorde régnait à Brunete. La campagne électorale est passée au loin. De rares échos s'aperçoivent sont venus jusqu'ici. Sous le grand ciel bleu enfilé, le village est bien entouré de sa petite place carrée, les parterres classés sur les manoirs, rues aux pavés pointus.

Quarante et un ans après, Brunete vote. C'est un événement. L'une des plus terribles batailles de la guerre civile s'est déroulée ici en 1937, dans ces longues plaines onduleuses qui vont jusqu'à la Sierra de Gredos. Vers l'est, on distingue vaguement les brumes de Madrid. Quarante mille morts pour quelques kilomètres carrés de terrain ; pour rien. Le village a été rasé et entièrement reconstruit. Les vieux ont souffert encore de l'enter. Les jeunes l'ont appris des parents. Le garde civil hoche la tête : « Bien sûr, tout le monde se souvient de la bataille. » Il balance son heul, demande avec quand même une heure d'inquiétude dans l'air : « Vous croyez, vous, que les Espagnols sont prêts pour cette démocratie ? » — M. N.

Par sondage, vous avez donné votre verdict :

# ORANGINA

Grand Prix de la Publicité 1977.

Ce grand prix, organisé par l'E.S.C.P., vient couronner l'ensemble de la campagne publicitaire conçue par Publ-Service Conseil, aussi bien à la télévision, au cinéma, en Radio, que sur l'Affichage Giraudy grâce au talent de l'affichiste Villenot.

C'est parce que nous avons le souci de la qualité de nos boissons que nous avons toujours eu à cœur de faire une publicité de bon goût, gaie, sympathique et vraie, à l'image d'Orangina.

Merci de nous avoir donné raison.



هكذا في الامم

# LES ÉLECTIONS EN ESPAGNE

## EUROPE

### Union soviétique

## M. Brejnev devient président du présidium du Soviet suprême

De notre correspondant

Moscou. — C'est en tant que chef de l'Etat soviétique que M. Leonid Brejnev est arrivé à Moscou le 16 juin en visite officielle en France. Il a été reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, à l'aéroport de Paris-Maillot.

### M. Soudoukov présente le candidat

Le remplacement de M. Brejnev par M. Soudoukov a été annoncé par le journal officiel, le "Pravda", le 16 juin. M. Soudoukov est un homme politique expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur, et a été nommé président du présidium du Soviet suprême.

### Tchécoslovaquie

Il ne suffit pas d'évoquer les particularités de l'Europe de l'Est pour expliquer ce qui s'est passé à Prague nous déclare M. Mlynar, ancien dirigeant du P.C.T.

M. Zdenek Mlynar, l'un des dirigeants du "Pravda" de Prague, a été invité à Paris le 16 juin. Il a été reçu par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, à l'aéroport de Paris-Maillot.

## Le roi a nommé un juriste, M. Hernandez Gil à la présidence des Cortès

De nos envoyés spéciaux

Madrid. — M. Antonio Hernandez Gil, nommé mercredi président des Cortès et du Conseil du royaume par le roi Juan Carlos, a été élu à la présidence des Cortès.

Le maire de Madrid, M. Arce, a été nommé président du conseil de la ville. M. Arce a été élu à la présidence du conseil de la ville.

La liste des députés élus au Congrès des députés a été publiée. La liste des députés élus au Congrès des députés a été publiée.

Le nouveau président des Cortès, M. Hernandez Gil, a été élu à la présidence des Cortès. Le nouveau président des Cortès, M. Hernandez Gil, a été élu à la présidence des Cortès.

## Loïn du pays

"J'ai téléphoné ce matin à Madrid, tout se passe bien. D'après ce que j'en ai dit, il y aura une participation importante, quelque chose comme 70% ou plus. Comme en France lors de la dernière élection présidentielle. L'homme qui paraît être installé en France depuis 1968, le journaliste, bourgeois, dirige une affaire à Paris. Il a écrit un livre, il a voté au scrutin d'Espagne. Le 15 décembre 1976, il était absent. Ce n'est pas un projet de régime politique, mais un projet de régime politique."

Vous voyez ? Je ne suis pas content de ce qui se passe. C'est-à-dire est communiste. Dans les milieux, un journal espagnol, "El País", du Trotskiste (Paris, 16e arrondissement), a écrit pas pu voter. J'ai dit, j'en prendrai trop tard. J'ai envoyé une lettre au consul et je n'ai pas eu de réponse. Malgré la publicité dans les journaux, tout était mal indiqué. Pas d'ambassadeur. Cet ouvrier français ne connaît rien de ce qui se passe. Les élections sont un grand jeu. Avant, un progrès considérable, même si Juan Carlos est l'ennemi de Franco. A vrai dire, pour ce travailleur lancé dans l'aventure de l'immigration depuis plus de quinze ans, l'Espagne, proche par la langue et les amis qui l'entourent, est devenue lointaine dans sa réalité politique.

A la sortie de la messe, une femme d'une cinquantaine d'années. Elle vit depuis dix ans en France. L'Espagne ? Les élections ? Je n'ai pas voté. Il y avait trop de formalités, trop de démarches à faire : aller au consulat, etc. Beaucoup trop de complications pour pas grand-chose. « Aucun regret ? » « Si, cela me fait un peu de peine. Puis elle glisse, avec un sourire amusé et complice : « Vous savez, je ne suis pas communiste, je ne suis pas communiste... »

Deux femmes d'une trentaine d'années, rencontrées au détour d'une rue, lissent la même impression. Elles n'ont pas voté. « Nous sommes trop loin du pays, nous avons perdu le contact, nous sommes désemparées. » Pourrait-elle l'être plus de quinze ans. « On veut garder un peu de Franco en la mémoire. » Une excuse ? « Nous n'avons pas voté depuis plus de quarante ans... »

une véritable "radioscopie" des rapports Est-Ouest

patrick wajsman

l'illusion de la détente

288 pages - 59 F

puf

## Le roi est largement en tête

Le roi Juan Carlos a été élu à la présidence des Cortès. Le roi Juan Carlos a été élu à la présidence des Cortès.

## Le 15 décembre 1976

Le 15 décembre 1976, le roi Juan Carlos a été élu à la présidence des Cortès. Le 15 décembre 1976, le roi Juan Carlos a été élu à la présidence des Cortès.

## A Brucete, quarante ans après la

A Brucete, quarante ans après la mort de Franco, le roi Juan Carlos a été élu à la présidence des Cortès. A Brucete, quarante ans après la mort de Franco, le roi Juan Carlos a été élu à la présidence des Cortès.

## Un surcroît d'honneur

Ce jour d'octobre 1964 où Nikita Khrouchtchev fut nommé pour cause de réaction bouillonnante, beaucoup pensaient que M. Brejnev avait été installé à la tête du parti parce qu'il fallait, sans perdre de temps, assurer la continuité du pouvoir.

Le nouveau maître de l'appareil avait une expérience de tous les rouages de la politique en U.R.S.S. Il avait dirigé le parti en Moldavie en 1950. Plus tard, il devait exercer les mêmes responsabilités au Kazakhstan. Nommé membre suppléant du présidium du comité central (bureau politique) en 1952, il doit, comme presque tous les « jeunes », quitter cette fonction en mars 1958 aussitôt après la mort de Staline. Il devient alors chef de la direction politique de l'armée. Il revient au bureau politique en qualité de suppléant en 1959 et il est titularisé l'année suivante. A la même époque, il entre au secrétariat du comité central. En 1960, il est élu président du présidium du Soviet suprême, ce qui apparaît comme une semi-dégradation, puis il est déchargé de ses tâches au secrétariat. L'entracte est de brève durée : en juin 1963, deux hommes, MM. Brejnev et Podgorny, viennent ou reviennent au secrétariat du comité central pour y succéder à Khrouchtchev. Ils auront un peu plus d'un an pour préparer et sans doute hâter la succession.

Il y a trente ans, la position de l'homme qui prenait le poste de premier secrétaire semblait parlante. M. Kossyguine, le nouveau chef du gouvernement, et M. Mikoyan, qui était encore chef de l'Etat, la propagande soviétique, comme c'est toujours le cas pendant et aussitôt après une crise, insistait sur la notion de « direction collective ». En Occident, on traduisait généralement par « troïka ». Pourquoi ce chiffre de trois ? Parce qu'il faut distinguer le parti, le gouvernement et l'Etat ? Parce qu'il y avait diverses reprises dans l'histoire soviétique on avait relevé la présence aux affaires de trois hommes un peu plus importants que les autres ?

La réalité ne se réduit pas à ce schéma. Alors que l'un parlait d'une troïka, Brejnev-Kossyguine-Mikoyan, puis Brejnev-Kossyguine-Podgorny, MM. Soudoukov et Kirilenko avaient, au moins, autant de poids que le chef de l'Etat.

En revanche, M. Brejnev a assuré pleinement sa prépondérance. Dès la fin de 1965, il écarta du secrétariat M. Podgorny, son principal rival à la direction du parti. L'année suivante, à l'occasion du vingt-troisième congrès, il troqua le titre de premier secrétaire contre celui de secrétaire général. Jusqu'alors il paraissait s'effacer devant le mouvement communiste, il laissait M. Kossyguine, chef du gouvernement, traiter de la politique économique en général et conduire les grandes manœuvres diplomatiques. Mais au fur et à mesure que les années passaient, le chef de l'appareil se détachait du lot. Avant la fin des années 60, il touchait de tout. C'est lui, et lui seul, que la Pravda citait dans ses éditoriaux.

## La politique de M. Carier

Que pensez-vous de la politique du président Carter ?

— Il est prématuré de parler de succès ou d'échec de cette politique. Il y a trop de paramètres à deux aspects intéressants : d'une part, l'inspiration de l'idée qu'il faut sans doute modifier la notion de la croissance. C'est tout le problème de l'énergie et de la finalité de la société de consommation, du tiers-monde et d'un nouvel équilibre Nord-Sud. Je crois que de cette façon des éléments rationnels fondés sur la science pénètrent dans la politique.

— D'autre part, la question des droits de l'homme est à mon avis également essentielle à condition que M. Carter l'envisage comme un fondement de la démocratie partout dans le monde. La société américaine qui est la société la plus développée sur le plan technologique et économique aborde ici le problème de certaines valeurs humaines qui doivent maintenant être interprétées dans le domaine politique. Je crois qu'à cette attitude il ne faut pas opposer une volonté de négociation habituelle, mais une super-puissance. La réaction négative de la direction soviétique a été probablement inspirée par le fait que jusqu'à maintenant celle-ci était habituée à ce genre de « diplomatie de cabinet », d'espérer que les Soviétiques comprendront qu'il est de leur intérêt d'être plus ouverts face à l'opinion publique.

Propos recueillis par MANUEL LUCBERT.

BERNARD FÉRON.







# DROITS DE L'HOMME

## Libres opinions

### Au secours d'Anatole Ctcharanski

par HENRI CARTAN (\*)

Le sort d'Anatole Ctcharanski est devenu angoissant. Voici un mathématicien soviétique de vingt-neuf ans qui cumule les raisons de déplaire aux autorités : il est juif, et a demandé en 1973 un visa pour Israël ; il est actif dans le Mouvement de défense des droits de l'homme et est l'un des fondateurs du groupe moscovite de surveillance de l'application des accords d'Helsinki (dont le secrétaire, le physicien Youri Orlov, est détenu depuis février à la prison de Lefortovo), et, enfin, il est proche d'André Sakharov, à qui il a servi de secrétaire grâce à sa connaissance de la langue anglaise.

Ctcharanski avait fait ses études à l'institut de physique de Moscou, département des ordinateurs et mathématiques appliquées. Ayant été chassé de son emploi en 1975, il travaillait à l'institut de physique et technique de Moscou. Il rejoignit le groupe des « refusés », juifs, qui compte de nombreux scientifiques. Ayant participé à plusieurs manifestations de « refusés » exigeant le droit à l'émigration, il fut plusieurs fois arrêté et passa en tout une centaine de jours en prison. Marié le 4 juillet 1974, il n'a plus revu sa femme depuis le lendemain de leur mariage, celle-ci ayant dû partir sans délai pour Israël sous la menace du retrait du visa qu'elle venait d'obtenir.

Le 16 mars dernier, Ctcharanski est arrêté ; depuis cette date il est détenu à la prison de Lefortovo. Il a fallu attendre plus de deux mois et demi pour que soit annoncée la nature de l'inculpation : espionnage et trahison envers la patrie, crimes qui ont des peines pouvant aller jusqu'à la peine de mort. Ces accusations semblent reposer uniquement sur une lettre ouverte adressée au président du Soviet suprême et publiée le 4 mars par les « Izvestia » ; l'auteur de cette lettre, un médecin nommé Lipavski, fut lié au groupe des « refusés » ; les termes de sa lettre rendent son témoignage suspect. Non moins inquiétante est la diffusion d'un film projeté le 22 janvier par la télévision soviétique. Intitulé les « Accusations d'espionnage », il accuse les activités juives d'être des criminels et montre sur l'écran des portraits de plusieurs d'entre eux, avec leurs noms et leurs adresses. Ctcharanski, en particulier, y est présenté comme un bandit « rapide à la détente ».

Le Comité des mathématiciens (1), qui avait contribué en son temps à obtenir la libération de Leonid Pliouchitch, a naturellement pris en charge le cas d'Anatole Ctcharanski. En même temps s'est constitué un comité de défense d'Anatole Ctcharanski (2). La mère de Ctcharanski, qui vit à Moscou, a, en accord avec sa femme, émigrée en Israël, demandé à un avocat parisien, M<sup>re</sup> Rappaport, de venir l'aider et de prendre contact avec les autorités judiciaires soviétiques pour s'informer du dossier ; mais à sa demande de visa M<sup>re</sup> Rappaport s'est vu répondre le 3 juin que sa requête ne pouvait pas être prise en considération pour le moment. Le Syndicat des avocats de France et l'Association des juristes démocrates viennent de protester contre ce refus (le Monde du 11 juin).

L'opinion publique internationale doit exiger que, dans le cas de Ctcharanski comme dans tous les autres, les droits de la défense soient reconnus et respectés, que l'accusé soit informé des faits précis qui lui sont reprochés et soit assisté d'un avocat de son choix, que l'avocat français ne soit pas le seul à exercer la défense, que les activités juives d'être des criminels et montre sur l'écran des portraits de plusieurs d'entre eux, avec leurs noms et leurs adresses. Ctcharanski, en particulier, y est présenté comme un bandit « rapide à la détente ».

(\*) Membre de l'Académie des sciences.

(1) Secrétaire : Michel Brond, 8, rue Bréda, 75014 Paris, C.C.P. 3494-49 Paris.  
(2) Secrétaire : Thérèse Stner, 7, rue Sedaine, 75011 Paris, Télép. 355-40-94.

### LE GOUVERNEMENT ARGENTIN S'EN PREND AUX JOURNALISTES

par MICHEL LEMERLE

« N OUS croyons en la liberté de l'homme en tant qu'individu, une des formes les plus caractéristiques de cette liberté est la liberté de pensée », disait, en décembre dernier, le général Videla à des journalistes argentins réunis à Buenos-Aires.

Ce qui se passe en Argentine depuis le coup d'Etat de mars 1976 dément formellement cette affirmation du chef de la junte militaire. Aujourd'hui, militer pour la liberté à Buenos-Aires se paie parfois par les souffrances de la prison, de la torture ou de la mort. L'Union des journalistes argentins en France a récemment dressé un bilan : 21 journalistes assassinés, 21 portés disparus, 31 qui sont en prison, et leur vie reste en danger, près de cinquante publications ou chaînes de radio-télévision fermées.

A la répression et au contrôle absolu de la presse s'ajoute l'interdiction de toute activité syndicale. Les trois organisations (1) qui regroupaient la quasi-totalité des journalistes argentins ont été placées sous contrôle militaire et de terreur s'est accentuée au cours de ces dernières semaines.

Le 22 avril 1977, M. Robert Cox, directeur du quotidien en langue anglaise Buenos Aires Herald, était arrêté dans la capitale argentine. Libéré dans la soirée du 24, il demeure inculpé. Motif de cette inculpation ? La publication d'extraits d'une conférence de presse organisée à Rome par les Montoneros et divers hommes politiques argentins. Depuis le 23 mars, trois journalistes ont été enlevés (Rodolfo Walsh, Eduardo Sazon, Enrique Rabin), un a été enlevé et assassiné (Norberto Ferrellos) et trois autres ont été emprisonnés (Jacopo Timerman, Enrique Jara et Robert Cox).

Une répression aveugle dont la gauche est loin d'être la seule victime : Robert Cox est directeur d'un journal libéral de droite lié depuis sa fondation aux intérêts britanniques et américains. Le seul engagement déclaré de Rodolfo Walsh était son opposition aux dictatures militaires. Quant à Jacopo Timerman, il avait offert de témoigner aux Etats-Unis en faveur de la junte avant de prendre ses distances avec le général Videla.

Aujourd'hui, en s'attaquant aux journalistes et aux moyens d'information, la junte poursuit son objectif prioritaire : délégitimer tous ceux qui pourraient témoigner de la terreur quotidienne.

Au-delà de la dramatique mort physique de certains de nos confrères, c'est toute la fonction du témoignage sur la société argentine contemporaine qu'on est en train d'assassiner à Buenos-Aires. On n'est d'autant plus mécontents face à cette situation que l'Argentine était un pays de vaste culture, avec une presse très développée et des professionnels de talent.

« Trop souvent à l'étranger on exagère les faits négatifs. Il nous faut améliorer notre image à l'extérieur », notait récemment le sous-secrétaire d'Etat argentin aux affaires étrangères.

Si l'Argentine veut un tant soit peu restaurer à l'étranger une image qui ne lui a pas toujours été défavorable, il lui faut, sans délai, mettre un terme aux multiples atteintes aux libertés les plus élémentaires et permettre aux journalistes argentins d'apporter sans entraves leur témoignage quotidien sur la vie publique et sociale de leur pays.

(\*) Président de l'Union nationale des syndicats de journalistes.

(1) SAP : Sindicato Argentino de Prensa ; APRA : Asociación de Periodistas de Buenos-Aires ; CPA : Circulo de Periodistas Argentinos.

Une délégation de l'U.N.S.J. (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.), repartira mardi 14 juin à l'ambassade argentine, à Paris, à « exprimer ses vives inquiétudes sur la situation des journalistes argentins et leur défense de leurs libertés civiles et professionnelles », indique un communiqué de l'U.N.S.J.

## CORRESPONDANCE

### Les arrestations en Pologne

M. Zygmunt Orłowski, conseiller de presse de l'ambassade de Pologne à Paris, nous a adressé la lettre suivante :

Le 10 juin 1977, j'ai eu l'honneur de recevoir une lettre signée par un groupe de vingt et un intellectuels français, auxquels des sources partiales d'information ont imposé une fausse image de la situation en Pologne. Je présente les faits suivants :

Après les événements de juin 1976 à Radom et à Ursus, où, après des changements de prix et de salaires économiquement jus-

tiifiés, des manifestations de rue se sont produites, un certain nombre de personnes furent arrêtées pour vols et violences.

A la suite de la clemence témoignée par les autorités, les personnes arrêtées furent relâchées au cours de nombreux mois d'attente. Ce sont : C. Chomicz, M. Majewski, W. Skrzypczak, Z. Zebrowski et A. Zukowski — tous condamnés maintes fois antérieurement pour délits divers tels que vols, rixes, attaques à main armée, etc.

Pas une seule personne en Pologne ne reste en prison pour avoir seulement pris part aux manifestations de Radom et d'Ursus. Dans cette situation, l'activité des groupes de contestataires, organisés dans ledit Comité de défense des ouvriers (KOR), les quels voudraient attribuer des auréoles de martyrs à des personnes condamnées pour les délits criminels, n'est que dérisoire.

Si les dirigeants du KOR portent atteinte à la législation en vigueur en Pologne, les autorités ont fait montre au cours de nombreux mois d'une grande tolérance. Il suffit de dire que les dirigeants du KOR — et parmi eux A. Michnik — bénéficient des droits qui sont réservés à tous les citoyens polonais pour l'obtention de passeports et ne rencontrent pas d'entraves administratives lors de voyages dans les pays occidentaux, y compris la France.

Sollicitant au cours de ces voyages un appui de la part des milieux de gauche et libéraux, les dirigeants du KOR ont fourni des millions contre la Pologne aux mouvements d'extrême droite. Je ne me réfère ici qu'à l'action développée en cette matière contre la Pologne par les cercles nationalistes et revanchards en R.F.A. — les articles de National

Zeitung en sont, entre autres, des exemples, — soit par Europe libre, soit par la presse française, et par la presse française aussi voit un organisme financé par la C.I.A. américaine.

La décision d'arrêter quelques dirigeants du KOR a été prise lors d'une réunion d'urgence présidée par la situation en Pologne à une provocation ouverte sous l'égide d'organisations de troubles dans les milieux étudiants de Cracovie, troubles qui auraient pu avoir des conséquences dramatiques si la majorité des étudiants ne s'y étaient opposés. Mettant à profit une fête de masse traditionnelle des étudiants, les « journaliers », les dirigeants du KOR ont présenté la mort d'un étudiant, Stanislas Pyjas, dont les circonstances n'ont pas été jusqu'ici éclaircies — l'enquête se poursuit — comme le résultat de répressions entrecroisées prétendument par les autorités.

Il est regrettable qu'en France, pays si intimement lié à la Pologne, une partie de la presse ait entretenu sans esprit critique une campagne au cours de laquelle notre pays est présenté d'une manière sélective unilatérale. Quelle justification peut-on trouver, par exemple, le fait qu'on parle à l'occasion d'un antisémitisme en Pologne ? Des personnes ont été arrêtées, ce qui a motivé cette décision ce n'est pas la connaissance de leur nom, mais le degré d'infraction au droit en vigueur en Pologne. En ce qui nous concerne, personne ne s'aventure à interpréter une action en justice en France du seul point de vue de la connaissance du nom de l'accusé, serait-elle française, arabe ou juive.

La Pologne est un pays qui respecte les droits et les devoirs de ses citoyens, un pays qui, malgré les difficultés économiques et notamment de marché, a noté au

cours des dernières années un progrès sans précédent et digne d'être noté dans le domaine de la modernisation de son économie, ainsi que de l'élevation du niveau de vie. La connaissance de la réalité polonaise par l'opinion française n'est pas favorisée du fait que les récents progrès obtenus trouvent dernièrement un écho aussi limité dans les colonnes de la presse.

(Publié)  
**pieds longs et LARGES**  
38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11<sup>e</sup>), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. Tél. : 357-45-92.

### Le Hameau de la Lubiane/Vence

dans un parc de 5.000 m<sup>2</sup> avec une rivière ;  
5 petites immeubles de 3 étages du studio au 5 pièces  
habitable 3ème trimestre 77

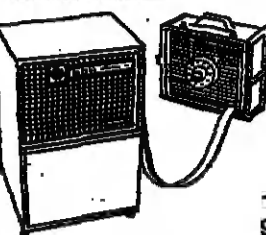
- Cuisine équipée
- Chauffage électrique individuel
- Crédit possible
- Excellent placement locatif

Bureau de vente sur place :  
Chemin de St Colomb  
ou  
D.I.C. 52, la Croix  
Champs - 66  
Tél. (03) 88.25.51/55.35.16

## FRANTEL NANTES

A deux pas du Château des Ducs

BAG-LINE



**LE SEUL CLIMATISEUR vraiment transportable**  
**GAP**

122 R. VAILLANT COUTURIER  
93 NOISY-le-SEC T. 845.59.87

## FRANTEL NICE

A deux pas du Marché aux Fleurs

**TED LAPIDUS**  
soldes  
femme et homme

37, avenue Pierre 1er de Serbie - Paris 8ème  
1, place St Germain des Prés - Paris 6ème

## FRANTEL MONTPELLIER

A deux pas de la place de la Comédie

### VOTRE PRINCESS 1800 HL



Traction avant  
Moteur transversal 10 CV

**900 F**  
PAR MOIS

**SANS DÉPÔT DE GARANTIE**  
PENDANT 48 MOIS  
OU A VOTRE CHOIX  
PREMIER LOYER DE 20% : 6317 F ET 47 MENSUALITES DE 742 F

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 15 JUILLET  
CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE AUSTIN



**Leyland c'est :**

JAGUAR, ROVER, TRIUMPH, AUSTIN, MORRIS, MINI.  
Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à British Leyland France, rue Ambroise-Croizat - Z.I. - 95101 Argenteuil - Tél : 982 09-22.

## 23 HOTELS EN FRANCE

**frantel**

Des hôtels au cœur des villes  
Réservation centrale PARIS 828.88.00

### ISTH

AUTEUIL - TOLBIAC  
L'EXPERTISE COMPTABLE

224 lignes-programmes (1 ligne = 1 à 3 pages), 26 mémoires, le tout récupérable, \* Adressage indirect, \* 12 tests de décision.

Tous éléments, même non visibles, réalisés selon techniques sûres (clavier tactile à la pousière, contacts, etc.).

Duriez grand spécialiste des calculatrices électroniques dispose de tous les accessoires pour calculatrices H.P.

Duriez vous initiez gratuitement. Si vous êtes sceptique, vous emportez ce cerveau de poche. Duriez vous le prêtez gratuitement 6 jours sans encaisser votre chèque.

Autre modèle : H.P. 97, imprimante, portable, autonome, 4.750 F (5.586 TTC).

Duriez, 132, bd St-Germain, 75006 Paris.

### Duriez me prête 8 jours



Hewlett-Packard  
HP 67 :  
2 850 F  
H.T.  
3351 F L.T.

OUTIL professionnel durable. Grande marque, hautes performances et fiabilité, pour Sociétés exigeantes. Logiciel complet disponible : Maths, Stat., Finances, Topo., Béton A., Médecine nucléaire, Jeux, Electronique, Résistance des matériaux.

\* 224 lignes-programmes (1 ligne = 1 à 3 pages), 26 mémoires, le tout récupérable, \* Adressage indirect, \* 12 tests de décision.

Tous éléments, même non visibles, réalisés selon techniques sûres (clavier tactile à la pousière, contacts, etc.).

Duriez grand spécialiste des calculatrices électroniques dispose de tous les accessoires pour calculatrices H.P.

Duriez vous initiez gratuitement. Si vous êtes sceptique, vous emportez ce cerveau de poche. Duriez vous le prêtez gratuitement 6 jours sans encaisser votre chèque.

Autre modèle : H.P. 97, imprimante, portable, autonome, 4.750 F (5.586 TTC).

Duriez, 132, bd St-Germain, 75006 Paris.



## Etudiez la musique, l'art dramatique ou le chant avec PHILIPS

Conçu pour l'étude des langues suivant la méthode Audio Active Comparative, le magnétophone "double piste" AAC 4000 vous permettra d'enregistrer :  
• sur la piste de référence, le texte ou l'orchestration de votre choix ;  
• sur l'autre piste, en parallèle ou dans des silences réservés à cet effet, votre propre interprétation ou votre accompagnement.  
A la réécoute vous pourrez ainsi juger votre prestation et recommencer si nécessaire grâce au système "double piste".

AAC 4000 PHILIPS : le magnétophone à 2 voix.

PHILIPS Enseignement

Coupon à adresser à PHILIPS Ens - BP 131 92154 Suresnes Cedex  
Sans engagement de ma part, veuillez m'adresser une documentation sur le AAC 4000 qui m'intéresse pour les applications cochées ci-dessous :  
☐ Etude des langues ☐ Musique et chant  
☐ Rééducation du langage ☐ Art dramatique  
☐ Montages sonores ☐ Synchro de project. diapos.  
Nom : \_\_\_\_\_ Ets : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

## PUY SAINT VINCENT investissez à puy saint vincent

1400m.2750m Hautes-Alpes

PUY SAINT-VINCENT au cœur de la Vallouise, c'est toute la neige de l'Oisans au soleil des Alpes.

PUY SAINT-VINCENT, un site unique, protégé de tous les vents grâce à la ceinture naturelle fournie par les célèbres sommets du Pelvoux (3.946 m.), d'Aile Froide (3.950 m.), des Banos (3.670 m.) et de la Barre des Ecrins.

PUY SAINT-VINCENT c'est aussi une résidence vacances avec son complexe immobilier de haut standing à l'architecture réellement intégrée au paysage, avec ses commerces, hôtels-restaurants, night-club, garderie d'enfants, etc...

PUY SAINT-VINCENT bénéficie pour son ensemble immobilier de toutes les dernières techniques, et est réalisé par des professionnels de la résidence vacances.

PUY SAINT-VINCENT, neige + soleil (300 j. par an) + été/hiver, (vos 52 week-ends de jouissance assurés) + site unique au monde + accès faciles ==

rentabilité et plus value assurées

Location et gestion des appartements et studios assurés sur place par nos services spécialisés

STUDIO 4 LITS A PARTIR DE 90.000 F  
réalisation : GROUPE CASTELLA-BOUCAU

Renseignements sur place : PUY SAINT-VINCENT 1800 Tel. (16.32) 23.32.75 et 76  
- L. Maison des Hautes-Alpes - 4, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS Tel. (16-1) 296-05-08 et 296-01-32.

## L'AVANT SEINE

Des studios, sur le Front de Seine, prêts à habiter - Kitchenettes entièrement aménagées - Salles de bains luxueusement équipées - Parquet vitrifié ou moquette (selon l'étage) - Murs et plafonds laqués -

pour moins de 200.000 F\*

Au Front de Seine l'environnement est exceptionnel, les résidents de qualité.

- Les murs des 2, 3, 4 et 5 pièces sont revêtus de tissus tendus sur molleton dans l'entrée, les dégagements et la salle de séjour.  
- Le sol est en parquet vitrifié dans les séjours et moquette dans les chambres.

\* offre limitée dans le temps.



Bureau des Ventes sur place ouvert tous les jours de 11 h à 20 h  
4-6 rue Robert-de-Piers - Paris 15<sup>e</sup>.

## ASIE

### Thaïlande

#### JUGÉS HUIT MOIS APRÈS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE, DES ÉTUDIANTS RISQUENT LA PEINE DE MORT.

Le procès d'une partie des cent dix étudiants thaïlandais, qui demeurent détenus huit mois après le coup d'État militaire d'octobre 1976, doit s'ouvrir, vendredi 17 juin, à huis clos devant une cour martiale, annoncée à Paris le Comité de solidarité avec le peuple thaï.

Les accusés, au nombre desquels se trouve M. Subham Baengprathum, secrétaire du Centre national des étudiants, ne seront pas assistés par des avocats. Accusés notamment de « complot contre l'État » ou « crime de lèse-majesté », ils risquent la peine de mort. Le plupart d'entre eux avaient été arrêtés, avec des centaines d'autres personnes, relâchées depuis, à la suite du massacre perpétré par les forces de l'ordre sur le campus de l'université de Thammasat (Bangkok) lors du coup d'État. Depuis, pour échapper à la répression anti-communiste, de nombreux étudiants, enseignants, intellectuels sont entrés dans la clandestinité ou ont rejoint les maquis communistes.

Le Comité de solidarité (68, rue de Babylone, 75007) lance un appel à l'opinion internationale et réclame l'arrêt des poursuites engagées, la libération des prisonniers politiques et le rétablissement des libertés démocratiques.

(Ont notamment signé cet appel, M. Kanapa, Délégué, pour le parti communiste ; Chavannas, Jongsin et Motchane, pour le parti socialiste ; Genesseau, pour les Radiateurs de gauche ; des représentants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ainsi que Mme Simone de Beauvoir et M. Jean-Paul Sartre.)

### Inde

#### LE PARTI GOUVERNEMENTAL REMPORTE LES ÉLECTIONS DANS LA PLUPART DES ÉTATS.

New-Delhi (Reuter, A.F.P.). — Le Parti du peuple a remporté les élections pour le renouvellement des Assemblées législatives dans six des dix États où celles-ci se sont déroulées du 8 au 13 juin. Les résultats des élections ne sont pas encore connus ce jeudi matin. La formation gouvernementale qui préside M. Desai, s'est assurée la maîtrise de l'Uttar Pradesh, du Madhya-Pradesh, du Radjasthan, de l'Orissa, de l'Haryana et de l'Uttaranchal. En revanche, au Tamil-Nadu, État du sud du pays, un parti local, allié au parti du Congrès (principale formation de l'opposition) devrait l'emporter, tandis qu'au Bengale-Occidental le parti communiste-léniniste (indépendant de Moscou et de Pékin) est en tête. Au Bihar, enfin, le parti du Congrès et son allié, le P.C. pro-soviétique, enregistrent de meilleurs résultats que dans les autres États, où ils sont en régression.

Les Assemblées de tous les États où avaient lieu ces élections, à l'exception de celle du Tamil-Nadu, étaient, jusqu'en avril, dominées par le parti du Congrès. Le gouvernement avait prononcé leur dissolution pour profiter de la « vague » qui, en mars, porta le Parti du peuple au pouvoir et pour renforcer son influence au niveau provincial en vue de l'élection, en août, du président de la République. Celui-ci est désigné par un collège électoral formé des parlementaires fédéraux et provinciaux. En s'assurant la majorité dans la plupart des États, le Parti du peuple a toutes les chances de faire élire l'un de ses membres à la présidence.

## PROCHE-ORIENT

### Egypte

#### CINQUANTE-NEUF ACQUITTÉS AUX PROCÈS DES ÉMÉTÉS DE JANVIER

Le Caire (A.F.P.-Reuter). — Une cour de sûreté de l'État, siégeant au Caire, a condamné mercredi 15 juin trente personnes ayant participé aux émeutes de janvier dernier, à des peines de prison s'élevant au total à soixante-trois années. Six autres manifestants ont été acquittés. La veille, quarante-trois personnes sur quarante-quatre traduites en justice dans la même affaire, avaient été relaxées par un tribunal de Helwan. D'autre part, M. Shams Eddine, ancien ministre égyptien de la guerre pendant le conflit israélo-arabe de 1967, a été condamné par contumace mercredi à treize ans de détention pour avoir « forcé des prisonniers politiques » sous le régime de Nasser. — (Reuter)

### Syrie

Tout en excluant une reconnaissance d'Israël

#### LE PRÉSIDENT ASSAD SE DÉCLARE PRÊT A METTRE FIN A L'ÉTAT DE BELLIGÉRENCE

Damas (A.F.P.). — Dans une déclaration à des journalistes, danois, le président Hafez el Assad a affirmé, le 14 juin, que la Syrie était prête à mettre fin à l'état de belligérence avec Israël, mais il a exclu une reconnaissance d'Israël par les Arabes, dans le cadre d'un règlement général de paix au Proche-Orient.

Le chef de l'État syrien a accusé Israël de faire obstacle aux efforts de paix du président Carter « en soulevant des questions hors du sujet ». « Le pro-

blème d'une reconnaissance, par exemple, a-t-il dit, entre dans le cadre des droits souverains de tout État et se voit reconnaître un autre ».

Le président syrien a précisé que la fin de l'état de belligérence pourrait être proclamée après l'évacuation, par les Israéliens, de tous les territoires arabes occupés en 1967, l'application des résolutions de l'ONU et la reconnaissance des droits des Palestiniens.

## A TRAVERS LE MONDE

### Allemagne fédérale

M. KURT REEBMANN, haut fonctionnaire du ministère de la Justice du Bade-Wurtemberg, a été nommé mercredi 15 juin procureur fédéral, en remplacement de Siegfried Suback, assassiné le 7 avril dernier, à Karlsruhe, par un commando extrémiste. — (A.F.P.)

### Argentine

M. LIONEL JOSPIN, secrétaire national du parti socialiste chargé du tiers-monde, a reçu, mercredi 15 juin, au siège du parti, deux dirigeants du Mouvement péroniste montonero. Il s'agit de la Cécilia Roldán, ancien gouverneur de la province de Buenos-Aires, et de M. Bernardo Vaca Narvaja, un des principaux dirigeants de la guérilla. D'autre part, on annonce à Buenos-Aires que vingt-neuf personnes impliquées dans l'affaire Gralver, seront traduites devant un tribunal de guerre pour collaboration avec des organisations subversives. David Gralver, un homme d'affaires, décapité en 1976 dans un accident d'avion, est soupçonné par les autorités argentines d'avoir administré les fonds des Montoneros. — (A.F.P.)

### Ghana

PLUSIEURS PERSONNALITÉS, dont le colonel Moryla, ancien ministre de l'Industrie, avaient été arrêtées le mois dernier à Accra, pour avoir tenté d'organiser un coup d'État, annonce le Times de Londres dans son numéro du 18 juin.

### Grèce

L'AGE DE LA MAJORITÉ ÉLECTORALE a été abaissé de vingt et un à vingt ans par le Parlement grec. La nouvelle loi, adoptée mercredi 15 juin, modifie également le système de représentation proportionnelle, dans un sens plus favorable aux partis de moyenne importance. — (A.F.P., U.P.I.)

### Israël

LE PROCÈS DE BIRGITTA SCHULTZ ET DE THOMAS REUTER, citoyens ouest-allemands détenus depuis près de deux ans en Israël, a été reporté à une date ultérieure, a-t-on appris de source informée à l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne à Tel-Aviv. Le procès devait suivre mercredi 15 juin, devant un tribunal militaire. (Le Monde du 9 juin.)

Les deux Allemands sont accusés, ainsi que trois Palestiniens, d'avoir voulu abattre, à l'aide d'un missile sol-air, un avion de la compagnie israélienne El Al, alors que celui-ci s'apprêtait à décoller d'un aéroport israélien. Selon la radio israélienne, c'est l'absence de défenseurs qui aurait provoqué l'ajournement du procès. Birgitta Schultz et Thomas Reuter avaient fait appel à M. Felicia Langer, mais cette dernière s'est vu interdire de plaider devant certains tribunaux militaires.

Un autre défenseur avait été proposé, que les deux jeunes gens ont refusé. — (A.F.P.)

### Niger

LE EX-COMMANDANT SOUNA SANI SIDO, qui fut pendant un an le numéro deux du régime issu du coup d'État militaire d'avril 1974, est mort mardi 14 juin, a annoncé le secrétaire d'État à l'Information. M. Sani Sido, arrêté en août 1976 à la suite d'une tentative de putsch, était détenu à Agades. — (A.F.P.)

### Rhodésie

LE PROBLÈME CONSTITUTIONNEL RHODÉSIEEN a dominé les entretiens que M. P. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a eus mercredi 15 juin à Salisbury avec le gouvernement rhodésien. D'autre part, M. Cyrus Vance, secrétaire d'État amé-

ricain, a annoncé mercredi qu'il envisageait de proposer au président Carter d'ordonner la fermeture du bureau d'information rhodésien à Washington. — (A.F.P., Reuter)

### Soudan

CINQ DIPLOMATES SOUDANAIS en poste à Moscou, déclarés « personnes non grates » par le gouvernement soviétique, devront quitter l'U.R.S.S. avant une semaine, a annoncé mercredi 15 juin, l'agence de presse soudanaise Sina. Au mois de mai, quatre-vingt-dix experts militaires et une quarantaine de diplomates soviétiques avaient été expulsés du Soudan. Les relations soviéto-soudanaises n'ont cessé de se détériorer. Le président Nureddin a accusé à plusieurs reprises l'U.R.S.S. d'aider militairement les régimes libyens et éthiopiens, qu'il accuse de comploter contre son pays. — (A.F.P.)

### Turquie

UN PROFESSEUR DE FACULTÉ, M. Orhan Yavuz, a été assassiné mercredi 15 juin à Istanbul, dans l'est du pays, par un groupe d'incriminés. M. Yavuz était connu pour ses sympathies envers la gauche. — (A.F.P.)

### Union soviétique

UN MEETING POUR LA LIBÉRATION DU MATHÉMATICIEN SOVIÉTIQUE ANATOLE CHTCHERANSKI est organisé ce jeudi 16 juin à Paris par le comité constitué pour le défendre (1). La réunion a lieu à la Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique, 75007 Paris à 20 h. 30, avec la participation de la Ligue des droits de l'homme, du Comité de défense des juifs d'U.R.S.S., de la F.A.R. du parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche.

(1) Comité de défense d'Anatole Chtcheranski, Mme Einar, 7, rue Sedaine, 75011 Paris.

### Formation et perfectionnement de cadres

#### Le modèle suisse.

A de rares exceptions près, les entreprises suisses sont de taille modeste. Elles proposent des produits de pointe, plutôt coûteux, mais d'une qualité de fabrication et de finition supérieure.

Pour survivre face aux géants, il leur faut avant tout compter sur leur précision, leur souci du détail, leur ponctualité et leur volonté de travail. Ces qualités ont un dénominateur commun : l'expérience concrète. Réalisme, ouverture, efficacité sont donc les trois principes fondamentaux de l'entreprise helvétique.

Ce sont aussi les nôtres. Ceux que nous appliquons dans nos programmes de formation et de perfectionnement de cadres.

Depuis bientôt quinze ans !

**ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE**  
Ch. de Moron 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. 021/23 29 92

Nous n'en proposons que deux, auxquels nous vouons toute notre attention :

**FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE** (pour cadres débutants)  
**PRÉPARATION A LA DIRECTION DES ENTREPRISES** (pour cadres confirmés)

Deux programmes intensifs, de courte durée, résolument concrets, multi-disciplinaires, internationaux et pratiques.

Pour en savoir plus, demandez sans engagement une "Documentation générale ECL", en précisant la référence 1002 L'ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE est une institution internationale privée, qui accueille un nombre limité de participants, sans distinction de sexe, de race ou de nationalité. Ses méthodes pédagogiques sont actives, fondées sur la participation et le travail en équipe. L'enseignement y est exclusivement dispensé par des praticiens, tous disposant, cadres ou conseils. Il a pour but la formation ou le perfectionnement de généralistes et couvre tous les secteurs d'activité de l'entreprise. Les études durent 9 mois à plein temps. La prochaine session débute le 15 octobre 1977.

مكتبة الأحياء



# AFRIQUE

Syrie

Vous en saisissez une reconnaissance d'Etat  
LE PRESIDENT ASSAD SE DECLARE POUR  
A METTRE EN A L'ETAT DE BELLIGERANCE

UN AN APRES LA REVOLTE DU 16 JUIN

## Soweto ne croit plus aux promesses

Un dispositif policier considérable a été mis en place à Soweto pour prévenir le mouvement de grève générale, lancé par le conseil représentatif des étudiants à l'occasion du premier anniversaire des émeutes du 16 juin.

La police a assuré un garde permanent dans la nuit de mercredi à jeudi, mais n'a pu empêcher deux actes de sabotage des voies de chemin de fer. Mercredi, à l'aube, une forte explosion avait détruit une section de la voie ferrée reliant la cité africaine d'Union aux zones industrielles de Durban.

La tension était brusquement montée à Soweto mercredi, avec la mort, non confirmée

par la police, d'un jeune manifestant africain. Celui-ci aurait été tué par balles lors d'un incident avec les forces de police dans le quartier Diepkloof de Soweto. Un second étudiant noir aurait été blessé, également par balles, dans un autre quartier de Soweto.

Le gouvernement a d'autre part décidé de ne pas autoriser le déroulement normal des commémorations organisées jeudi, tant à Soweto qu'à Johannesburg. Le ministre de la Justice, de la police et des prisons, M. Jimmy Kruger, a interdit les discours politiques dans tous les rassemblements prévus, menaçant même de les interrompre si ses ordres n'étaient pas suivis.

De notre correspondante

tristesse. Bontane, M. Andries Treurnicht, rebaptisé « Dr Non » par ses adversaires, renchérit : « Ce serait le début de la fin, si les Noirs des zones blanches devaient être introduits dans le système politique blanc ».

Le ministre de l'Administration bantoue, M. M.C. Botha, ajoute : « Les Noirs des villes doivent être dans des conditions décentes, mais ils n'arrivent qu'en second et ne peuvent pas participer aux élections. Ils sont là pour vendre leur force de travail, rien de plus ».

Cette politique s'est traduite, ces deux derniers mois, par un durcissement et une accélération du « développement séparé ». En octobre 1976, le Transkei accéda à l'indépendance. Ce sera le tour de l'Appenzel-Anderwald en décembre prochain. Le gouvernement a répondu non à toutes les propositions de la commission parlementaire Tladi (du nom de son président, Mme Erika Tladi), chargée d'enquêter sur le sort des Noirs. Celles-ci visaient à combler un tant soit peu le fossé qui sépare les différents groupes de population et suggéraient un partage du pouvoir. Le gouvernement, en revanche, a réagi favorablement à plusieurs demandes d'indépendance du sort des noirs vivant à leur donner plus de liberté au sein de leur communauté.

Le même sort a été réservé aux suggestions de la commission Viljoen qui, pendant plusieurs mois, a étudié le problème des peuples indigènes ou sont répertoriés les Noirs faits et gestes des Africains. Celle-ci arriva à la conclusion qu'il fallait abolir rapidement les poursuites judiciaires pour infraction à la loi sur les pass, qui chaque année, condamne plusieurs dizaines de milliers d'Africains devant les tribunaux. C'est une source d'émulation, de traces et d'émancipation. Le gouvernement a, au contraire, durci la loi, en élevant les pénalités. Aujourd'hui, tout employeur ayant à son service un Africain en infraction avec l'Administration doit payer 100 rands (contre 50 rands en 1976) (1). L'employé, lui, est passible de 100 rands d'amende ou de trois mois de prison.

Petit à petit, les panneaux « Blancs seulement » et « Noirs interdits » disparaissent. L'Union avait commencé avant 1976, après une promesse de M. P. Botha, alors ambassadeur à l'ONU. Elle s'est rapidement accrue. Après juin 1976, le gouvernement a donné un léger coup de pouce. Mais cet « apartheid mesquin » est loin d'avoir complètement disparu.

Quels espoirs pour les Noirs cependant ? Ils peuvent à présent acheter leurs maisons à Soweto. Bien sûr, le sol ne leur appartient pas et ils ne peuvent pas le vendre, mais ils ont, enfin, quelque chose à eux.

Et les clubs ne sont toujours pas multiraciaux. Les sportifs poussent le gouvernement à aller plus loin que sa politique « multiraciale » qui permet aux Blancs et aux Noirs de s'affronter sur un stade, dans les matches internationaux. Le gouvernement ferme les yeux sur la couleur des joueurs « Springboks », l'équipe nationale de rugby. Mais l'Afrique du Sud pourra pour la première fois cette année être multiraciale, obéissant aux candidats blancs ou noirs. Sont-ils devenus pour les uns, expériences-tests pour les autres. Parallèlement, Pretoria laisse s'ouvrir quelques bâtiments scolaires à tous : des restaurants bon marché, un théâtre au Cap, un autre à Johannesburg. Un sixième d'un an, a été accordé aux écoles privées, confessionnelles, qui ont accepté cette année des élèves noirs, métis ou indiens, en con-

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR SCIENTIFIQUE

PRESUP (Avant : MEDICINE - VETO - AGRO - CLASSE PREPARATOIRE)

ADAPTATION aux méthodes de l'Enseign. Supérieur

MISE A NIVEAU ou RECYCLAGE pour tous bacheliers

NADAUD

ENSEIGNEMENT PRIVE  
19, rue Jussieu, PARIS (5<sup>e</sup>)  
707-13-88 ou 76-05

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) : 1 rrand = 4,4 francs.

Préparation d'été ou annuelle  
entrée 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> année

SC.PO

sur place (3 entrées à Paris)  
ou par correspondance  
CEPES - Courmoulin - 100, rue de la République  
72213131 ou 74213131

## 4,10 m de plafond dans un studio. Attention: ne tombez pas du lit!

"24 Arthur Rozier" à 300 mètres du Parc des Buttes Chaumont, des studios et des deux pièces vastes, calmes, et dont la hauteur sous plafond vous réserve une bonne surprise. Des studios qui sont plus que des studios, en plein Paris dans un environnement où la qualité de la vie reste une réalité.

Appartement témoin et bureau de vente sur place  
24, rue Arthur Rozier - 75019 PARIS  
Tél. : 205.30.03.  
Ouvert tous les jours de 14 h à 19 h 30.



"24 Arthur Rozier".  
Une conception très rentable.  
39, rue de Courcelles - 75008 PARIS  
Tél. : 766.13.14.

## A FONTENAY/BOIS (94)

## AUCHAN CASSE LES PRIX !

Canon... Minolta... OLYMPUS... Nikon... Sanyo... Kodak...  
...POLAROID... KONICA... FUJICA... PENTAX... PRAKTICA...

Caméra CANON 514 XLS  
sonore - Zoom électrique  
5 fois  
2130,00 F

Film SUPER 8  
KODAK K 40  
28,18 F  
PRAKTICA LTL3  
Objectif 1,8/50 mm  
790,00 F

CANON AE1  
Objectif 1,4/50 mm  
automatisme  
électronique avec sac  
2250,00 F

NIKKORMAT ELW  
Objectif 2/50 mm  
automatique  
3050,00 F

OLYMPUS OM2 - Objectif  
1,4/50 mm  
automatique  
avec sac ..... 3440,00 F

ASAHI PENTAX KM - Objectif  
1,8/55 mm  
avec sac ..... 1295,00 F

NIKON F2 Photomic DP1 - Objectif  
2/50 mm avec  
sac ..... 2650,00 F

Caméra BOLEX 551 XL sonore  
Zoom électrique  
5 fois ..... 2213,00 F

NIKKORMAT FT3 -  
Objectif  
2/50 mm ..... 1675,00 F

Caméra SANKYO 40 LX sonore  
avec sac - Zoom  
électrique 4 fois ..... 1951,00 F

(offres limitées jusqu'à épuisement des stocks et sous réserve d'erreurs typographiques).

JUIN LE MOIS  
DE LA PHOTO

AVENUE DU M<sup>AL</sup> JOFFRE  
FONTENAY/BOIS  
TEL: 876 47 95

Ouvert de 9 h à 22 h tous les jours sauf dimanche et lundi matin.

## Le modèle suisse

« Nous apprendrons à aimer cette politique »

Des critiques, fusent-elles importantes dans la bouche d'un délégué, n'ont rien de révolutionnaire. Les opposants n'abandonnent pas l'idéologie du développement séparé, mais ils la « purifient ». Ils continuent de plaider l'importance du pluralisme culturel en Afrique du Sud, mais réclament un développement économique et politique plus équitable entre les différents groupes de population, même si chacun chez soi. Les Noirs dans leurs territoires, les Blancs sur leurs territoires. Ils critiquent la revanche avec une plus ou moins grande vigueur tout ce qui peut être assimilé au racisme.

M. Piet Cillie réclame, il y a quelque temps, dans le quotidien « Star » de Johannesburg, des droits politiques pour les Noirs vivant dans les « zones blanches ». « Nous ne nous bécotons pas », dit-il, « nous nous bécotons les uns les autres ».

« Il n'y a pas d'autre option pour résoudre nos problèmes que le développement séparé. Nous apprendrons à aimer cette politique. Nous tous, les Sud-Africains blancs et noirs », déclare le ministre de la police, de la justice et des prisons, M. Jimmy Kruger.

Le vice-président de l'Admini-

ECOLE DE  
CAPIRES  
DE LAUSANNE

18, rue de la République  
100, rue de la République  
72213131 ou 74213131







هكذا في الأصل

POLITIQUE

DÉBAT SUR L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

Chirac, M. Barre engage la responsabilité du gouvernement

Le débat sur l'élection du Parlement européen a été marqué par une atmosphère de tension. M. Chirac, président de la République, a tenu à souligner la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la situation économique et sociale du pays. Il a déclaré que le gouvernement devait être tenu responsable des décisions prises et des conséquences qui en découlent. M. Barre, premier ministre, a répondu à ces affirmations en affirmant que le gouvernement était conscient de ses responsabilités et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses actes. Il a également souligné que le gouvernement était en mesure de gérer la situation et qu'il était déterminé à mener à bien les réformes nécessaires.

Le débat sur l'élection du Parlement européen a été marqué par une atmosphère de tension. M. Chirac, président de la République, a tenu à souligner la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la situation économique et sociale du pays. Il a déclaré que le gouvernement devait être tenu responsable des décisions prises et des conséquences qui en découlent. M. Barre, premier ministre, a répondu à ces affirmations en affirmant que le gouvernement était conscient de ses responsabilités et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses actes. Il a également souligné que le gouvernement était en mesure de gérer la situation et qu'il était déterminé à mener à bien les réformes nécessaires.

Le débat sur l'élection du Parlement européen a été marqué par une atmosphère de tension. M. Chirac, président de la République, a tenu à souligner la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la situation économique et sociale du pays. Il a déclaré que le gouvernement devait être tenu responsable des décisions prises et des conséquences qui en découlent. M. Barre, premier ministre, a répondu à ces affirmations en affirmant que le gouvernement était conscient de ses responsabilités et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses actes. Il a également souligné que le gouvernement était en mesure de gérer la situation et qu'il était déterminé à mener à bien les réformes nécessaires.

Le débat sur l'élection du Parlement européen a été marqué par une atmosphère de tension. M. Chirac, président de la République, a tenu à souligner la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la situation économique et sociale du pays. Il a déclaré que le gouvernement devait être tenu responsable des décisions prises et des conséquences qui en découlent. M. Barre, premier ministre, a répondu à ces affirmations en affirmant que le gouvernement était conscient de ses responsabilités et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses actes. Il a également souligné que le gouvernement était en mesure de gérer la situation et qu'il était déterminé à mener à bien les réformes nécessaires.

Le débat sur l'élection du Parlement européen a été marqué par une atmosphère de tension. M. Chirac, président de la République, a tenu à souligner la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la situation économique et sociale du pays. Il a déclaré que le gouvernement devait être tenu responsable des décisions prises et des conséquences qui en découlent. M. Barre, premier ministre, a répondu à ces affirmations en affirmant que le gouvernement était conscient de ses responsabilités et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses actes. Il a également souligné que le gouvernement était en mesure de gérer la situation et qu'il était déterminé à mener à bien les réformes nécessaires.

Le débat sur l'élection du Parlement européen a été marqué par une atmosphère de tension. M. Chirac, président de la République, a tenu à souligner la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la situation économique et sociale du pays. Il a déclaré que le gouvernement devait être tenu responsable des décisions prises et des conséquences qui en découlent. M. Barre, premier ministre, a répondu à ces affirmations en affirmant que le gouvernement était conscient de ses responsabilités et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses actes. Il a également souligné que le gouvernement était en mesure de gérer la situation et qu'il était déterminé à mener à bien les réformes nécessaires.

Le débat sur l'élection du Parlement européen a été marqué par une atmosphère de tension. M. Chirac, président de la République, a tenu à souligner la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la situation économique et sociale du pays. Il a déclaré que le gouvernement devait être tenu responsable des décisions prises et des conséquences qui en découlent. M. Barre, premier ministre, a répondu à ces affirmations en affirmant que le gouvernement était conscient de ses responsabilités et qu'il était prêt à assumer les conséquences de ses actes. Il a également souligné que le gouvernement était en mesure de gérer la situation et qu'il était déterminé à mener à bien les réformes nécessaires.

comptes

2000 ADP POUR LE DÉPOT DE SOUSCRIPTION

17 JUIN 1977

### Le quartz était encore un peu sauvage... Nous l'avons apprivoisé.

Vous aimez les beaux briquets. Nous aimons le quartz. Mais aujourd'hui, on demande toujours plus aux choses que l'on aime. Alors, à force de miniaturisation, nous avons domestiqué le quartz. Pour vous offrir un briquet fonctionnant à la demande, sans jamais exiger ni pierre ni pile.

Sur simple effleurement, du pouce, la flamme jaillit, régulièrement, fidèlement, en douceur.

Notre briquet, nous l'avons baptisé QUARTZ. Tout simplement.

QUARTZ est un briquet éternel. Comme le quartz. Et c'est un très beau briquet.


12 modèles or, argent, laqué, à partir de 280 F.

Ni pierre, ni pile. Le Quartz en douceur.

SAROME QUARTZ

ÉTANCHÉES INTERNATIONALES


### Christian Bernadac lève le voile sur "la Cagoule"



Mystérieuse Cagoule que cette branche dissidente de l'Action Française qui, en 1936, va semer la subversion sur une époque déjà troublée.

Etonnant Dagore qui, chef du 2<sup>e</sup> Bureau de la Cagoule, responsable des opérations, va pourtant confier chaque jour à son journal réflexions et informations sur cette organisation secrète.

Emouvant document humain que la vie de Dagore telle qu'il la raconte sans rien cacher ni de son action, ni de ses amours.



BERNADAC  
DAGORE  
les carnets secrets de  
LA CAGOLE

EDITIONS FRANCE-EMPIRE

804 p - 58 F  
grand format

Editions France-Empire







belfond

# JEAN-LOUIS BORY LE PIED

ROMAN



Ce livre contient les pages les plus drôles que l'on ait publiées depuis longtemps.  
**ANGELO RINALDI**  
(L'Express)

Si "Le Pied" doit devenir le "livre de l'été", nos plages ne seront pas tristes. Braves gens, gardez vos enfants!  
**GEORGES CONCHON**  
(Le Quotidien de Paris)

Le jaillissement joyeux d'une verve truculente.  
**ANDRÉ WURMSER**  
(L'Humanité)

Jean-Louis Bory danse une folle sarabande de l'invention. Le héros, l'aventure, sauve Berpette Bissourot, d'un harem de Tombouctou où le Général Massu, devenu esclave du sultan Mamadou, balaye la cour en chantant "elle avait une jambe à la fois". Amin Dada est en tutu rose, et terrand roule avec Clavel sur le tan-  
**MICHEL CAFFIER**  
(L'Est Républicain)

Un livre dans la grande tradition romanesque d'un Rabelais qui aurait eu la chance de vivre notre fin de siècle.  
**PIERRE-MARC MICHEYL**  
(TopTélé)

C'est la... homo, hétéro, zoo-sexuelle. D'innombrables scènes décapitantes: le marin qui dort "dans les bras" d'une couleuvre, la reine d'Angleterre déguisée en Charles Maurras lisant sainte Thérèse de Lisieux... et surtout Simone Beauvoir, victime du Vatican II, écrivant sur le mur des toilettes du Fibre: "Vive la calotte!"  
**GEORGES-MICHEL SAROTTE**  
(La Quinzaine Littéraire)

Le super-pied.  
**YVAN AUDOUARD**  
(Le Canard enchaîné)

"Le Pied" est une sensationnelle divagation qui épatera le bourgeois, surprendra l'intellectuel endurci, effarera l'idéologue constipé, terrifiera les honnêtes gens et embêtera sacrément les tripons.  
**RENÉ TAVERNIER**  
(Le Progrès de Lyon)

— Et la couverture de votre livre?  
— Eh bien, après la rose au poing, c'est le myosotis au pied.  
C'est l'inscription de l'humour dans le programme commun. Je veux la fête, le plaisir, l'humour dans le futur gouvernement de gauche... Toutes mes politiques, morales, sociales, se retrouvent dans le livre sous l'aspect de la farce.

**PIERRE COULAUD**  
(Interview de Jean-Louis Bory dans "La Dépêche du Midi")

Quand Bory prend ainsi son pied, enfonçant son... dans les herbes épatées des figures du Tout-Paris, il faut convenir que nous buvons un fameux bol d'air.  
**JEAN-LOUIS EZINE**  
(Les Nouvelles Littéraires)

Une invective épique, burlesque, contre les puissances funèbres qui nous environnent jusqu'à totale asphyxie, contre la prétention mégalomane, coincée dans les cirques. Un pied à nos idées, un pied au derrière de l'esprit sérieux. Plus chaussé, plus picaresque, la pointe de son héros, un vrai héros, le roman... Embarquez tout, tout flammes sur le nez, la démesure.

**MICHEL GRISOLIA**  
(Le Nouvel Observateur)

En utilisant l'arme absolue, le rire, Bory fait mouche et met le lecteur à son côté. Une... qui, depuis Rabelais ou Voltaire, a... preuves.  
**JEAN CONTRUCCI**  
(Le Soir, Marseille)

On dira désormais: beau comme la rencontre de Michel Poniatowski et de Mae... au rayon jardinage de Marie-Madeleine. On rêvera enfin, en plein dévergondage, aux voluptés couleuvrines, à cette abbaye... Thélème... Beauce qui ressemble à un institut... massage pris en main par... Fourier.

**MICHEL FLACON**  
(Le Point)

Si vous n'avez pas envie de lire "Le Pied", votre... est désespéré.

**FRÉDÉRIC VALÉRY**  
(Paris-Normandie)

Collection "Le désir fou" dirigée par Laurent Kiesel

à paraître le 18 juin dans la même collection:

**JEAN PIERRE FAYE**  
**LES PORTES DES VILLES DU MONDE**

belfond



### De notre correspondant

● **RECTIFICATIF.** — Une erreur a altéré le sens du premier paragraphe de l'article sur le projet de budget régional 1978 (voir page 15 juin). Le comité économique et social, et non le conseil régional, qui s'est réuni à ce propos lundi 13 juin. D'autre part, en haut de la troisième colonne de cet article, il fallait lire : « 1 milliard 500 millions seront affectés à la poursuite des opérations antérieurement décidées, dont (et non pas dont) 300 millions seulement ».

(1) Les résultats du 22 mars dernier ont été : Maj. 16,391; Gauche, 14,841; Mouv. dém., 600; Act. royal, 421. Le 20 mars, la liste de la majorité avait emporté avec 19,120 voix contre 18,825 à la liste d'union de la gauche.

### De notre correspondant

Grenoble. — Devant mille deux cents militants et sympathisants du R.P.R. M. **Alphonse Monod, secrétaire général** du mouvement, a prononcé le 14 juin, au théâtre de la Gauche, un discours qui a été vigilement enregistré et communiqué de la gauche. Il a émis une série de « difficultés », voire les « contradictions », du parti communiste, et a souligné la nouveauté de son congrès : « Entre le réformisme des vieux socialistes et le marxisme révolutionnaire du parti communiste, il y a une fracture ». Certains dans la majorité tirent de ces conclusions pour minimiser le congrès. Il n'y a rien de moins de la part de M. Monod. Il a dit : « Pour éviter l'erreur ! Car, avant même que la perspective de ces rapprochements puisse s'offrir, elle s'offre à l'opinion publique. Les dirigeants du parti communiste doivent donc se préoccuper du programme commun aux élections prochaines plutôt qu'au programme des socialistes réformistes avec les communistes. Face à cette redoutable alliance qui constituerait certainement le plus grand danger pour la gauche, il faut que les socialistes modérés des vieux socialistes ne passent pas blindés. Il est des parts stériles. Le parti communiste a compris sa tâche sociale. Il faut que la coalition communiste ait un pari criminel ».

A propos du chômage, le secrétaire général du R.P.R. a demandé que soit entreprise rapidement « une relance de l'économie productive » sans pour autant « verser dans l'inflation ». Il a affirmé : « L'État doit intervenir dans l'économie par le langage ». Il a ajouté : « Et souhaitent que ce geste soit accompli sans tarder, car il y a un grand danger, l'automisme, la soit déjà trop tard. L'investissement, c'est l'emploi de demain ».

Nous avons reçu l'appel  
suivant signé du général Jac-  
ques de Bollardière et de  
MM. Roger Garandy, Alain  
Jean-Marie Muller et  
Paul Virilio.

les engagements, pris lors de la signature du programme commun, nucléaire et aux obligations politiques de son gouvernement, elle entretient toute perspective d'une démocratie socialiste.

Sur le plan politique, l'opposition nucléaire implique la centralisation des décisions aux mains d'un petit groupe d'hommes et, en dernier ressort, d'un seul. Elle soustrait donc la défense à tout contrôle populaire. Elle conduit

interventions militaires de type traditionnel pour restaurer l'ordre ancien répondent mieux à ce objectif de domination.

La seule défense possible, notre époque, est celle d'un peuple suffisamment attaché à son projet culturel, économique, social, politique, spirituel, pour que tout occupant éventuel ne puisse espérer de collaboration de sa part. Un large débat populaire sur le problème de la défense peut favoriser, à partir d'un refus de l'arme nucléaire en donnant à chacun le sens de sa responsabilité, la prise de conscience de ce qui peut être une véritable défense populaire.

**MISES** sur solate immobilière au Palais de Justice à NANTES, le mercredi 25 juin 1977, à 14 heures - En 3 lots

**1<sup>er</sup> lot UN APPARTEMENT** Il pièces ■ 3 étages + cave et

**2<sup>e</sup> lot UNE CHAMBRE** avec ■ balcons au 1<sup>er</sup> et

**3<sup>e</sup> lot UN PARKING**

**14 dans UN IMMEUBLE à CHAVILLE**  
(92) - 24, rue de Coteau

**MISES ■ PRIX :** 1<sup>er</sup> lot, 90.000 F - 2<sup>e</sup> lot, 70.000 F - 3<sup>e</sup> lot, 5.000 F

S'adresser à : M<sup>r</sup> RICHARD, 10, rue de la République à Lumballe à Paris, 15<sup>e</sup> arr. ■ ou à M<sup>me</sup> SAVAUD, près le Tribunal de Paris.

Vente au public au Palais National à Nanterre, le 10 juin 1977, 14 h.  
UN SEUL LOT

**HANGAR - BAT. à us. ATELIER - APPENTIS**  
**71, av. du Maréchal-Foch, SAINT-CLOUD (92)**

M. à P. : 100.000 F. S'adr. : M<sup>rs</sup> CACARET, avocats, Paris, 8<sup>e</sup> r. de  
Bivoli : M<sup>rs</sup> CHARBIEGUE, not. 12, rue

Vente sur plan immobilière au Tribunal de Grande Instance à Versailles.  
Palais de Justice, mercredi 8 juillet 1977, à 10 heures.

**UN APPARTEMENT avec CAVES et PARKING**

Dans le Bâtiment A, sis au rue-de-Chateaufort, dans la Résidence des Princes de Condé, à SAINT-GERMAIN-en-LAYE (Yvelines).

**Mise à Prix : 170.000 Francs**

Pour tous renseignements :  
à M<sup>rs</sup> GUYOTIER, avocat, 21, rue  
de la Harpe à VERSAILLES, tél. 39-02-63 ; et à tous autres

Vente au Palais de Justice à Paris, le mardi 10 juin 1977, à 14 h.

**PROPRIÉTÉ sise à DOUÉ**  
(Seine-et-Marne)

**Rue Champenois, sans numéro**  
■ dépendances, CLOS et JARDIN plantés ■ ■ ■ ■ ■

**LIBRE DE LOCATION - MISE À PRIX : 100.000 FRANCS**

S'adresser à : M<sup>rs</sup> DE SARRAC, avocats à Paris, 70, avenue Marceau ;  
M<sup>rs</sup> VERRIER, syndic, 85, ■ ■ ■ de Rivoli, Paris (1<sup>er</sup>).

au Palais de Justice à Paris, le mercredi 6 juillet 1937, à 10 h.

**UNE PROPRIÉTÉ sise à MÉDAN**  
(Yvelines)

**43, rue Pierre-Curie**

Compr. Bâtiment appelé « Château de Médan » ruiné par Inc. et vendue  
220 m. JARDIN - BOIS - CHATELAIN 1 ha. 14 a. 80 ca.

**Mise à Prix : 250.000 FR.**

S'adr. à Vergennes 10 RUELLÉ, rue 7, à Paris (17<sup>e</sup>)

JOHANNET, 21, r. de Valenciennes, tél. 22-32-33 : m. pl. et vis.

[illegible][illegible]

Adj. Chambre Interdépart. Nos. 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037 1038 1039 1040 1041 1042 1043 1044 1045 1046 1047 1048 1049 1050 1051 1052 1053 1054 1055 1056 1057 1058 1059 1060 1061 1062 1063 1064 1065 1066 1067 1068 1069 1070 1071 1072 1073 1074 1075 1076 1077 1078 1079 1080 1081 1082 1083 1084 1085 1086 1087 1088 1089 1090 1091 1092 1093 1094 1095 1096 1097 1098 1099 1100 1101 1102 1103 1104 1105 1106 1107 1108 1109 1110 1111 1112 1113 1114 1115 1116 1117 1118 1119 1120 1121 1122 1123 1124 1125 1126 1127 1128 1129 1130 1131 1132 1133 1134 1135 1136 1137 1138 1139 1140 1141 1142 1143 1144 1145 1146 1147 1148 1149 1150 1151 1152 1153 1154 1155 1156 1157 1158 1159 1160 1161 1162 1163 1164 1165 1166 1167 1168 1169 1170 1171 1172 1173 1174 1175 1176 1177 1178 1179 1180 1181 1182 1183 1184 1185 1186 1187 1188 1189 1190 1191 1192 1193 1194 1195 1196 1197 1198 1199 1200 1201 1202 1203 1204 1205 1206 1207 1208 1209 1210 1211 1212 1213 1214 1215 1216 1217 1218 1219 1220 1221 1222 1223 1224 1225 1226 1227 1228 1229 1230 1231 1232 1233 1234 1235 1236 1237 1238 1239 1240 1241 1242 1243 1244 1245 1246 1247 1248 1249 1250 1251 1252 1253 1254 1255 1256 1257 1258 1259 1260 1261 1262 1263 1264 1265 1266 1267 1268 1269 1270 1271 1272 1273 1274 1275 1276 1277 1278 1279 1280 1281 1282 1283 1284 1285 1286 1287 1288 1289 1290 1291 1292 1293 1294 1295 1296 1297 1298 1299 1300 1301 1302 1303 1304 1305 1306 1307 1308 1309 1310 1311 1312 1313 1314 1315 1316 1317 1318 1319 1320 1321 1322 1323 1324 1325 1326 1327 1328 1329 1330 1331 1332 1333 1334 1335 1336 1337 1338 1339 1340 1341 1342 1343 1344 1345 1346 1347 1348 1349 1350 1351 1352 1353 1354 1355 1356 1357 1358 1359 1360 1361 1362 1363 1364 1365 1366 1367 1368 1369 1370 1371 1372 1373 1374 1375 1376 1377 1378 1379 1380 1381 1382 1383 1384 1385 1386 1387 1388 1389 1390 1391 1392 1393 1394 1395 1396 1397 1398 1399 1400 1401 1402 1403 1404 1405 1406 1407 1408 1409 1410 1411 1412 1413 1414 1415 1416 1417 1418 1419 1420 1421 1422 1423 1424 1425 1426 1427 1428 1429 1430 1431 1432 1433 1434 1435 1436 1437 1438 1439 1440 1441 1442 1443 1444 1445 1446 1447 1448 1449 1450 1451 1452 1453 1454 1455 1456 1457 1458 1459 1460 1461 1462 1463 1464 1465 1466 1467 1468 1469 1470 1471 1472 1473 1474 1475 1476 1477 1478 1479 1480 1481 1482 1483 1484 1485 1486 1487 1488 1489 1490 1491 1492 1493 1494 1495 1496 1497 1498 1499 1500 1501 1502 1503 1504 1505 1506 1507 1508 1509 1510 1511 1512 1513 1514 1515 1516 1517 1518 1519 1520 1521 1522 1523 1524 1525 1526 1527 1528 1529 1530 1531 1532 1533 1534 1535 1536 1537 1538 1539 1540 1541 1542 1543 1544 1545 1546 1547 1548 1549 1550 1551 1552 1553 1554 1555 1556 1557 1558 1559 1560 1561 1562 1563 1564 1565 1566 1567 1568 1569 1570 1571 1572 1573 1574 1575 1576 1577 1578 1579 1580 1581 1582 1583 1584 1585 1586 1587 1588 1589 1590 1591 1592 1593 1594 1595 1596 1597 1598 1599 1600 1601 1602 1603 1604 1605 1606 1607 1608 1609 1610 1611 1612 1613 1614 1615 1616 1617 1618 1619 1620 1621 1622 1623 1624 1625 1626 1627 1628 1629 1630 1631 1632 1633 1634 1635 1636 1637 1638 1639 1640 1641 1642 1643 1644 1645 1646 1647 1648 1649 1650 1651 1652 1653 1654 1655 1656 1657 1658 1659 1660 1661 1662 1663 1664 1665 1666 1667 1668 1669 1670 1671 1672 1673 1674 1675 1676 1677 1678 1679 1680 1681 1682 1683 1684 1685 1686 1687 1688 1689 1690 1691 1692 1693 1694 1695 1696 1697 1698 1699 1700 1701 1702 1703 1704 1705 1706 1707 1708 1709 1710 1711 1712 1713 1714 1715 1716 1717 1718 1719 1720 1721 1722 1723 1724 1725 1726 1727 1728 1729 1730 1731 1732 1733 1734 1735 1736 1737 1738 1739 1740 1741 1742 1743 1744 1745 1746 1747 1748 1749 1750 1751 1752 1753 1754 1755 1756 1757 1758 1759 1760 1761 1762 1763 1764 1765 1766 1767 1768 1769 1770 1771 1772 1773 1774 1775 1776 1777 1778 1779 1780 1781 1782 1783 1784 1785 1786 1787 1788 1789 1790 1791 1792 1793 1794 1795 1796 1797 1798 1799 1800 1801 1802 1803 1804 1805 1806 1807 1808 1809 1810 1811 1812 1813 1814 1815 1816

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

Cabinets de M<sup>rs</sup> F. GERARD et P. MARIN, avocats à 61200 ARGENTAN  
VENTE SUR FOLLE ENCHÈRE  
SOL LE GOUVERNEMENT FONCIER AGRICOLE DU DOMAINE DU VERBOIS  
Ad<sup>judic.</sup> : Palais de Justice d'Argentan, le lundi 15 juillet 1934, à 14 h. 30

**1<sup>er</sup> LOT CHATEAU ET HARAS DU VERBOIS**  
à SAINT-NICOLAS-DES-LATTIERS (Orne), dépendances  
**MISE A PRIX : 2.480.000 F.**  
de présenter un chèque cashé de 1.000.000  
pour les porter des (sujets).

**2<sup>e</sup> LOT PARCELLE EN NATURE DE BOIS**  
Cadastré Section C n° 37 et le Champ Potier pour 12 ha. 23 a. 28 ca.  
**MISE A PRIX : 20.000 F**  
Les enchères seront reçues par ministère d'Avocat seulement.  
(16-33) Pour avis, signé : M<sup>rs</sup> GERARD.

Vente — Palais de Justice à Paris, le lundi 1<sup>er</sup> juillet 1977, à 14 heures

**PROPRIÉTÉ - USAGE INDUSTRIEL**

**PARIS 19<sup>e</sup> 76-78, QUAI DE LA LOIRE**

**Cce 2.119,30 m<sup>2</sup> M. à P. 3.600.000 F.**

S'adresser : **STÉ LESGUNLIER-MIGNON**, 108, rue de Valenciennes, 75011 Paris.  
ou à **M<sup>me</sup> Maurice RICHARD-DEJAS**, avocat à Paris ; et à **M<sup>me</sup> Maurice RICHARD-DEJAS**, avocat aux Tribunaux de Commerce et de Commerce de Paris, Bobigny.

[illegible]

**MAISON D'HABITATION AUX ALLUEVS-LE-ROI**

(EYVILINES), à l'issue de la PROCESSION. - CONVENANT : sous-sol, 1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> étages, combles au-dessus. Terrain attenant à la maison Grand Alluevs dans la cour.

RENDRE A PARIS 10<sup>e</sup> arr. LEZ FRANCIS

Pour tous renseignements : à M<sup>r</sup> LIENARD, avoc., 4 rue de l'Orangeie  
 (93-18-29) ; et à M<sup>r</sup> COTTON, avoc., 65 bd de la Reine (93-31-93 et 93-35-68).

**ADJUDICATION SANS MISE A PRIX - MARDI 5 JUILLET A 14 H. 30**  
**3, SQUARE DE L'AVENUE FOCH**  
**PARIS (16<sup>e</sup>) - TRÈS BEL APPARTEMENT**  
 EIU m2 - 3 PIÈCES PRINCIPALES - 3 salles de bains  
 Balcon 16 m2 - 2 cheminées Service - Caves - GARAGE PARTICULIER  
 de porte EN DUPLEX - 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> étages  
 LIBRE et payable le 1<sup>er</sup> OCTOBRE 77  
 Facilité prêt C.F.P. - Consignat. pour cash. 120.000 F chèque certifié.  
 M<sup>rs</sup> BOUVET, ALLIX, EGRET, Notaires exposés  
 18, place de la République, Paris (10<sup>e</sup>), tél. 392-71-11, Visites sur R-V.

PROPRIÉTÉ 4.000 m<sup>2</sup> à THEMÉRICOURT. (Val d'Aisne)  
 rue du Moulin - JARDIN - FOSSES - GEORGES  
 M. à Px 150.000 F. - S'adr. M<sup>e</sup> BUISSON, STOCQ & PONTONNE.  
 M<sup>e</sup> FEYLL, avocat & PONTONNE (tel. 444-13-30).

à l'écure du **M. PAUL CÉARDON**,  
 109 bis, rue de la Chapelle, 109  
 bis, à Paris 18, tel. BAUMANN 34.00.  
 261 PARIS 18, tel. BAUMANN 34.00.  
 BOISQUETS 2 à 3  
**UN APPARTEMENT**  
 de 3 V. et 1 C. V. et 1 C. V. et 1 C. V.  
 et 1 C. V. et 1 C. V. et 1 C. V. et 1 C. V.  
**MONTFERMEIL (-93)**  
 boulevard Sargus  
**MISE A PRIX : 250 000 FRANCS**  
 M. Paul CÉARDON, not. à Paris  
 18, tel. BAUMANN 34.00.  
 M. Paul CÉARDON, not. à Paris  
 18, tel. BAUMANN 34.00. (P.)

Vente sur table d'enchères au Palais  
 de Justice, à Paris, le **MARDI 23 JUILLET 1977**, à 14 h.  
**UN PAVILLON**  
 situé à  
**ORMESSON-SUR-MARNE (94)**  
 35, rue du Général-Maunier.  
**MISE A PRIX : 10.000 FRANCS**  
 Construction indépendante par ench.  
 sur terrain de 1.200 m<sup>2</sup>. Terrain et  
 ACOF, avocats associés, 51, rue  
 Champollion, à Courbeil-Seconnes.  
 Tél. 496-30-25 et 496-14-12.

**BOULEVARD VOLTAIRE**  
**ASNIÈRES**  
T. 100 m<sup>2</sup> état 1977 m<sup>2</sup> hab.  
4 appartements + 1  
Loyer annuel : 210.000 F  
net de charges  
SPINASSE, notaire

\_\_\_\_\_

[illegible]

**Votre concessionnaire Renault vous propose :**

**une Renault 15 TL**



**15 SUBJECTS**

Versement comptant (20 %) 5.700 Francs  
3 mois sans rien verser  
22 mensualités de 1278,70 Francs.  
Soit au total 33.831,40 Francs T.T.C.

**◆ RENAULT**  
Renault préconise elf

**rhumatisants, pour vous**  
**cures miracles à Abano terme**  
**et à Montegrotto terme**

Les cures ont lieu toute l'année dans les hôtels TAS.

Documentation dans la brochure  
**«CAVASON» Italie 1977.**

Agences de voyages.

**en Italie**

 Abano  
terme

Pub. 58

**Votre concessionnaire Renault vous propose :**

**une Renault 6 L**



**VEREUREMENT COMPTANT (20 %)** 3.800 Francs  
3 mois sans rien verser  
22 mensualités de 249,06 Francs  
— au total — 32 Francs T.T.C.

**RENAULT**  
Renault préconise **elf**

PUBLICIS 8

partii socialiste p

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which are arranged in a columnar fashion. The names are written in a cursive script, and the addresses are written in a more formal, printed style. The list includes names such as "John Doe", "Jane Smith", and "Robert Brown", along with their respective addresses in various cities and states.

2. The second part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These notes are written in a cursive script and are arranged in a columnar fashion, similar to the list of names and addresses. The notes appear to be a continuation of the information provided in the first part, or they may be separate entries related to the same topic.

3. The third part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These notes are written in a cursive script and are arranged in a columnar fashion, similar to the list of names and addresses. The notes appear to be a continuation of the information provided in the first part, or they may be separate entries related to the same topic.

4. The fourth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These notes are written in a cursive script and are arranged in a columnar fashion, similar to the list of names and addresses. The notes appear to be a continuation of the information provided in the first part, or they may be separate entries related to the same topic.

5. The fifth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These notes are written in a cursive script and are arranged in a columnar fashion, similar to the list of names and addresses. The notes appear to be a continuation of the information provided in the first part, or they may be separate entries related to the same topic.

une Renault 11 L.



RENAULT

**Médecine Pharmaceutique**  
**MÉTILANE ACID**  
 En suspension  
 Saignement  
 Acide gras

Achetez votre **Renault**  
la première fois  
n'arrivera qu'avec la



RÉUNI EN CONGRÈS A NANTES

Le parti socialiste parviendra-t-il à refaire son unanimité ?

Le congrès du parti socialiste, qui siège du samedi 17 au dimanche 19 juin au palais de la Beaujoire, à Nantes, doit rassembler près de cinq mille personnes, dont une centaine de députés étrangers et le double des journalistes. Outre les représentants des partis de l'Internationale socialiste, doivent notamment être présents : les

envoyés des partis communistes d'URSS, de Roumanie, de Pologne et de Hongrie. Le P.S. a également invité ses alliés du programme commun. La délégation du P.C.F. sera conduite par M. Charles Fiterman, membre du secrétariat, et celle du Mouvement des radicaux de gauche par M. Michel Crépeau, vice-président. Des représentants du Mouvement des démocrates

de M. Michel Jobert et de l'Union des gaullistes du progrès seront là aussi. Deux textes d'orientation ont été soumis aux sections socialistes après que, le 7 mai, le comité directeur eût constaté l'impossibilité d'un accord sur la majorité du parti, groupée derrière M. François Mitterrand, et les minoritaires du CERES. Les congrès des fédérations départe-

mentales se sont prononcés sur ces deux motions. Si le CERES, qui avait obtenu 25,4 % des mandats lors du congrès de Pau, en février 1975, apparaît en recul, son score devrait néanmoins être supérieur à 24 %. Les pointages effectués par les responsables de la majorité et de la minorité varient, en effet, entre 24 et 24,5 % des suffrages exprimés.

Synthèse ou non ? Tel est la question à laquelle les congressistes du P.S. vont devoir répondre. L'issue de ses assises, le P.S. devra-t-il à vivre, comme jusqu'à sa création, avec une majorité et une minorité, ou bien se présenter-il avec une façade d'unanimité ?

Officiellement, majoritaires et minoritaires déclarent qu'ils souhaitent parvenir à un accord, ce qui signifie la voie dans de nombreuses fédérations départementales de motions réclamant une synthèse. Reste pourtant à savoir si ces points peuvent s'effectuer dans cette réconciliation. Si les débats préparatoires au congrès ont pour l'essentiel, porté sur la réconciliation interne, d'autres débats ébranlent la majorité et la minorité. Et les porte-parole du P.S. ont bien l'intention de chercher à centrer sur ces sujets les travaux du congrès. Il s'agit pour l'essentiel de la question de l'autogestion et du mouvement des masses, des nationalisations. Sur ce dernier point, des divergences existent entre socialistes et communistes. Les socialistes ont une conception plus large des entreprises nationales et sur les modalités de nationalisation des actionnaires. Après ces thèmes se cache

un débat d'orientation. Il pourra ainsi, plus aisément, expliquer que le programme commun est inévitablement appliqué. S'il joue le jeu de la gestion, il a malgré ses intérêts à évoluer, mais avant le scrutin la portée de bien des réformes prévues, afin de réserver la plus large marge de manœuvre possible. Mais les de ses alliés, on ne voit pas pourquoi il accepterait que le CERES lui fixe un canevas. Toute la démocratie du premier monde vise, au contraire, à multiplier les structures parallèles à celles de son parti. Il a ainsi patronné le groupe des experts ou le conseil de développement culturel, qui constituent de véritables viviers dans lesquels M. Mitterrand se réserve de puiser le moment venu.

Le charisme de M. Mitterrand. Le député de la Nièvre n'est pas et n'a jamais été un homme de parti. S'il a réussi la prouesse de régénérer le courant social-démocrate, il n'a pas encore construit un parti socialiste. Son charisme supplée encore trop de défaillances. D'une certaine manière, le congrès de Nantes risque fort d'être la dernière illustration.

Tout a été prévu pour faire de ces assises une sorte de grande communion. Deux délibérations parallèles se dérouleront. Tandis que se déroulent les débats officiels au cours desquels les députés des départements viendront appeler à la synthèse, les négociations entre la majorité et la minorité se dérouleront dans le cadre de la commission des résolutions qui commencera à siéger dès vendredi après-midi. Les arguments seront, au fur et à mesure, informés de l'avancement de ses travaux. La soirée artistique au cours de laquelle, vendredi soir, Michel Théodoreski fera, pour la première fois, interpréter son hymne au socialisme sera le symbole du désir d'unité. Le sentiment des militants socialistes trouvera la matière à s'exprimer. Ces militants, souvent de gauche, ont été d'instinct et de certitude. Ils ont besoin de croire en leur parti comme ils croient déjà au caractère insurmontable de la victoire de la gauche en 1974. Ce congrès, si préliminaire, M. Mitterrand pourra-t-il prendre le risque de le décevoir ?

Les militants n'aiment pas les débats à caractère disciplinaire. Le ton donné à la préparation du congrès, les accusations de « fractionnisme », portées contre le CERES, ont créé une certaine

gêne à la base. Une gêne qui a été accentuée par l'absence de souplesse imposée par les statuts du parti. Les représentants de la majorité du P.S. ont des idées, des idées fédérales et nationales sont amenés à se côtoyer pour respecter les équilibres entre « sous-

groupe » et « groupe ». Mais les militants socialistes acceptent de moins en moins facilement de transformer leurs assises en une simple « rétrospective » de leur attitude. Leur attitude n'est cependant pas sans risque. Les appareils politiques peuvent certes contribuer à fausser les perspectives, mais le rôle de la « base » n'est pas moins réel. Or la minorité du P.S., par son refus de participer aux débats, a permis de voir resurgir des thèmes aussi anciens que la lutte de classes, le rôle du parti, le rôle du gouvernement, les liens entre le parti et l'équipe.

Tout cela, M. François Mitterrand le sait, et c'est pourquoi il se méfie des réactions sentimentales. Toutes ces réactions sont nées dans une formation qui s'est placée sous le signe de l'autogestion. Elles traduisent le désir de participer à l'élaboration de la synthèse, alors que, à Pau, un vote au sein des députés de la majorité avait montré que les trois quarts étaient favorables à une rupture avec le CERES. Mais les arguments qui, il y a deux ans, ont commandé ce choix existent toujours. Il reste toujours plus de choses à voir, à voir sa réaction se diviser sur une épave de la vie politique avec une majorité et une minorité. D'autre part, qui se souvient que la direction du parti prend plus ou moins en compte la dissension, le rôle de la vie politique avec une majorité et une minorité. D'autre part, qui se souvient que la direction du parti prend plus ou moins en compte la dissension, le rôle de la vie politique avec une majorité et une minorité. D'autre part, qui se souvient que la direction du parti prend plus ou moins en compte la dissension, le rôle de la vie politique avec une majorité et une minorité.

Sur ce point, les responsables du CERES prétendent qu'ils leur est fait un procès d'intention. Ils ne distribuent pas de cartes et ne préparent aucune cotisation. Il est pourtant vrai que le CERES n'est pas une minorité comparable à celles qui l'ont précédé. D'une

M. Mitterrand : certaines attaques nuisent à l'union. M. Mitterrand déclare, dans une interview publiée par Ouest-France du 15 juin : « Les relations avec le parti communiste ne sont certes pas chose facile. Connaître-nous des alliances ? Je suis bien placé pour le savoir. Mais même si certaines attaques nuisent à l'union, le P.S. y parviendra par son sang-froid, son dynamisme et la clarté de ses positions. (...) Une certaine tendance des dirigeants du P.C.F. à donner des leçons, à sermonner, à justifier, tient sans doute à une longue habitude d'une éducation dogmatique. Nous les écoutons avec intérêt et patience, d'une oreille. Quand ils dépassent la mesure, cela sort par l'autre oreille. Au total, ça va plutôt bien. Vous savez que l'actualisation du programme commun se fera dans des délais raisonnables. »

Interrogé sur les problèmes de défense, M. Mitterrand indique qu'il ne croit ni à l'autarcie économique ni à l'isolement militaire. Le problème de la force de dissuasion nucléaire, poursuit-il, est indissociable de la conception d'ensemble du système de défense que nous voulons pour la France. Enfin, au sujet de la nationalisation de l'enseignement privé, le premier secrétaire du P.S. souligne que le programme commun invite « au dialogue, à la négociation, à une grande souplesse dans l'application ». La laïcité est, ou doit être, synonyme de tolérance, ajoute-t-il.

part, il est politiquement homogène : d'autre part, il est organisé en tendance. Sa structure reproduit celle du P.S. Le CERES est même allé très loin dans cette voie. Il a tenté, au lendemain des élections municipales, de faire travailler les municipalités au sein desquelles il est présent avec son propre réseau d'études, afin de s'assurer, en rassemblant le P.S., un financement autonome. C'est d'ailleurs cette initiative qui a précipité le conflit avec la direction du parti et qui a décidé le premier sé-

Reste à savoir si l'avertissement que le CERES vient de recevoir lors des votes dans les fédérations départementales suffit à M. Mitterrand, ou s'il entend faire plier plus encore la minorité. Mais au Congrès d'été, un congrès d'union ne pourra être que positif.

THIERRY PFISTER.

M. J.-P. CHEVÈNEMENT : si un accord politique intervient, les formes d'action du CERES changeront.

M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort, chef de file du CERES, a déclaré mercredi 15 juin à TF1 : « Je propose au congrès de Nantes que la base pousse son premier secrétaire à la synthèse, alors que, à Pau, un vote au sein des députés de la majorité avait montré que les trois quarts étaient favorables à une rupture avec le CERES. Mais les arguments qui, il y a deux ans, ont commandé ce choix existent toujours. Il reste toujours plus de choses à voir, à voir sa réaction se diviser sur une épave de la vie politique avec une majorité et une minorité. D'autre part, qui se souvient que la direction du parti prend plus ou moins en compte la dissension, le rôle de la vie politique avec une majorité et une minorité. D'autre part, qui se souvient que la direction du parti prend plus ou moins en compte la dissension, le rôle de la vie politique avec une majorité et une minorité.

« Si l'accord politique élaboré en commun est appliqué à tous les niveaux, beaucoup de choses changeront et les formes d'action auxquelles le CERES a contribué ne seront plus les mêmes. Il ne s'agit pas de la fonctionnalité démocratique du parti, mais de la manière dont les formes d'action qui sont les nôtres devront être plus liées à la vie politique. »

« Le CERES recherche un accord politique clair à l'intérieur du parti, afin que la gauche ne se casse pas comme le CERES d'Estimé le souhaite. Nous disons pour cela qu'il faut une politique nationale rigoureuse, une politique décentralisée de l'économie, une politique de structures, une politique économique et sociale rigoureuse pour éviter les dérives qui nous ont menés à la situation actuelle. »

« Trois ans... dizaines d'heures... Mitterrand... de ses... et de... ennemis... Des révélations sur le Mitterrand de la Résistance ou celui de l'union de la... Des documents inédits... »

« François Mitterrand ou la tentation de l'histoire par F.O. GIESBERT SEUIL 336 pages 45 F »

« François Mitterrand ou la tentation de l'histoire par F.O. GIESBERT SEUIL 336 pages 45 F »

« François Mitterrand ou la tentation de l'histoire par F.O. GIESBERT SEUIL 336 pages 45 F »

« François Mitterrand ou la tentation de l'histoire par F.O. GIESBERT SEUIL 336 pages 45 F »

« François Mitterrand ou la tentation de l'histoire par F.O. GIESBERT SEUIL 336 pages 45 F »

« François Mitterrand ou la tentation de l'histoire par F.O. GIESBERT SEUIL 336 pages 45 F »

Votre concessionnaire Renault vous propose :

une Renault 14 L



Financement comptant (20 %) 4.900 Francs  
12 mensualités sans versement : 2 mensualités de 1.094,58 Francs.  
Soit un total 28.980,76 Francs T.T.C.

RENAULT

Renault préconise elf

Pharmacie

RECYCLAGE SCIENTIFIQUE

En pharmacie : Stage (annuel) : documentation sur demande

Achetez votre Renault pendant l'été, la première mensualité n'arrivera qu'avec la chute des feuilles.\*



CREDIT SPECIAL VACANCES

le crédit "spécial vacances" s'applique à l'ensemble de la gamme Renault

Consultez votre concessionnaire Renault

RENAULT

Renault préconise elf

\*Après versement d'un acompte égal à 20%, la plus-value est couverte par la chute des feuilles de votre arbre d'été.

Plusieurs personnalités de gauche contre le ralliement à l'arme nucléaire

Plusieurs personnalités de gauche ont exprimé leur opposition au projet de loi relatif à l'armement nucléaire. Parmi elles, on compte notamment M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort, qui a déclaré : « Le projet de loi est une trahison de la gauche. Il ouvre la voie à une armée nucléaire qui sera le premier pas vers la guerre. »

M. Jean-Pierre Chevènement a également souligné que le projet de loi était contraire aux engagements du parti socialiste. Il a appelé les congressistes à voter contre le projet de loi.

M. Jean-Pierre Chevènement a également souligné que le projet de loi était contraire aux engagements du parti socialiste. Il a appelé les congressistes à voter contre le projet de loi.

M. Jean-Pierre Chevènement a également souligné que le projet de loi était contraire aux engagements du parti socialiste. Il a appelé les congressistes à voter contre le projet de loi.

M. Jean-Pierre Chevènement a également souligné que le projet de loi était contraire aux engagements du parti socialiste. Il a appelé les congressistes à voter contre le projet de loi.

M. Jean-Pierre Chevènement a également souligné que le projet de loi était contraire aux engagements du parti socialiste. Il a appelé les congressistes à voter contre le projet de loi.

M. Jean-Pierre Chevènement a également souligné que le projet de loi était contraire aux engagements du parti socialiste. Il a appelé les congressistes à voter contre le projet de loi.

M. Jean-Pierre Chevènement a également souligné que le projet de loi était contraire aux engagements du parti socialiste. Il a appelé les congressistes à voter contre le projet de loi.

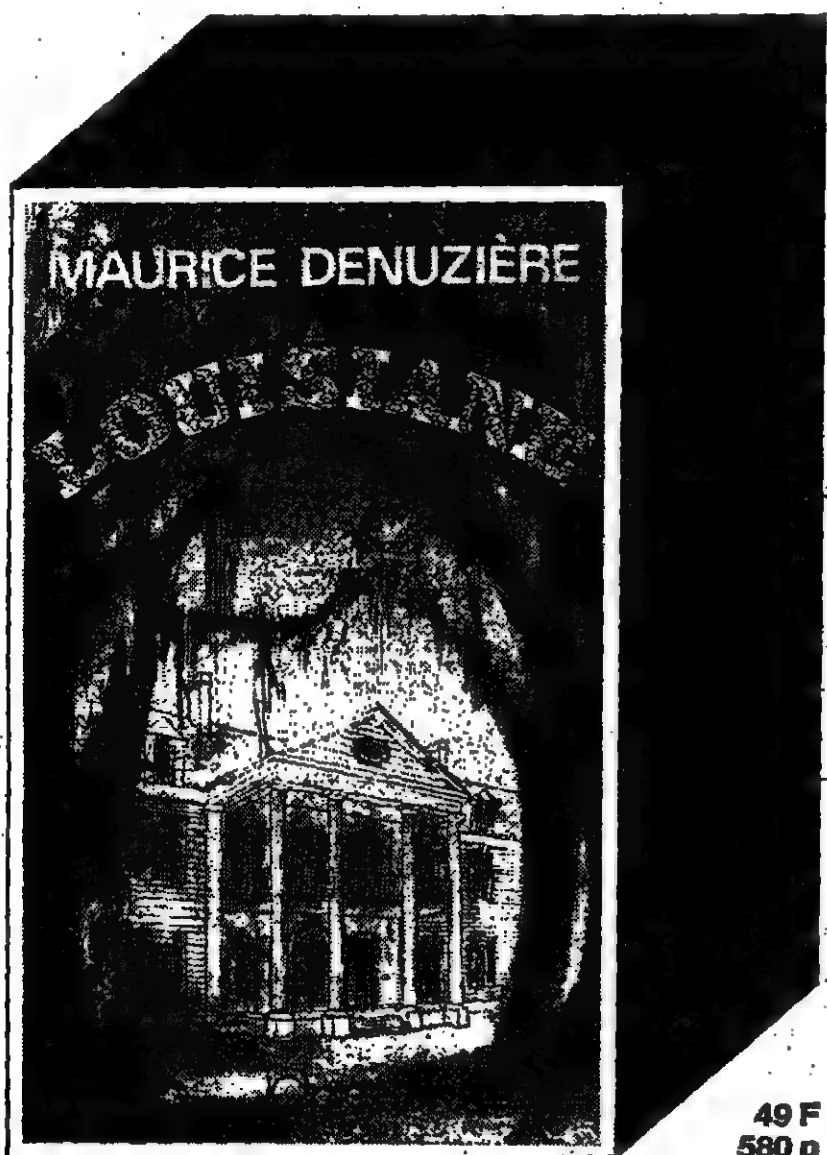
M. Jean-Pierre Chevènement a également souligné que le projet de loi était contraire aux engagements du parti socialiste. Il a appelé les congressistes à voter contre le projet de loi.



éditions JCLattès

# PRIX DES MAISONS DE LA PRESSE

et PRIX Alexandre DUMAS



49 F  
580 p

## LOUISIANE Une fresque romanesque que toute la presse vous conseille :

"Voici un vrai roman : épais, mouvementé, coloré, captivant, peuplé de personnages attachants, et qui nous transporte, loin de notre temps et de nos soucis quotidiens, dans un de ces pays qui semblent avoir été créés pour exalter notre imagination et nourrir nos rêves : la Louisiane. (ANDRÉ BOURIN, *Le Journal Rhône-Alpes*). Un souffle romanesque vous coupe le souffle. Une de ces maîtrises de plume, comme on n'en a plus souvent l'élégance... (JÉRÔME FAVARD, *L'Humanité*). On se souvient, à juste titre, des romanciers français de manquer tout à la fois d'ambition, de souffle et de muscle... Ce reproche, on ne pourra en tout pas l'adresser à Maurice Denuzière. (JEAN BOURDIER, *Minute*). C'est tout ce qu'on aime. Quel extraordinaire de l'écriture ! (BERNARD PIVOT, *Apostrophes*). Le plus envoûtant et le plus nostalgique des romans. (JEAN-FRANÇOIS JOSSELYN, *Le Nouvel Observateur*).

"LOUISIANE est un roman, et plus qu'un roman. (ANNE PONS, *Le Point*). Autre chose et mieux qu'une simple réussite romanesque : une fresque historique extrêmement ambitieuse. (PIERRE DEMERON, *Marie-Claire*). Ce qui lui fait le prix, c'est l'extraordinaire documentation par Maurice Denuzière. (JEAN LABORDE, *L'Aurore*). Cette Louisiane, il la saisit en son apogée, et ne la lâche plus jusqu'à la guerre de Sécession, à son effondrement. Il la décortique, l'analyse, la restitue dans sa vérité avec son immense talent de journaliste. (JANICK JOSSIN, *L'Express*). Maurice Denuzière apprend la Louisiane aux Français. (JACQUELINE PIATIER, *Le Monde*).

JCLattès

## POLITIQUE

A PROPOS DES SONDAGES

### Le droit au miroir

par MAURICE DUVERGER

Quatre propositions de loi déposées par des députés de la majorité tendent à interdire la publication des sondages d'opinion pendant les campagnes électorales. Le gouvernement prépare un projet dans le même sens. L'entreprise repose sur l'idée que les citoyens tendent à s'aligner sur les résultats des sondages : la publication de ceux-ci renforce les opinions qu'ils montrent majoritaires et affaiblit les minoritaires. Tant que cet effet (supposé) favorisait les partis au pouvoir, ils ne se sont pas soucis de le limiter. Les voici maintenant pleins d'ardeur pour empêcher que la gauche n'en profite à son tour.

Le procédé prête d'abord à sourire parce qu'il légitime une ignorance remarquable. Nul n'a jamais démontré de façon certaine que la publication des sondages accroît la majorité et diminue la minorité, telles qu'elles existent. Ce mécanisme paraît probable quand il montre un très grand écart entre les opinions, du type 70 % - 30 %. Même en ce cas, les exceptions sont nombreuses. De toute façon, quand l'écart entre les distributions est assez faible (du type 48 % - 52 %, ou même 45 % - 55 %) la publication des sondages semble entraîner plutôt l'effet contraire en poussant les sympathisants du parti qui paraît battu à se mobiliser pour empêcher sa défaite. Le même comportement peut surgir quand l'un des deux partis régresse par rapport à l'autre à travers les sondages successifs. Certains interprètent ainsi les élections présidentielles américaines de 1976.

Le gouvernement n'a donc aucun intérêt à restreindre la publication des sondages en période électorale. Les citoyens, eux, ont, au contraire, le plus grand intérêt à ce qu'il ne le fasse pas. Car ils ont le droit d'être informés sur tous les aspects de la compétition, et notamment sur les tendances de l'opinion collective et sur leur évolution. Chaque électeur peut choisir en meilleure connaissance de cause s'il est mieux éclairé sur les courants d'ensemble qui traversent la nation. Un vote n'est pas un acte individuel et isolé. Il se situe dans une perspective globale que les sondages permettent d'appréhender avec plus de précision qu'aucune autre technique connue. L'offensive qu'on prépare contre eux est une entreprise d'obscurantisme, au sens propre du terme, en même temps qu'une entreprise de domination. Une opinion publique consciente d'elle-même peut réagir à l'image que lui renvoie son miroir. Lui refuser ce miroir, c'est restreindre son autonomie de décision. Le vrai problème n'est pas de

limiter l'usage et la publication des sondages, mais d'empêcher que ceux-ci ne soient monopolisés afin que l'opinion publique ne soit pas dans un miroir déformant. A cet égard, il ne s'agit pas d'interdire, mais d'appliquer quelques règles acceptables par tous et d'informer en même temps les citoyens sur la signification très différente des sondages suivant la nature des questions posées. Les sondages ne signifient pas grand-chose, par exemple celles concernant le degré de popularité des personnalités tel qu'on le mesure régulièrement tous les mois. D'autres peuvent être facilement truqués pour pousser aux solutions souhaitées par ceux qui ont commandé le sondage. Surtout, dans une grande enquête expérimentale effectuée aux Etats-Unis en 1941, Hadley Cantrill a pu faire varier la proportion de réponses favorables de 8 % à 78 % en modifiant simplement le libellé des mêmes questions.

Les intentions de vote en période électorale présentent beaucoup moins de telles manipulations. Si les questions à leur propos sont posées directement et isolées de toutes autres, les réponses obtenues fournissent aux citoyens un miroir assez fidèle des tendances collectives. A condition que les sondages soient sursurveillés, déterminés par une méthode valable et contrôlés suivant des techniques éprouvées. En général, les grands organismes d'enquête prennent d'autant plus de précautions à cet égard que l'enquête est plus importante. Il ne serait pas inutile cependant qu'une loi pose dans ce domaine quelques principes de déontologie professionnelle pour écarter les malhonnêtes et les fantasistes et protéger les autres contre les tentatives de manipulation.

En 1974, à une enquête par téléphone auprès de 2000 personnes, on a demandé : "Si le gouvernement réussissait à faire voter par sa majorité une loi restreignant l'usage des sondages d'opinion, que pensez-vous qu'il se passerait ?" Les réponses ont été : "rien" (10 %), "ça ne changerait rien" (10 %), "ça rendrait la vie plus difficile" (10 %), "ça rendrait la vie plus facile" (10 %), "ça rendrait la vie plus intéressante" (10 %), "ça rendrait la vie plus ennuyeuse" (10 %), "ça rendrait la vie plus triste" (10 %), "ça rendrait la vie plus heureuse" (10 %), "ça rendrait la vie plus normale" (10 %), "ça rendrait la vie plus anormale" (10 %).

teurs du duel télévisé Giscard-Mitterrand, qui excluait une grande partie des électeurs populaires, plutôt favorables au second.

La loi qui restreindrait le droit de faire des sondages et de les publier aurait une tout autre signification. Les sondages d'opinion sont une technique d'information. Imparfaite sans doute, mais pas plus que beaucoup d'autres techniques qui sont couramment employées et que nul ne songe à interdire, pendant la période électorale ou en dehors, parce que nul n'a le pouvoir de la faire. La liberté de procéder à des sondages, de les publier et de les commenter fait partie intégrante de la liberté d'information, laquelle est une des bases de la démocratie pluraliste. Au cours du dix-neuvième siècle et du vingtième siècle, la liberté d'expression des opinions, proclamée par la Déclaration des droits de l'homme, s'est progressivement étendue à l'accès à la publication des informations, les deux éléments étant désormais indissociables. A cet égard, la liberté d'information fait partie des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République et auxquels notre droit positif attache une valeur constitutionnelle.

Si le gouvernement réussissait à faire voter par sa majorité une loi restreignant l'usage des sondages d'opinion, que pensez-vous qu'il se passerait ? Les réponses ont été : "rien" (10 %), "ça ne changerait rien" (10 %), "ça rendrait la vie plus difficile" (10 %), "ça rendrait la vie plus facile" (10 %), "ça rendrait la vie plus intéressante" (10 %), "ça rendrait la vie plus ennuyeuse" (10 %), "ça rendrait la vie plus triste" (10 %), "ça rendrait la vie plus heureuse" (10 %), "ça rendrait la vie plus normale" (10 %), "ça rendrait la vie plus anormale" (10 %).

### Photo-Cinéma. Quand on garde longtemps ses vendeurs, on garde longtemps ses clients



Pour les vacances, une caméra avec un zoom 8 fois. Gilbert Piron vous la mettra vraiment à portée de main. Cela fait plus de 10 ans qu'il vend chez Sélection des appareils de photo et des caméras. Il les connaît bien. Ses clients lui sont fidèles. A vous faire par exemple une démonstration complète de la Super Zoom 8 micro. Elle est compacte, elle a un zoom puissant et elle est de plus en plus performante. Chez Sélection 1590 F (avec sac). Un prix et une garantie PHONIX. Sélection. Toutes les grandes marques. En plein quartier d'affaires, reste ouvert entre 12 h et 24 h.

**IPESUP**  
**MÉDECINE PHARMACIE**

- Stages de pré-contrôle, en sept.
- Ecologie biologique pendant l'année.
- Exercices annuels.

**SCIENCES - PO**

- Ecrite en 1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> année, en août ou pendant l'année.

**H.E.C. - E.S.S.E.C.**

- Préparation H.E.C. - E.S.S.E.C.
- Stages de perfectionnement à Noël et à Pâques.

IPESUP : Institut Privé de Préparation aux Grandes Ecoles, 15-17, r. du Cloître-Notre-Dame, 75006 PARIS - Tél. : 325-43-38

**on en parle..**

**L'EUROPE DE L'EST**

Opposition entre et intellectuelle. Problèmes Politiques et Sociaux n° 311 ..... 5 F

Structures sociales. Notes et Etudes Documentaires n° 4368 ..... 10,50 F

maisons de presse, librairies et LA

**DOCUMENTATION FRANÇAISE**

31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07 165, rue Garibaldi 69401 Lyon 03

**POUR COMPRENDRE le PROGRAMME COMMUN**

Serge-Christophe KOLM

**la transition socialiste**

la politique économique de gauche

**CERF**

## Le communiqué

## Signe Nouvel

Silvous êtes 1 million à...

article 1

article 2

article 3

article 4

article 5

article 6

article 7

article 8

article 9

article 10



# Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 15 juin 1977, au palais de l'Élysée, sous la présidence du président de la République. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

## PROFESSEURS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES.

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à la formation des professeurs judiciaires et juridiques.

L'accès à la profession d'avocat ne sera autorisé qu'aux titulaires des différentes maîtrises en droit qui figureront sur une liste établie par arrêté conjoint du ministre de la Justice et du secrétaire d'État aux Universités. De même, ne pourront être inscrits sur la liste des candidats juridiques, que les personnes titulaires d'une maîtrise de droit.

Ces dispositions sont liées à la réforme du droit des universitaires qui sera mise en œuvre à la rentrée de septembre 1978.

## LA POLYNÉSIE FRANÇAISE.

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

aide technique et financière aux pays en développement, en particulier aux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Les orientations arrêtées par le conseil des ministres du 11 octobre, du 11 décembre et du 10 juin ont été rappelées.

## PERSONNELS CIVILS DE L'ÉTAT.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de décret relatif à la situation et à la révision du classement des personnels civils de l'État.

Le ministre des affaires étrangères a également fait le point des études engagées à la suite de la conférence de Londres et indiqué les voies qui devraient être retenues en vue de la poursuite de ces travaux.

## LA LUTTE CONTRE LA DROGUE.

Le premier ministre a exposé au conseil les orientations de la mission d'étude sur la toxicomanie qui a été confiée à Mme Polletti. Cette mission devra composer l'essentiel des travaux de la commission de la Coopération à la Santé Economique, sociale et culturelle de la Polynésie française.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

limiter la dissémination des armes nucléaires. Les orientations arrêtées par le conseil des ministres du 11 octobre, du 11 décembre et du 10 juin ont été rappelées.

## PERSONNELS CIVILS DE L'ÉTAT.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de décret relatif à la situation et à la révision du classement des personnels civils de l'État.

Le ministre des affaires étrangères a également fait le point des études engagées à la suite de la conférence de Londres et indiqué les voies qui devraient être retenues en vue de la poursuite de ces travaux.

## LA LUTTE CONTRE LA DROGUE.

Le premier ministre a exposé au conseil les orientations de la mission d'étude sur la toxicomanie qui a été confiée à Mme Polletti. Cette mission devra composer l'essentiel des travaux de la commission de la Coopération à la Santé Economique, sociale et culturelle de la Polynésie française.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

publiques doteront l'ensemble de la décentralisation. Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire a présenté un bilan de la politique autoroutière. Le conseil des ministres a décidé :

## PERSONNELS CIVILS DE L'ÉTAT.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de décret relatif à la situation et à la révision du classement des personnels civils de l'État.

Le ministre des affaires étrangères a également fait le point des études engagées à la suite de la conférence de Londres et indiqué les voies qui devraient être retenues en vue de la poursuite de ces travaux.

## LA LUTTE CONTRE LA DROGUE.

Le premier ministre a exposé au conseil les orientations de la mission d'étude sur la toxicomanie qui a été confiée à Mme Polletti. Cette mission devra composer l'essentiel des travaux de la commission de la Coopération à la Santé Economique, sociale et culturelle de la Polynésie française.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

## PERSONNELS CIVILS DE L'ÉTAT.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de décret relatif à la situation et à la révision du classement des personnels civils de l'État.

Le ministre des affaires étrangères a également fait le point des études engagées à la suite de la conférence de Londres et indiqué les voies qui devraient être retenues en vue de la poursuite de ces travaux.

## LA LUTTE CONTRE LA DROGUE.

Le premier ministre a exposé au conseil les orientations de la mission d'étude sur la toxicomanie qui a été confiée à Mme Polletti. Cette mission devra composer l'essentiel des travaux de la commission de la Coopération à la Santé Economique, sociale et culturelle de la Polynésie française.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

## PERSONNELS CIVILS DE L'ÉTAT.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de décret relatif à la situation et à la révision du classement des personnels civils de l'État.

Le ministre des affaires étrangères a également fait le point des études engagées à la suite de la conférence de Londres et indiqué les voies qui devraient être retenues en vue de la poursuite de ces travaux.

## LA LUTTE CONTRE LA DROGUE.

Le premier ministre a exposé au conseil les orientations de la mission d'étude sur la toxicomanie qui a été confiée à Mme Polletti. Cette mission devra composer l'essentiel des travaux de la commission de la Coopération à la Santé Economique, sociale et culturelle de la Polynésie française.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française. Il prévoit une très large décentralisation des pouvoirs, au profit de l'Assemblée territoriale, qui reçoit compétences de droit commun dans toutes les matières d'intérêt local et un profit du conseil de gouvernement, qui reçoit transfert de certaines compétences relevant précédemment de l'État.

## Chez Leroy, il y a de nouvelles lunettes pour tous les soleils.



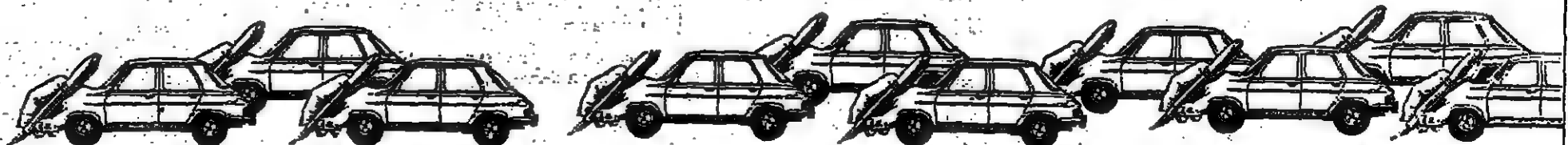
Vous ne "prenez" pas le soleil à Paris comme en Bretagne, en Savoie, ou sur la côte d'Azur. Vos yeux non plus. En ville, un filtrage léger et reposant leur suffit alors qu'en montagne ou à la mer, ils ont besoin d'une plus grande protection.

Pour vous permettre de passer d'un soleil à l'autre, nous vous proposons de vous procurer à votre disposition des verres filtrants dans un grand choix de montures et notamment des verres dont la teinte varie en fonction de l'intensité du soleil.

Et avec la collection de montures solaires LEROY, vous pouvez la mode sans rien changer à votre style.

**LEROY**  
104, rue de la République  
22, bd Malesherbes  
11, bd de Paris  
127, rue de Valenciennes  
138, rue de Lyon  
30, bd Barbès

# Signez la charte des "Nouveaux Conducteurs"



Si vous êtes 1 million à signer cette charte cela ira sûrement mieux sur la route.

## article 1

Je ne considère pas la voiture comme un élément de standing ou un instrument de domination.

## article 2

Pour moi la voiture est un moyen de transport utile et agréable.

## article 3

Sur la route je me sens responsable vis-à-vis des autres.

## article 4

En voiture la sécurité prime tout.

## article 5

Un citation rigoureuse et des visites de sécurité sont indispensables au bon fonctionnement de la voiture.

## article 6

Au volant je suis calme et vigilant.

## article 7

Quand j'arrive je reste courtois.

## article 8

Je me sens solidaire des autres automobilistes lorsqu'ils sont en difficulté.

## article 9

La route appartient aussi bien aux dévoués qu'aux voitures.

## article 10

Je fais en sorte de réduire ma consommation d'essence et d'écarter.

## article 11

Je prendrai une toute autre signification. Ce million de signatures plèbe de tout son poids sur l'opinion et représentera un aboutissement pour que cela change sur la route, soyez-en certain.

## article 12

La charte des "Nouveaux Conducteurs" a été établie en collaboration avec la Fédération Française du Sport Automobile et la Fédération Française des Clubs Automobiles.

## article 13

Signez la charte des "Nouveaux Conducteurs" bien sûr cela peut paraître sans importance. Mais si vous êtes un million à la faire, votre geste



Signez dans les stations Shell ou dans votre Automobile-Club Régional.



Selection

POUR UN CAPITALISME A CREDIT  
221, rue de la Seine - 75001

POUR COMPRENDRE le PROGRAMME COMMUNISTE  
la transition socialiste



à la grande motte

résidence

**les Aulnes**

une oasis sur le port

36 appartements  
studios 2 et 3 pièces  
de standing avec jardins privatifs  
bureau ■ vente sur place  
ou  
hillaire services 46, bd victor hugo (angle maison carrée)  
■■■■■ nîmes ■ tél. (66) 67-21-85  
hardy immobilier 4 av. georges clémenceau 43 000 le puy

## SPORTS

### FOOTBALL

**La ville de Rennes accepte de garantir un emprunt de 1,4 million de francs sur cinq ans**

De notre correspondant

Rennes. — Sans doute faudra-t-il attendre le mois de juillet pour que soit signé, entre la municipalité de Rennes et la nouvelle équipe dirigeante du Stade rennais, le protocole d'accord qui assurera la réussite d'une nouvelle opération sauvetage du club breton. Mais, à l'issue de la rencontre des deux parties, mardi 14 juin, à l'hôtel de ville de Rennes, on pouvait penser que le plus dur était fait lorsque le maire, M. Edmond Hervé, a déclaré l'intention de la municipalité de garantir un emprunt de 1,4 million de francs en cinq ans par la ville de Rennes, subvention annuelle de 400 000 francs.

La ville de Rennes, qui vient de recueillir 302 000 francs en un mois, devra encore trouver un peu plus de 200 000 francs au cours des deux prochains mois, pour arriver à combler le déficit évalué à 2 millions de francs par les experts comptables à la date du 30 juin. La municipalité, qui prendra à sa charge l'entretien du stade, a aussi décidé d'accorder une subvention de 200 000 francs pour la création d'une école de football dont l'objectif sera la formation sportive et professionnelle des jeunes joueurs recrutés dans la région. Ce centre, qui fonctionnera en relation étroite avec les clubs amateurs de la ville, verra sa politique sportive contrôlée par la municipalité. Reste à définir sa structure juridique qui devrait se situer, selon le maire de Rennes, dans la ligne des associations régies par la loi 1901.

Quant au Stade rennais, sa politique financière, sa gestion et sa politique sportive seront désormais étroitement surveillées par le conseil municipal avec des moyens qui, eux aussi, restent à définir et pourront aller de rencontres périodiques, sous forme de « tables rondes », à la présence au sein du conseil d'administration, avec voix délibérative, de représentants du conseil municipal. La caution de la municipalité exige également qu'une distinction se fasse entre les activités professionnelles et les activités amateurs du Stade rennais et qu'un terme soit définitivement mis à l'insécurité des salaires de joueurs qui variaient, cette saison, de 1 600 à 3 000 francs. — (Interf.)

### ÉQUITATION

**Ombres et lumières sur une championne plein soleil sur la jeunesse**

Un mot tout d'abord à propos de la victoire dimanche 12 juin de Jeanne Tassot-Lefebvre dans le Grand Prix de Fontainebleau, victoire parfois présentée comme une performance significative, un exploit annonçant le retour prochain de la championne au plus haut niveau de la compétition. Il ne s'agit pas, bien sûr, de discuter le talent, absolument intact, de la cavalière, qui a, au Grand Prix, fait un beau tour, mais les obstacles de cette épreuve, leur nombre, leurs cotes, leur répartition sur le terrain, ne sont pas les mêmes que ceux d'un « national », assez corsé, il est vrai.

Or, en « international », on saute 20 centimètres au-dessus des barres de Fontainebleau et, malgré tout le métier de l'artiste, l'alternance, sa jumelle de onze ans, qui ne s'est jamais pleinement réalisée, n'est plus tout à fait dans le coup quand on lui demande plus qu'elle ne peut ou ne veut donner. Cela dit, Mme Tassot-Lefebvre possède, toujours, un doigté supérieur, mais n'ayant pas entouré l'équipe, comment observerait-elle le ciel ? Bref, tant qu'elle n'aura pas retrouvé un crack de la trempe de son fameux Bockel, à la retraite depuis bientôt deux ans, l'ancienne championne du monde ne pourra monter, en première ligne, sa place désignée avec un cheval épique et non un cheval normal. Pour gagner, battre la concurrence, il faut aujourd'hui, en obstacles, avoir un phénomène.

Il reste que ce concours hippique de Fontainebleau aura eu le mérite et l'originalité de permettre aux jeunes classes venues pour la circonstance de tous les coins de France, de s'examiner et pour beaucoup de se distinguer. Une quarantaine de cavaliers — âge moyen de seize à dix-huit ans — sont en effet venus en découvrir au Grand Parquet, les vingt meilleurs au classement et voyant sélectionnés pour représenter leur région aux concours de sauts d'obstacles internationaux officiels juniors prévus 30 juin au 3 juillet à Fontainebleau.

Le tracé proposé au Grand Parquet à la jeune écurie qui a étonné par son brio l'entraîneur national Marcel Rodier était techniquement très délicat et, pour ce motif, à déconseiller aux amateurs incertains et aux amateurs de coups de sonnette. Les temps sont bien révolus où les jeunes, les yeux fermés pour échapper à l'angoisse, s'élançaient, dans un galop incontrôlé, sur des parcours à barrières. Il faut aujourd'hui avoir les yeux grands ouverts et la tête froide pour aborder les grosses « allumettes » et fonder en comptant les batteurs à la conquête de la rivière.

Quatre cavaliers et une cavalière ont, sans conteste, dominé le lot : Eric Navet, Xavier Leredde, Philippe Foullet, Jacques Bonnet et Adeline Caure. Tous, enfants de professionnels, les écoles à leur service en permanence. Contre de pareils adversaires, l'absence de supériorité, quelle chance accordée aux moins favorisés ?

ROLAND MERLIN.

# Changement d'ordinateur: un dilemme.

*Votre ordinateur est devenu trop petit, mais un gros ordinateur ne se justifie pas. Que faire ?*

Le problème est angoissant.

Il vous faudrait un gros système qui vous fournisse des informations constamment à jour sur toutes les activités de votre entreprise. Parallèlement, il vous faudrait une « bête de somme » pour la paye, la comptabilité générale et d'autres tâches comptables.

Ce travail mûre semble correspondre à la définition du gros ordinateur traditionnel. Mais un rapide calcul vous conduit à rechercher d'autres solutions. Jusqu'ici, celles-ci n'étaient pas fameuses, mais grâce aux progrès considérables de la technologie, vous pouvez gagner sur les deux tableaux : puissance du gros ordinateur et coût du petit système. La solution : le HP 3000 Série II.

Une douzaine de travaux différents... simultanément.

Le nouveau HP 3000 est un véritable bureau de travail.

Pendant qu'il imprime un état, il exécute la paye, met à jour les chiffres des ventes, prend en charge les données de stock fournies par votre magasin, dialogue avec un programmeur, met à jour les enregistrements sur le personnel — et tout ceci sans faire attendre personne. Cela vous procure certains des avantages du gros ordinateur. Vous pouvez exécuter de longs programmes, élaborer un logiciel rapidement et à peu de frais et utiliser jusqu'à six langages. Et il reste à votre ordinateur suffisamment de temps pour répondre à des questions importantes.

Exploitation des données imprimées.

La gestion de base de données — possibilité de regrouper des informations connexes dans des fichiers facilement accessibles — n'est généralement offerte que sur les gros ordinateurs. Mais le HP 3000, lui, en dispose. Il peut

imprimer des imprimés, des titres, des en-têtes de pages et de colonnes, des données triées par catégories, des totaux partiels et généraux et des moyennes. L'utilisateur peut donc demander que les informations dont il a besoin lui soient fournies dans la présentation de son choix.

Le HP 3000 ne vieillit pas.

Fiabilité, qualité du service et vieillissement sont des soucis légitimes dans un domaine où la technologie évolue vite. Grâce à ses 700 centres d'assistance informatique

répartis dans 65 pays, Hewlett-Packard peut intervenir rapidement où que vous soyez. Mais il ne sera pas toujours nécessaire de faire appel au spécialiste si un incident mémoire survient sur votre HP 3000 ; en effet, votre ordinateur dispose d'une « mémoire de contrôle d'erreurs » qui corrige ses propres erreurs pendant le fonctionnement de l'ordinateur et se sont produites. Le spécialiste effectuera l'intervention nécessaire à l'occasion de son prochain passage.

Inutile de vous soucier du vieillissement de votre HP 3000. Le système d'exploitation est si élaboré qu'il vous permet d'évoluer en fonction du développement de vos activités sans avoir à abandonner vos anciens programmes.

Pour en savoir plus sur le HP 3000, renvoyez-nous le coupon ci-dessous.

**HEWLETT hp PACKARD**

France: B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78 25

Bon à renvoyer à Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. 70, 91401 Orsay Cedex. Je désire recevoir votre documentation en français sur le HP 3000 Série II.

Nom \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

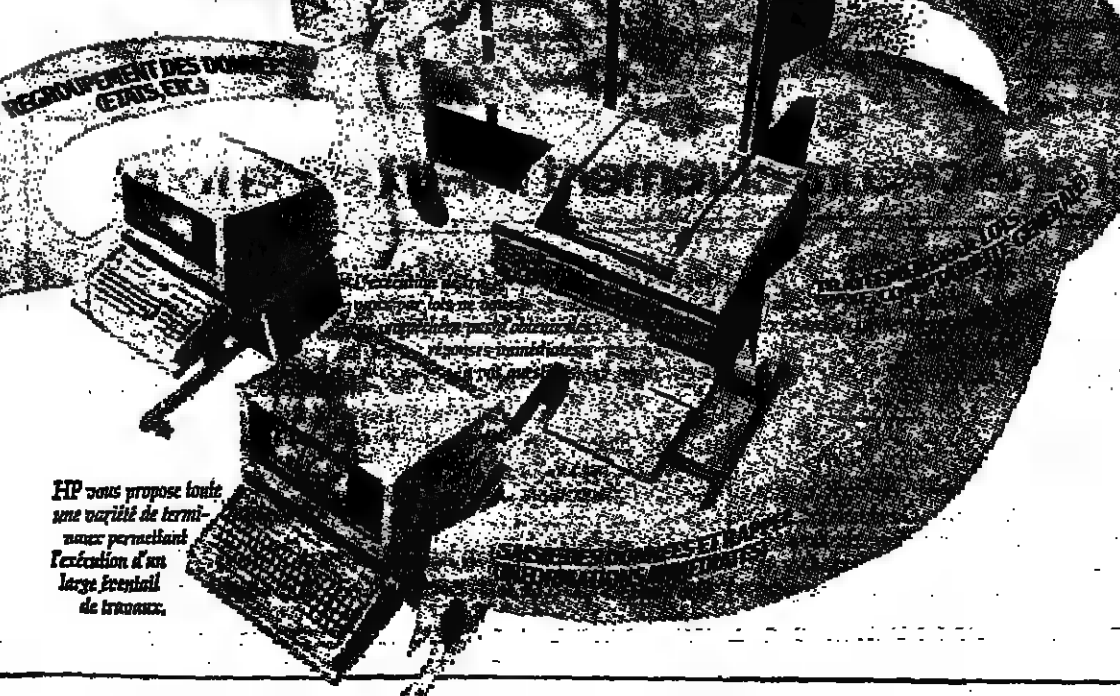
### Utilisation d'un petit ordinateur comme gros ordinateur central.

Le HP 3000 Série II de Hewlett-Packard peut prendre en charge jusqu'à 63 entrées issues de terminaux, d'unités de saisie de données, de lecteurs optiques

de cartes, voire d'autres ordinateurs. Tous les composants du système sont fournis par

Hewlett-Packard. Une seule société, avec plus de 15 000 ordinateurs implantés dans le monde entier, vous assure assistance et formation.

Demandez les informations relatives à une activité quelconque de votre entreprise. Examinez les termes et conditions de l'imprimé.



HP vous propose toute une variété de terminaux permettant l'extension à son large éventail de travaux.

### LES SÉLECTIONNÉS POUR VIENNE

La Fédération équestre française communique la sélection des cavaliers et chevaux qui participeront aux championnats d'Europe de saut d'obstacles, qui se dérouleront à Vienne (Autriche) du 23 au 28 juin :

Daniel Constant avec Demosio ; Robert Farol avec Bongo et Carroussel ; Marc Roguet avec Belle de Mars ; Marcel Rodier avec Bayard de Maupas.

Le docteur Philippe Jour, directeur technique national, fera fonction de chef d'équipe.

Sur les quatre cavaliers olympiques de Montréal, trois seulement participeront aux épreuves de Vienne : Hubert Faure, Jacques Bonnet, Marcel Rodier. Le quatrième, Michel Roche, n'a pas été sélectionné en raison de l'indisponibilité de son cheval olympique. Un espoir, accidenté au cours du championnat de France d'obstacles, octobre 1976.

### Athlétisme

**BOXERGER CHAMPION DE FRANCE DU 10 000 MÈTRES**

Stade de la finale olympique de Mexico, il fut en 1968 le plus grand espoir du 1 000 mètres mondial. Dans la soirée du mercredi 15 juin, il vient de « grappiller », à Lille, le titre de champion de France du 10 000 mètres en 28 min. 39 sec. 6/10. Entre-temps, Jackie Boxberger n'a cessé de porter sur des distances supérieures et dans des compétitions inédites des ambitions le plus souvent déçues. De ce complot, qui avait tout pour faire un super-champion, les Américains diraient qu'il est un « loser » : un perdant plutôt qu'un gagnant.

Padais en tête, voici pris de dix ans qu'il remonte le même chemin : les mêmes fantômes : triomphes, grâce à sa pointe de vitesse et dans des courses toujours plus longues, d'entraîneurs impatients. Qu'il soit parvenu à battre Jean-François Gomer lors de sa meilleure forme, Noël Tizon vieillissant et Jean-Luc Pagan, encore timide, n'ajoutent rien à sa gloire. Même si, pour la seconde fois dans une carrière, un 10 000 mètres en 28 min. 39 sec. 6/10 n'est pas à la portée du premier venu. — B. P.

**CHAMPIONNAT DE FRANCE DU 10 000 MÈTRES**  
Classement : 1. Boxberger, 28 min. 39 sec. 6/10 ; 2. Gomer, 28 min. 38 sec. 4/10 ; 3. Pagan, 28 min. 39 sec. 9/10 ; 4. Tizon, 28 min. 47 sec. 6/10 ; 5. Bombardier (Belg.), 28 min. 48 sec. 8/10.

● L'équipe de France de rugby s'est imposée par 28 à 12, mercredi 15 juin, à une sélection régionale de l'Argentine, au terme de son deuxième match disputé en Amérique du Sud.

(Publiété)

4<sup>e</sup> aux terminales, dès la rentrée 77, préparez un bac « C »

Bien entouré de l'équipe SOS-MATH, l'Institut de Monceau (noble) propose pour accéder à la section « C » des études intensives avec horaires renforcés et petits effectifs, dans un système rigoureux.

**INSTITUT DE MONCEAU**

Etablissement d'Enseignement Privé 3, rue de Monceau 755-61-24 Métro : St-Philippe ou Etoile (RER)

Sanit Herblan

la roméo

PROFESSIONNELLE ÉQUIPEMENT

122 E. PARKWAY

33000 NANTES

845 91 1

مكتبة الأمل















# BALLAND

# "PARODIES"

etc, etc...

1 volume 196 pages. 36 F.

## La vérité n'a pas d'âge

Membre de la direction du parti communiste français appartenant à la génération des intellectuels historiques. Fils du ministre Louis Armand, arrêté par le régime communiste l'an de l'ind, la prison, la clandestinité, la résistance sous l'ind en 1945. Depuis quelques années, il a participé à l'effacement des livres historiques et par des articles aux *Chemins nouveaux* sur l'histoire du P.C.F. et de la résistance. Ses écrits ont paru en français, sort qui le rendait un peu néo-colonial.

L'ind. Pizani est un autobiographe. Il en fit un livre sous le titre *Les Années de ville, d'un autre finesse*, et son *Journal de l'ind*, plein de son ind, de sa pudeur, de son orgueil, de son ind. Un livre de journalistes italiens vient à le choisir comme « livre de l'ind ».

Il est, mais qu'on le sache, même ce livre *l'ind* n'est pas écrit grâce aux yeux de quelques français qui l'ont examiné, mais par un communiste par l'autour, sans l'argument facile. Les *ind* de les éditeurs.

## Un sacré guide

On peut y acheter, entre autres, ■ pour  
besoier, ■ fronges ■ en pèche ■  
la poterie, ■ couverts, ■  
du vin ■ produits garantis artisans  
■ non trafiqués.

Souvent, on peut aussi, ■ quelques  
jours, ■ le calme ■ pour  
préparer un ■ ou un ■ ou pour  
■ simplement le chemin  
■ la sérénité ■ luxe (sauf le  
élence...), ■ pour un prix  
modique, ■ des rav-  
■. On peut, enfin, ■  
quelques-unes ■ plus ■ œuvres archi-  
■ es-oe ?

■ quatre ■ cinquante ■ France  
■ Belgique ■ vivent ■  
leur contribution, ■ Collon  
■ un ■ précieux Guide ■  
■, ■ Horay, ■  
■ travaux indiqués les œuvres d'art, l'heu-  
■ offices, ■ les ■  
■ les produits ■ sur place  
■ par correspondance.

■ paix ■ découvrir, pour ceux  
■ erolent au ■ et ceux qui n'y ■

## La vérité n'a pas d'âge

Mort il y a trois siècles, le philosophe Spinoza («le prince des livres» du 11 mars 1977) revêt cette année à travers une série de manifestations, L'Institut universitaire jusqu'au 30 juin une exposition, où sont rassemblés ses portraits présumés, les éditions originales de ses textes, le nombre de ses ouvrages lus et vie et son œuvre (121 rue de Lille, 75008 Paris). Tous ces jours, de 10 heures mercredi jusqu'à 22 heures. Formateur le lundi).

En part, le premier volume des Cahiers Spinoza, qui sera régulièrement des documents historiques et des commentaires consensuels originaux et des parables.

Mais sur le Tractatus Theologico-Politicus et la Correspondance, Spinoza, présentées Maximalisme et commentées par Alexandre et Albert Ignat, ainsi que d'autres (Dictionnaire de l'Éducation Dupont-de-Loge Paris). La réponse

cette nouvelle publication est plus à Spinoza, qui en janvier 1977 «un ami inconnu : — Pour ce qui concerne, toutes les questions qui ne dépendent pas du moi, sans avoir la plus d'intérêt à me voir dans le pacifisme avec ceux qui ont vu la vérité ».

**Des « Ombres » pour plus de clarté**

Certaines librairies on gérir,  
 et on gère les bibles  
 abandonner la gestion  
 et on gère les : à rotation  
 dite rapide.

pour ce qu'existe à Toulouse depuis  
 dix-huit mois une librairie - Unica - une -  
 qui a une plus récente et  
 qui a une ombre méridienne.

Elles publient l'une et l'autre  
 intitulé Ombre, qui est le catalogue  
 cinquante titres, et réimpressions  
 qu'elles proposent à leurs clients. Le  
 catalogue, qui est régulièrement à  
 mille personnes, s'enrichit d'illustrations  
 et de catalogues, et de blanch  
 ches - et Ombre - méridienne -  
 montrer - le catalogue de l'édition  
 que les ont à disposition  
 on se peine à savoir  
 que les livres sont et les lecteurs du  
 bulletin Ombre sauront qu'il est des  
 auteurs - on ne Raymond Roussel, et  
 Fabrice, Mario Paz, et Duchamp,  
 il existe des auteurs qui ont sur

## Traduire l'édition

Il y a des dictionnaires de cuisine, de pêche, de la musique. Il n'y avait pas d'édition. Le voici, de naturel — un dictionnaire de la librairie. Il se lit tous les jours d'un français anglo-anglais. L'édition a son caractère, comme elle a ses champs divers. Ici, c'est qui s'ignorent. Philippe a voulu que la planète de l'édition s'y retrouve dans un vocabulaire n'est pas toujours celui de son jargon. — Les milliers de mots ici, dit notre lexicographe, ont une très grande précision et les équivalences sont parfaites. Mais quelques centaines de termes, dit-il, sont anglophones. Il faut noter qu'il n'est pas d'ordre alphabétique. — Par exemple, « plat » est un par un « plat », « qui, » est mis à part, pour un « qui » toujours.

### Eloge du refus:

[illegible]

(1) Le dépit du [redacted] que lui a opposé E.-M. Cloran (le Monde du 11 juin), le jury [redacted] Roger Nimier a maintenu [redacted] pour l'année 1977 [redacted] de déconsécration.

**vient de paraître**

**RAFAEL FIDIVAL : Pays sages.** — Humour, critique sociale et politique-fiction. (Ed. Rapture, 200 p., 18, avenue de la République, Paris, 11<sup>e</sup>.)

**Ecrits Intimes**  
**MAURICE GOUDEKET : Ce que je ne crois pas.** — Le journal posthume du mari. (Flammarion, 185 p., 30 F.)

**SOLANGE FASQUELLE :** *Les Folies d'Ischia*. — Une jeune femme recherche les miliciens qui ont séjourné son père pendant la libération. (Albin Michel, 307 p., 55 F.)

**RICHARD BRAUTIGAN :** ■ *Un western gothique dans la grande tradition radicale des écrivains américains.* Traduit par *Mimi Doucy* et *Loïcane* de la Valdeine.

**WILLIAM WOOLF : les Traverses de l'apparence.** — Publié en 1917, ce livre est paru en France pour la première fois, traduit et édité par Valéry Duvoux, chez Grasset, en 1948, sous le titre *Indisponible depuis*. ■ ■ ■ Traduit à l'origine par Ludmila Savitsky et préfacé par Julie Fassin (Plamondon), col. « Concrections », 446 p., 48 F.

**en poche**  
**Une épopée**

**Anthologie**  
Ce qui vient des profondeurs. — La science-fiction française de 1965 à 1974. Textes réunis et présentés par Gérard Klein et Jacques Goumaré (Seisben, 237 p., 40 F.).

**Essais**

**RENE TAVERNIER : Tentative de l'Orient... L'auteur inaugure avec cet ouvrage le [ ] qu'il dirige : « Présence du monde arabe ». [ ] Michel, [ ] p. 29 FJ**

Vingt-cinq ans après son a-  
ler de l'Union française, [ ]  
[ ] songhay [ ]  
[ ] Geo, [ ]  
[ ] minorité d'intellectuels qui  
l'histoire africaine. [ ]  
historique, le collaborateur  
le charme [ ] les couleurs d'un  
[ ] [ ] destinée à un [ ]

**JOLAN CHANG : La Tao et l'Essence**, L'Essence du Tao sur l'Amour, 1982, 128 pages, 120 F. Préface de Joseph Needham, Trad. de François Marie-François Palomares (Calzavara-Léry, volume 1982, n° 4, 46 F.).

CHARLES LEVINSON : *Vodka-Cola*.  
— Et ☐ et Américains,  
☐ que l'argent est l'argent,  
☐ la même complé-  
ché? (Sack, ☐ p. 45 ☐

**JEAN-MARIE FOSSIER :** *intendie.* — Le bilan exhaustif de ce que fut l'occupation nazie pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Une contribution à l'histoire de ce temps. **194 p.** par Marcel Paul. (Éditions sociales, 775: p., 11 F.)

... : l'Afrique  
des Africains — La croissance  
d'un ouvrage de la pre-  
mière, en 1963, répertorie l'in-  
ventaire des actes de l'intelligence  
noire et l'indépendance, et la  
seconde, en 1972, y ajoutait  
des de la génération rai-  
onne donne  
place plus importante  
d'expression poétique  
ainsi qu'aux romans et poèmes  
d'Afrique du Sud. (Le Soud,  
« l'inscrite immédiate, 17 p.  
65 P.)

**Civilisations**  
**ALEX HALEY :** — Un Noir américain raconte sa famille. De la Afrique à l'esclavage et jusqu'à nos jours, les générations se succèdent. Best-seller en Amérique. Traduit de l'anglais par Maud Simonin. (Éditions Alce).

**africaine**

... la dynastie des ...  
... évoque ...

Compte de l'épopée du  
Askia. Avec l'Empire  
commençait alors à déca-

L'APOGÉE DE L'EMPIRE  
et Gilbert Comte. Collection  
dirigée par Sachima Kake.  
to. Dakar, tirage par ABC,  
1999, 6 francs.

marion. Coll. = Champs =, 589 p.,  
Jacques Vigne (Flammarion,  
1981, 250 F.).

## en bref

■ **ONZE POETES** ■ ■ ■ ■ ■  
■ ■ ■ ■ ■, au cours d'une  
■ ■ ■ ■ ■, ■ ■ ■ ■ ■  
20 h. 36, bibliothèque Beaugrenelle, 36, rue Emeriau, Paris-15°. Cette manifestation, à laquelle participeront notamment G. E. Glancier, Ghislé Praxinos et Jean Rousselet, est associée à l'exposition ■ ■ ■ ■ ■ (■ ■ ■ ■ ■ mètres), ■ ■ ■ ■ ■ tient jusqu'au 16 juillet, à ■ ■ ■ ■ ■ Miromesnil.

● LEOPOLD SENGHOR  
a été élu prince en poésie par  
l'Académie du livre, qui  
élit le meilleur des poètes.

**■ AIDER EN FRANCE (1780-1914)**  
Le Centre de recherches révolutionnaires et romantiques de l'université de Clermont-II organise les 14, 15 et 22 juin, avec l'aide de la municipalité, un colloque international à la faculté de lettres. Une centaine d'étudiants de l'étranger participent à ces travaux.

— la **maison** en **fin** — de l'opéra de l'écran : la **maison** (maison universitaire) et une **maison** et la **maison** aux **maisons**, il **maison** Dumas (du **maison**), à l'écran

● PASCAL ASSATHIANY, 11 Saint-Laurent, Orléans, diffuseur des Le Devoir, nous annonce le prix d'un Le Devoir français vendu à Montréal en moyenne supérieur de 33 % au prix de vente en France, et non de 12 à 16 % cher. Nous mentionnons dans notre numéro d'avril.

● **ANDRÉ BALLAND**, l'éditeur du « Temps » ■ de François Xénakis, un des bons succès de critique et de librairie de la saison passée, ■ premier roman de cet auteur : « Des dimanches et des dimanches » paru chez Laffont en 1965.

● LES PRIX DE LA SEMAINE :  
M. et Mme Louis Martin : Jacques  
Chabanais pour « Aimer la  
vie » (Centfun) ;  
M. et Mme Albert : Marcel  
Picard pour « Un Vendredi de  
la Part-Dieu » (Le Masque) ;  
Marcel Fournier : Jacques de La-  
morinière pour « Les Trains de

**Du Livre inter :** Agustín Gómez-Lobo, *« Les Non »* (1964)  
**Ma source :** André Gide, *« Les femmes sans une culotte »* (éditions Taranis) ;  
**Fin la** Schiller, *« Zu-*

Des lectrices de *l'Étoile* : Document : Jean-Marie Felt, pour « l'Homme renard » (Seuil). Roman : Guyette Lyr, pour « la Fuite en douce » (Mercure de France).

**Le réalisme épique  
de Gomez - Arcos**

John Chang  
LE TAO  
DE L'ART  
D'AIMER

منازلنا الأصل











# histoire

## Et Maurras créa Maurras...

Un universitaire jacobin propose un fondateur de l'Action française, le docteur Jekyll et Mr. Hyde.

A l'époque où l'Action française se battait contre la République, ses militants eussent été surpris d'apprendre qu'ils avaient en Charles Maurras un chef sans défiance, un homme allant leur admiration, une sorte de docteur Jekyll, un homme tourmenté de passions contradictoires. Adversaire à ses contemporains s'acclamant pourtant à reconnaître en lui un champion sans mystère de l'ancienne monarchie, un classique épris d'ordre, de mesure, de droiture, de transparence, de sincérité.

La postérité, elle, dégage peu de documents un personnage moins harmonieux. Dans sa biographie brève mais pénétrante, voilà une vingtaine d'années (1), Michel Jullien qualifiait déjà de « Jekyll et Mr. Hyde » son œuvre politique et philosophique. Jean de Fabrègues, plus loin l'investigation, parle d'une « crise spirituelle » : « mystique, totale, surplombant sa jeunesse, puis prolongée par la profondeur de la vie » (2). Dernier en date des biographes, James Mac Garry, même la recherche jusqu'à pouvoir soutenir : « Le fin-

is du maurrassisme n'est la réalisation du programme de sa doctrine. Le maurrassisme, c'est d'abord et surtout la réaction d'un homme devant le malheur du monde, une étrange, véritable personnalité contre le nihilisme ».

Maurras nihiliste ! Cette thèse, qui renvoie à l'absence de tout espoir, loin d'une œuvre tumultueuse, tranquille, mais soulevée par la foi, pleine de procès, d'assassinats, d'emprisonnements, d'exil.

### L'enfant désespéré

Par quels cheminement, quels retournements, quels détours, le jeune solitaire d'un petit village du désert, un enfant, t-elle des millions d'autres, durant un demi-siècle, dans l'une des plus fameuses croisades politiques de l'histoire ? Belle Époque ! Mac Garry répond avec beaucoup de pertinence à cette question paradoxale. Fils de la moitié de son livre concerne l'enfance douloureuse, la partie la moins bien connue, de sa longue existence.

Tout commence en 1888 à Martigues, chez l'aimable percepteur Jean Maurras. En ces temps d'ordre moral, mais sans école nationale d'émancipation, un digne fonctionnaire du fin pays occitan, celui-ci était un redigé, chantait, dansait, déclarait

des vers pour distraire sa petite famille. Comme les mauvais pères, les bons laissent des souvenirs ineffaçables. Surtout lorsqu'une fixation de poitrine les tue, près d'un fils de cinq ans.

Exceptionnellement précoce, véritable enfant prodige, le jeune Charles ressentit sa mort avec l'horreur, comme la révélation d'un univers à jamais fermé. À l'école communale, puis plus tard au collège du Sacre-Cœur, à Aix, il se classe parmi les forts en thème, s'engage pour l'école à un

Donald le Canard, dévore nitidement les auteurs suspects : Baudelaire, Musset, Lamennais, Zola.

« Mais dans quelle t-elle l'aspect d'un ravissement, voisin du bonheur, qu'importe à l'importance de la fréquentation des grands écrivains. Mais la mauvaise fortune ne lui laisse aucun repos à quatorze ans, une inexplicable maladie de l'oreille le frappe de surdité progressive. Elle ne lui inflige pas seulement une pénible diminution corporelle. A cet adolescent ultra-sensible, elle saffait l'immanence du malheur dans la création, lui rend l'âme. Son catholicisme assés s'élève ne résiste pas au choc. Il sent désespérément la mort et le mal présents dans la vie, non dus à une cause, comme le péché des chrétiens, mais absurdes, d'autant plus gratuits qu'ils sont sans appel. Cette découverte lui laisse dans le cœur une irrémédiable désespérance.

À son retour, la France, en proie aux passions de l'affaire Dreyfus, n'est, certes, plus à changer. De toute part, elle bouillonne, explose. Le suicide du colonel Henry marque un moment de la crise. Il ne comprend pas seulement les conservateurs hostiles à la révision, mais avec eux l'état-major, l'armée, toutes les institutions protectrices nécessaires au repos général. Pour Maurras, un pays comme un homme, sorti brisé d'un tel ébranlement moral. Avec une confiance en l'honnêteté des militaires, mais surtout dans une prose inoffensive du plus puissant effet, il prend la défense de l'officier falsificateur.

Un moment désespéré, les anti-dreyfusards se réveillèrent à l'appel de cette voix puissante, bien qu'un peu rauque, de Maurras. Sur le fond, la culpabilité du capitaine Juit n'en sera pas davantage établie. Mais, dès lors, la droite possède l'une de ces plumes capables de changer le souffle, l'esprit d'un combat.

Malgré sa rareté, l'événement n'indifférait pas plus personne, sauf les historiens, et dans une mesure, ses conséquences ne se prolongèrent pas. Jusqu'en 1898, la diplomatie gaulliste s'efforça notablement de thèses élaborées cinquante ans plus tôt par le maître de l'Action française, en particulier dans *Riel et Tanager*. En sa qualité de président de la République, Georges Pompidou leur rendit un remarquable hommage lors du discours officiel qu'il prononça pour le centenaire de l'École des sciences politiques, en 1972. Aujourd'hui, elles inspirent notamment l'opposition d'un Michel Debré aux projets européens de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le héros de Mac Garry ne regardait certainement pas si loin lorsqu'il entreprit, à la fin du dix-neuvième siècle, de réduire dans la société l'esprit de contestation dont il souffrait au-delà de lui-même. Après tant d'autres, mais avec un succès dû à une fermeté de caractère hors du commun, il créa un personnage à l'âme, à force de volonté et de persévérance, il a fini par s'élever, au point de triompher son public, ses collaborateurs, et parfois lui-même.

Mac Garry aborde le phénomène avec une sérénité souvent difficile aux Français, dans les déplorables équivoques de l'occupation, il rend le verdict équilibré, donc sévère, qu'il fallait prononcer.

Ses lecteurs ne trouveront pas dans son travail une histoire du mouvement maurrassien comparable au livre monumental de l'Américain Eugene Weber sur l'Action française. De la maladresse à l'effacement, il en rapporte sans doute les principaux épisodes, la lente évolution, avec beaucoup de minutie. Il analyse surtout très bien les rapports entre ses succès, ses échecs, et le tempérament de son chef. Maurras régnait comme un dieu sur l'organisation politique sortie tout armée de sa tête. Son caractère déterminait l'essor, la chute, puis, vingt-cinq ans après sa mort, une étrange et profonde survie souterraine.



Destin de Némor. (Chambrault, Aspects de la France.)

Un souffle pour un combat

A son retour, la France, en proie aux passions de l'affaire Dreyfus, n'est, certes, plus à changer. De toute part, elle bouillonne, explose. Le suicide du colonel Henry marque un moment de la crise. Il ne comprend pas seulement les conservateurs hostiles à la révision, mais avec eux l'état-major, l'armée, toutes les institutions protectrices nécessaires au repos général. Pour Maurras, un pays comme un homme, sorti brisé d'un tel ébranlement moral. Avec une confiance en l'honnêteté des militaires, mais surtout dans une prose inoffensive du plus puissant effet, il prend la défense de l'officier falsificateur.

Un moment désespéré, les anti-dreyfusards se réveillèrent à l'appel de cette voix puissante, bien qu'un peu rauque, de Maurras. Sur le fond, la culpabilité du capitaine Juit n'en sera pas davantage établie. Mais, dès lors, la droite possède l'une de ces plumes capables de changer le souffle, l'esprit d'un combat.

Malgré sa rareté, l'événement n'indifférait pas plus personne, sauf les historiens, et dans une mesure, ses conséquences ne se prolongèrent pas. Jusqu'en 1898, la diplomatie gaulliste s'efforça notablement de thèses élaborées cinquante ans plus tôt par le maître de l'Action française, en particulier dans *Riel et Tanager*. En sa qualité de président de la République, Georges Pompidou leur rendit un remarquable hommage lors du discours officiel qu'il prononça pour le centenaire de l'École des sciences politiques, en 1972. Aujourd'hui, elles inspirent notamment l'opposition d'un Michel Debré aux projets européens de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le héros de Mac Garry ne regardait certainement pas si loin lorsqu'il entreprit, à la fin du dix-neuvième siècle, de réduire dans la société l'esprit de contestation dont il souffrait au-delà de lui-même. Après tant d'autres, mais avec un succès dû à une fermeté de caractère hors du commun, il créa un personnage à l'âme, à force de volonté et de persévérance, il a fini par s'élever, au point de triompher son public, ses collaborateurs, et parfois lui-même.

Mac Garry aborde le phénomène avec une sérénité souvent difficile aux Français, dans les déplorables équivoques de l'occupation, il rend le verdict équilibré, donc sévère, qu'il fallait prononcer.

Ses lecteurs ne trouveront pas dans son travail une histoire du mouvement maurrassien comparable au livre monumental de l'Américain Eugene Weber sur l'Action française. De la maladresse à l'effacement, il en rapporte sans doute les principaux épisodes, la lente évolution, avec beaucoup de minutie. Il analyse surtout très bien les rapports entre ses succès, ses échecs, et le tempérament de son chef. Maurras régnait comme un dieu sur l'organisation politique sortie tout armée de sa tête. Son caractère déterminait l'essor, la chute, puis, vingt-cinq ans après sa mort, une étrange et profonde survie souterraine.

GILBERT COMTE.  
\* MAURRAS ET SON TEMPS, de James Mac Garry, Afn Michel, 224 p., 28 F.

## FRANÇOIS DE CLOSETS



la france et ses mensonges  
savoir aujourd'hui, choisir demain.

1 vol. 45 F

denoël

## FÊTE DU LIVRE A BEAUBOURG

17 juin  
ALAIN PLANTÉY  
Prospective de l'Etat  
Droit et pratique de la fonction publique internationale

18 juin  
P.J. et M.J.  
CHOMBART DE LAUWE  
Enfant en-jour  
Transformations de l'environnement, des aspirations et des valeurs

19 juin  
FRANÇOISE BOUDON  
Système de l'architecture urbaine : le quartier des Halles, à Paris  
signeront leurs livres sur notre stand

Editions du CNRS

CCP PARIS 9131-63 - TEL. 1 55 5 92 25

PIANOS ORGUES CLAVECINS  
piano center  
242.26.30  
De la salle de concert à votre résidence

BEST-SELLER N°1 dans TIME depuis 32 semaines

## Vos zones erronées

WAYNE W. DYER

Techniques audacieuses et simples pour prendre en main les schémas maladroits de votre comportement.

## Jean-Marc ROBERTS

### Le sommeil agité

"Une vraie personnalité de romancier."  
Bertrand Poirot-Delpech  
Le Monde

"Le mélange étonnant, le talent surprend. Un écrivain émerge de l'enfance."  
Matthieu Galev  
l'Express

"Il faut lire ce roman singulier et très beau roman. Qui est très rare, c'est un toucher direct, cardiaque, occulte les plus graves de la vie."  
Michel Cournot  
Le Nouvel Observateur

Roman  
192 pages 35 F

SEUIL

## psychanalyse

## EN CURE AVEC FREUD

## politique

### Le Chili reflurira

Le témoignage et l'espoir d'un ancien ministre d'Allende.

Un ancien ministre d'Allende parle, avertit la jaquette. C'est, en effet, grand intérêt de l'ouvrage de Rolando Jacono, qui exprime la pensée d'un collaborateur des plus proches de l'ancien président du gouvernement d'Unité populaire, Jacques Chonchol, sur les événements qui ont conduit au sanglant coup d'Etat du 11 septembre 1973.

Une fois que cet agronome de formation française a défilé la paroi de la jactance, il se serait presque caricaturé un homme qui a vécu sur le terrain, sur la plus grande part, la forme agraire menée par l'Unité populaire, au point d'avoir un cœur transféré dans le Sud, Temuco, au cœur de la région plus « chaude », les services qu'il était le responsable. Chonchol, donc, d'abord, de ce témoignage le soul qu'il révèle avoir voulu faire échapper la révolution chilienne à la tentation de la bureaucratie. Un peu de lui demande notre concour, Jérôme Nallet, dont les questions surgent, la forme de ce livre, d'être Chonchol, conteste que Chonchol, ainsi, dans les campagnes, ainsi, surtout, le témoignage, aussi, surtout,

Chonchol ne rend rien des buts que s'était fixés cette coalition. En revanche, il admet sans réticence que des erreurs ont été commises. La plus grave a été l'incapacité des forces qui s'étaient entendues pour soutenir la candidature de Salvador Allende à l'Unité populaire, leur unité d'action, une fois parvenues au pouvoir. Il dénonce aussi des simplifications idéologiques, qui ont conduit à de graves erreurs dans la pratique. La plus sérieuse, à ses yeux, est la prise en compte de la gauche chilienne, qui ne doit pas se perdre leur avenir, en dissolvant leur identité dans une idéologie à laquelle lui-même n'est pas hostile, mais qui n'est pas la sienne.

Médiateur aujourd'hui au sein de l'Unité populaire, Jacques Chonchol ne rend rien des buts que s'était fixés cette coalition. En revanche, il admet sans réticence que des erreurs ont été commises. La plus grave a été l'incapacité des forces qui s'étaient entendues pour soutenir la candidature de Salvador Allende à l'Unité populaire, leur unité d'action, une fois parvenues au pouvoir. Il dénonce aussi des simplifications idéologiques, qui ont conduit à de graves erreurs dans la pratique. La plus sérieuse, à ses yeux, est la prise en compte de la gauche chilienne, qui ne doit pas se perdre leur avenir, en dissolvant leur identité dans une idéologie à laquelle lui-même n'est pas hostile, mais qui n'est pas la sienne.

Quel espoir pour l'avenir ? La résistance entre elle, ses partisans, et les forces militaires. Elle ne pense pas à l'échec, tout un peuple, dont la plus grave préoccupation, aujourd'hui, est tout simplement, de ne pas mourir de faim. « Le printemps viendra et le Chili reflurira », conclut Jacques Chonchol.

JEAN-PIERRE CLECH.

\* CURE DE LECTURE A TRAVERS LES LIVRES DE FREUD, de Jacques Chonchol, Afn Michel, 224 p., 28 F.

LA PSYCHOLOGIE DE L'AMOUR, d'ANDRÉ MALRAUX.

Edition originale Skira 1949.

1 - La sexualité humaine. 2 - La sexualité animale. 3 - La sexualité humaine. 4 - La sexualité humaine.

## Michel Tournier

de l'Académie Goncourt

## Le vent Paradis

Le vent Paradis, le roman de Michel Tournier, le plus grand roman de la littérature française contemporaine, le plus grand roman de la littérature française contemporaine, le plus grand roman de la littérature française contemporaine.

GALLIMARD

## LA PSYCHOLOGIE DE L'AMOUR

### d'ANDRÉ MALRAUX

Edition originale Skira 1949.

1 - La sexualité humaine. 2 - La sexualité animale. 3 - La sexualité humaine. 4 - La sexualité humaine.

En vente 2.950 F. - TEL. (01) 75-14-55 (après 18 heures).















## Une heureuse innovation : « Folio - junior »

**P**ROPOSER aux enfants dès l'âge de huit ans des œuvres authentiques de « grands auteurs », classiques ou contemporains, tel est le but de

inédits. C'est le cas de deux courts romans mêlant l'imaginaire et du réel bien concrets. Un vieux concub, un escalier, des queues de casserole... une tar-pette volante s'affrontent aux quatre petits diables de la maison qui s'envole, de Claude Roy, qui ne savent plus quel inven-tor. Ou, plutôt, ne le savent que trop ! Une benne de concub-grue et Grubage, assisté de son fidèle Bébé Lion, partent à la conquête des arrières de Paris et de l'indomptable Amélie dans Grubage et l'Indomptable Amélie, d'Elvire de Brissac.

Traduit pour la première fois en France, un conte anglais de Roald Dahl, plein d'humour et de drôlerie, qu'apprécieront même les plus petits, relate le combat sans merci que se livrent « Fantastique Maître Renard » et trois fermiers anglais plus **malins** et méchants **que** les uns que les autres.

Réglement dans le Folio-journal de  
trois autres contes peu connus si-  
rès beaux, mais d'après plus dif-  
ficile : *Tournebelle*, de Gaston  
Bonheur. *Mon curieux*, par  
arrive *Maître*, *Leur* déchu ;  
*Bulle*, de *Paul*, et les  
aventures d'un coquillage rare de  
l'Océan Indien ; et surtout les  
Contes, de *Wilde* — *« Le prince heureux »*, — tendres  
et émouvants. Regrettons, tou-  
tefois, que le pluspart des héros  
connaissent une fin un peu trop  
tragique pour de jolies lectures  
impressionnables.

que la qualité du papier, le choix des caractères typographiques adaptés aux âges et surtout l'abondance des illustrations.

Des dessinateurs renommés — Lemoine, Delessert, Puig-Rosado — comme — plus jeunes auxquels cette collection offre une chance — Bernard Héron, dans le *Poney rouge* — ont illustré ces ouvrages de façon très personnelle. Une mention spéciale pour les très beaux dessins de Delessert dans les *Contes*, d'Oscar Wilde, dont l'ensemble, avec les illustrations, constitue un petit chef-d'œuvre.

Une collection riche  
au prix raisonnable (en  
F), qui  
semble-t-il, un succès

variée, des jeunes lecteurs puisque les  
7,50 F deux premiers volumes sont en  
déjà réimpression.

— (PUBLICITE) —  
jean-paul goux

# LE MONTEUR D'OMBRES

Roman de formation, livre-promenade l'évoquant sur un monde imaginaire où tout se joue à plusieurs niveaux, ce livre métamorphose écrit dans une langue superbement ourlée de la phrase allemande se transforme au fur et à mesure qu'elle s'écrit.

Trois parties : Le Jardin, La Ligue de Partage des Eaux, Babel qui s'organisent chacune autour de trois thèmes qui s'entrelient : Lire, Ecrire, Vivre.

Comment les reconnaître ? Comment les écrivains peuvent-ils éviter le risque de rester le vie durant de protocoles magiciens tirant d'un chapeau tout ce que d'autres y auraient au préalable gîté ? Comment un poète peut-il créer sa langue quand il n'est perçu, façonné par celle de tous, qu'il n'existe aussi, en dehors d'elle ? Comment se pas commettre par reconnaître afin de pouvoir le transformer « l'univers imaginaire du Jardin » ?

« Maud, Faust, Don Juan, les Merveilles... Il y a entre les ombres qui habitent Jean Goux, et lui-même, un véritable écho dans le son de la voix, tout à fait original. C'est ce Jean-Paul Goux nous livre — venu qui est aussi une attitude du « entre-deux » sans choisir. « Qui peut dire l'autre ? Je ne sais pas. Le Lecteur ? » doute, à condition bien sûr qu'il s'accuse et se sente bien dans cet univers splendide et baroque.

**Éditions IPOMÉE, 13, av. Théodore de Berville, 03000 MOULINS**

Éditions IPOMÉE, 13, av. Théodore-de-Berville, 03000 MOULINS

Bibliothèque Nationale

Bibliothèque de l'Arsenal

1, rue de Sully, 75004 PARIS

# HENRI MERCHER

1912-1976

## Exposition de reliures

du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1977

Ouverture chaque jour de 10 h. à 18 h., sauf le dimanche

POLIS LAQUÉS NUMÉROTES.  
De la plume à l'aigle un fin  
seul marbre ou plaqué or  
à précieux. Et tous  
à laquer.

cylindre en or  
 23 carats. Poli brillant,  
 incrustations de laque pour son  
 la pureté de la ligne.  
 Les laques de Waterman  
 laque ébène, havane ou jade.  
 Plume, bille et feutre de 250 à 535 francs.

# WATERMAN

# OBLIQUES

Diffusion ■ libraires  
C.D.E./SODIS  
22, rue de Condé,  
75008 PARIS

[illegible]

**SADÉ**

C'est sans doute autour du nom de Sade que se sont rassemblés, depuis cent ans, les plus nombreux commentateurs critiques, à peu d'écrits majeurs se sont attachés de lui faire l'hommage d'une étude importante : Apollinaire, Bataille, Barthes, Blanchot, Heine, Klossowski, Mandargues, Paulhan, Solers...

La réunion de principaux écrits de leurs articles dans ce numéro permet de mesurer l'importance d'une œuvre de rupture qui équivalait dans toute la littérature.

Mais ce numéro n'est pas seulement un précieux recueil anthologique : il s'ouvre par de ~~nombreuses~~ études nouvelles (Guyotat, Robbe-Grillet, Faye, Noëlle Châtelet, Lucette Finas...) et propose d'importantes inédits de ~~l'auteur~~ lui-même (Dix-sept lettres aux Officiers de la Bastille) aussi qu'une ~~étude~~ de documents voués à Gilbert Lely, Jean Benoît, le Théâtre, le Château de La Costa.

Enfin cet ensemble comble une curieuse lacune ■ rassemblant ■ véritable anthologie ■ images sadiennes dont ■ dormaient depuis deux cents ■ de quelques bibliothèques (vignettes extraites des éditions originales, ■ inédits, portraits imaginaires ■ de Sade, instruments ■ tortures ■ hommages de nombreux artistes).

Dans **Marges** du numéro, **21** photographies du **1911** d'une femme par Henri Maccheroni, un **tableau** inédit de Jean-Luc Parant, etc.

**OBLIQUES N° 12/13 - SADE**  
2 pages sur Vélín ivoire d'Arches,  
illustrations, une bibliographie de ■ pages,  
■ ■ ou études, 128 F.

RELIGUEZ - Boite postale n° 1 - Les Filles - 26110 NYONS (FRANCE)

**NGM**

**ADRESSE :**

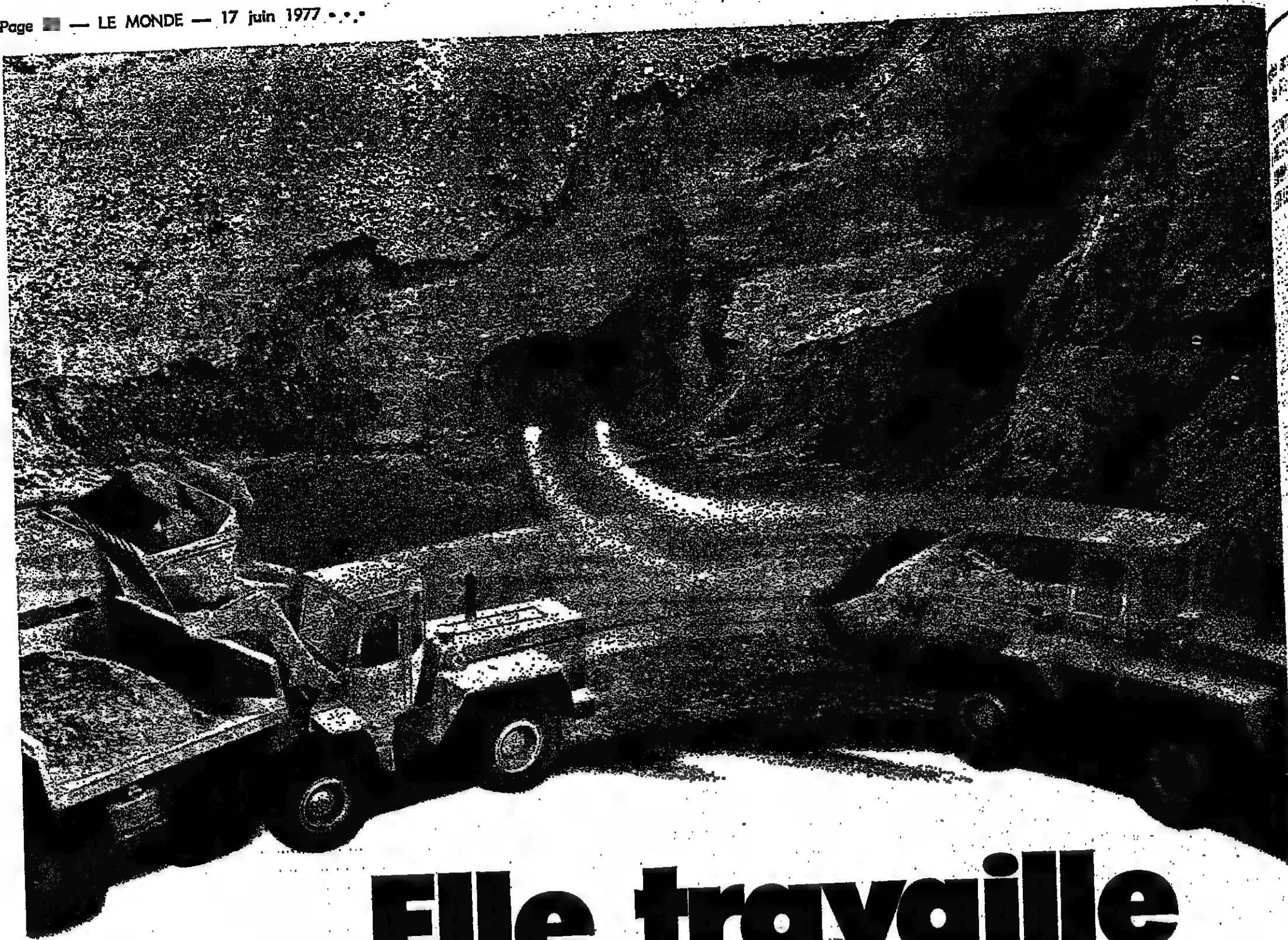
☐ Désire recevoir le numéro spécial **SADE**  
☐ Vous prie de trouver ci-joint la somme de 128 F

Étranger : 150 F. — États-Unis : 30 \$  
Chèque bancaire ou C.C.P. Roger BORDERIE 17 645 PARIS

DATE:

**SIGNATURE :**





# Elle travaille 25 heures par jour.

Grâce à son rendement élevé obtenu notamment par sa grande maniabilité et par des temps de cycles très courts, la chargeuse sur pneumatiques à châssis articulé MF 55C allonge la journée de travail.

La force d'arrachement exceptionnelle des chargeuses articulées Massey-Ferguson, associée à une extrême rapidité de cavage et de déversement, explique la place prépondérante qu'occupe Massey-Ferguson dans le secteur des matériels de travaux publics.

La MF 55C est l'un des neuf modèles de chargeuses sur pneumatiques de la marque.

Celles-ci appartiennent à une gamme complète de plus de quarante matériels de travaux publics.

Avec des produits offrant une telle avance technique, distribués et entretenus par les réseaux établis de longue date dans 190 pays, il est peu surprenant que notre activité des matériels de travaux publics ait augmenté de 60% au cours des deux dernières années.

Tout cela s'additionne dans une journée de travail. Vos tâches rudes qui doivent être menées efficacement, confiez-les à Massey-Ferguson.

**MF**  
Massey Ferguson

Les agriculteurs...  
sont ravis de leur...

UN DÉBAT  
La prison dans...



















## Questions

## Trop de bateaux sur l'Afrique

## ...Réponse

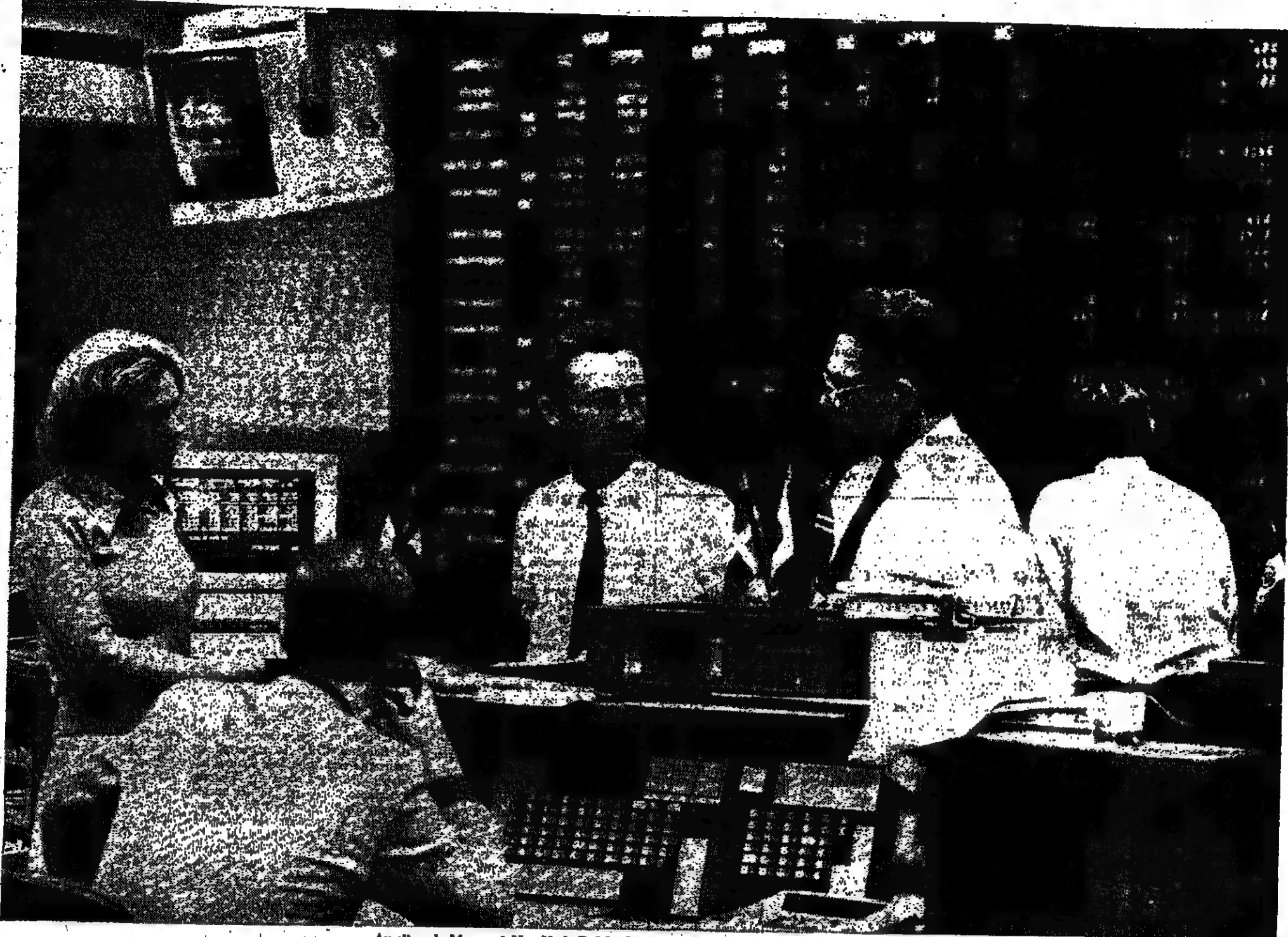
Le 10 juin 1977, le P.A. a été déposé à la Chambre de Commerce de la Compagnie de navigation maritime de la République P.D.G. de la S.N.C.M. Le P.A. a été déposé à la Chambre de Commerce de la Compagnie de navigation maritime de la République P.D.G. de la S.N.C.M.

Le 10 juin 1977, le P.A. a été déposé à la Chambre de Commerce de la Compagnie de navigation maritime de la République P.D.G. de la S.N.C.M. Le P.A. a été déposé à la Chambre de Commerce de la Compagnie de navigation maritime de la République P.D.G. de la S.N.C.M.

Le 10 juin 1977, le P.A. a été déposé à la Chambre de Commerce de la Compagnie de navigation maritime de la République P.D.G. de la S.N.C.M. Le P.A. a été déposé à la Chambre de Commerce de la Compagnie de navigation maritime de la République P.D.G. de la S.N.C.M.

Les bateaux rentabilisés

Membre FDIC.



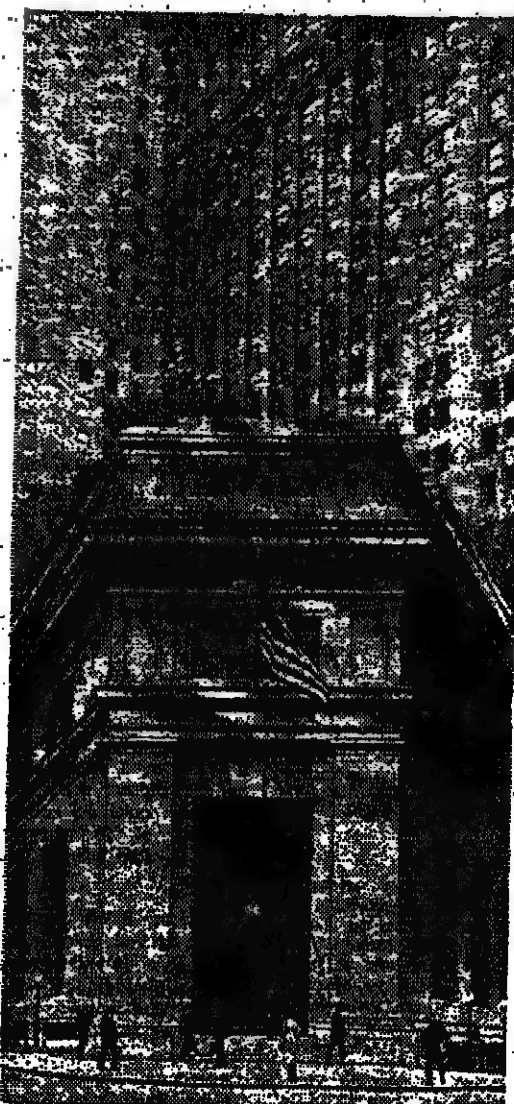
Au siège de Morgan à New York, D. Weatherstone, Executive Vice President et Treasurer (au centre) dirige, entre autres, le Service des Changes et des Euro-devises, R. Van Ruten, Vice President (à droite) dirige le groupe des cambistes et Nancy Shaw, Vice President est responsable de l'activité Euro-devises.

## Si votre activité sur le marché des changes nécessite les services d'un spécialiste, songez à Morgan Guaranty

Les sociétés traitant des affaires à l'échelon international doivent pouvoir bénéficier d'un service de change de premier plan pouvant les aider à gérer leurs risques de change dans le monde entier. Qu'il s'agisse de profits commerciaux ou de revenus provenant d'investissements, la sauvegarde de vos bénéfices réalisés à l'étranger peut être aussi importante que leur réalisation initiale. Pour cela, il vous faut une banque possédant la puissance financière et les compétences propres à lui assurer la maîtrise des opérations de change dans les principales monnaies.

Cette maîtrise, Morgan Guaranty la possède. A New York et dans dix autres centres financiers à travers le monde, nos spécialistes en matière de change négocient, pratiquement vingt-quatre heures sur vingt-quatre, depuis l'ouverture du marché de Londres jusqu'à la fermeture de celui de Tokyo. Ces spécialistes connaissent les marchés monétaires et la réglementation des changes de plus de cent pays. Étant donné l'importance et le nombre des transactions qu'ils effectuent, ils sont à même de détecter immédiatement les tendances et d'informer rapidement leurs clients des fluctuations des marchés. Parce qu'ils comprennent vos problèmes de change, ils peuvent répondre à vos besoins en fonction de ce qui se passe sur les marchés financiers.

En matière de change, le temps est un facteur déterminant. C'est pourquoi nous avons notre propre réseau téléphonique intercontinental qui permet à nos cambistes, où qu'ils soient, de se maintenir en liaison permanente avec tous les marchés financiers.



Ainsi, par exemple, nos cambistes à New York sont en contact dès cinq heures du matin avec les places financières européennes les plus importantes telles que Londres, Paris, Francfort, Zurich, Milan.

Nos spécialistes en matière de change font plus qu'acheter et vendre des devises. Ils vous conseillent sur les possibilités d'arbitrage que vous offrent des placements sur les marchés monétaires nationaux ou sur le marché des Euro-devises. Utilisant des informations continuellement mises à jour par ordinateur et visualisées sur des écrans de télévision individuels, ils peuvent investir vos capitaux en combinant au mieux risque et rapport.

Ce n'est là qu'une partie des services bancaires internationaux extrêmement complets offerts par Morgan Guaranty, l'une des banques les plus actives du monde en matière de change. Si votre société a besoin de ce type de service, songez à Morgan Guaranty. Vous y serez en bonne compagnie.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY, 23 Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France : 14, place Vendôme, Paris (tél. : 260.35.60) • AUTRES SUCCURSALES : Londres, Bruxelles, Anvers, Amsterdam (Bank Morgan Labouchère), Francfort, Dusseldorf, Munich, Zurich, Milan, Rome (ouverture 1977), Tokyo, Singapour, Nassau • BUREAUX DE REPRÉSENTATION : Madrid, Beyrouth, Sydney, Hong Kong, Manille, Sao Paulo, Caracas • ASSOCIÉS dans 35 pays • FILIALES BANCAIRES INTERNATIONALES : San Francisco, Houston, Miami, Toronto (J.P. Morgan of Canada Limited).

**Morgan Guaranty Trust Company**























فكرنا في الامور

# L'immobilier

appartements vente appartements vente appartements vente

Paris Rive droite

**entre les HALLES et BEAUBOURG**  
40 appartements de haut standing  
DU STUDIO AU 5 PIÈCES  
renovation de 9 immeubles  
des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles  
taille et poutres d'origine apparentes  
HABITABLES AOUT 1977.  
Venez sur place 53, rue Saint Denis le samedi 11 h à 13 h et le week end de 10 h à 19 h  
Tél : 508.41.63  
ou GEFIC C.T.I. 296.10.51

**NOTRE-DAME-DES-CHAMPS**  
DANS BEL IMMEUBLE  
Appart. 2 ch. 2 p. 2 s. 2 b.  
conf. Tél. 764-01-17, poste 333.  
**169, R. DE L'UNIVERSITÉ**  
Immeuble P. de 1930  
45 m<sup>2</sup> + chambre, tout confort.  
P. 250.000. Ap. 14.1. vend. sam.  
Ou rendez-vous : 766-25-32  
**6<sup>e</sup> - RUE HAUTEFILLE**  
APPT DE 52 M<sup>2</sup> A 170 M<sup>2</sup>  
22-19-45 ou 75-19-37.

Région parisienne

**SAINT-MANDÉ (94)**  
A 300 m de la Gare de Vincennes  
20-22, RUE JEANNE-D'ARC  
Petit immeuble pierre de taille  
de 11-18 heures ou GECOM, 77-33-30.  
171, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NOUILLY.  
Sur place : 1000 Jours (sauf mardi)  
de 11-18 heures ou GECOM, 77-33-30.  
171, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NOUILLY.

**MONTMORENCY (95)**  
LES ATLANTIDES  
dans un parc de 2000 m<sup>2</sup>  
P. 150.000. Ap. 14.1. vend. sam.  
Ou rendez-vous : 766-25-32  
**CLURY**  
3 et 4 P. en DUPLEX  
Jardin, terrasse, piscine.  
P. 250.000. Ap. 14.1. vend. sam.  
Ou rendez-vous : 766-25-32

Locations non meublées

Demande

**Paris**  
URSAI Ch. à louer April 2/3  
dans 1<sup>er</sup> arr. 1.800 F. charges  
comprises max. Téléphone.  
Ecr. p. 634, « Le Monde » P.O.  
5, r. des Italiens, 75001 Paris-9.  
**Région parisienne**  
DIRECTEUR GENERAL  
DE L'IMMOBILIER  
VILLA COMFORTABLE  
GARCHES  
PROCHES ALENTOUR  
construct. neuve, 4 ch., salon,  
S. à M., garage, jardin privat.  
Tél. M. de B. : 251-50-12.  
Tél. M. de B. : 251-50-12.  
Etude cherche pour CADRES  
professionnels de 1000 à 1500  
F. par correspondance. Tél. 75-45-45.  
**terrains**  
BOULOGNE. Près 1<sup>er</sup> Grand  
avenue, terrain 67 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>,  
150 m<sup>2</sup>, 200 m<sup>2</sup>, 300 m<sup>2</sup>, 400 m<sup>2</sup>,  
500 m<sup>2</sup>, 600 m<sup>2</sup>, 700 m<sup>2</sup>, 800 m<sup>2</sup>,  
900 m<sup>2</sup>, 1000 m<sup>2</sup>, 1100 m<sup>2</sup>, 1200 m<sup>2</sup>,  
1300 m<sup>2</sup>, 1400 m<sup>2</sup>, 1500 m<sup>2</sup>, 1600 m<sup>2</sup>,  
1700 m<sup>2</sup>, 1800 m<sup>2</sup>, 1900 m<sup>2</sup>, 2000 m<sup>2</sup>,  
2100 m<sup>2</sup>, 2200 m<sup>2</sup>, 2300 m<sup>2</sup>, 2400 m<sup>2</sup>,  
2500 m<sup>2</sup>, 2600 m<sup>2</sup>, 2700 m<sup>2</sup>, 2800 m<sup>2</sup>,  
2900 m<sup>2</sup>, 3000 m<sup>2</sup>, 3100 m<sup>2</sup>, 3200 m<sup>2</sup>,  
3300 m<sup>2</sup>, 3400 m<sup>2</sup>, 3500 m<sup>2</sup>, 3600 m<sup>2</sup>,  
3700 m<sup>2</sup>, 3800 m<sup>2</sup>, 3900 m<sup>2</sup>, 4000 m<sup>2</sup>,  
4100 m<sup>2</sup>, 4200 m<sup>2</sup>, 4300 m<sup>2</sup>, 4400 m<sup>2</sup>,  
4500 m<sup>2</sup>, 4600 m<sup>2</sup>, 4700 m<sup>2</sup>, 4800 m<sup>2</sup>,  
4900 m<sup>2</sup>, 5000 m<sup>2</sup>, 5100 m<sup>2</sup>, 5200 m<sup>2</sup>,  
5300 m<sup>2</sup>, 5400 m<sup>2</sup>, 5500 m<sup>2</sup>, 5600 m<sup>2</sup>,  
5700 m<sup>2</sup>, 5800 m<sup>2</sup>, 5900 m<sup>2</sup>, 6000 m<sup>2</sup>,  
6100 m<sup>2</sup>, 6200 m<sup>2</sup>, 6300 m<sup>2</sup>, 6400 m<sup>2</sup>,  
6500 m<sup>2</sup>, 6600 m<sup>2</sup>, 6700 m<sup>2</sup>, 6800 m<sup>2</sup>,  
6900 m<sup>2</sup>, 7000 m<sup>2</sup>, 7100 m<sup>2</sup>, 7200 m<sup>2</sup>,  
7300 m<sup>2</sup>, 7400 m<sup>2</sup>, 7500 m<sup>2</sup>, 7600 m<sup>2</sup>,  
7700 m<sup>2</sup>, 7800 m<sup>2</sup>, 7900 m<sup>2</sup>, 8000 m<sup>2</sup>,  
8100 m<sup>2</sup>, 8200 m<sup>2</sup>, 8300 m<sup>2</sup>, 8400 m<sup>2</sup>,  
8500 m<sup>2</sup>, 8600 m<sup>2</sup>, 8700 m<sup>2</sup>, 8800 m<sup>2</sup>,  
8900 m<sup>2</sup>, 9000 m<sup>2</sup>, 9100 m<sup>2</sup>, 9200 m<sup>2</sup>,  
9300 m<sup>2</sup>, 9400 m<sup>2</sup>, 9500 m<sup>2</sup>, 9600 m<sup>2</sup>,  
9700 m<sup>2</sup>, 9800 m<sup>2</sup>, 9900 m<sup>2</sup>, 10000 m<sup>2</sup>,  
10100 m<sup>2</sup>, 10200 m<sup>2</sup>, 10300 m<sup>2</sup>, 10400 m<sup>2</sup>,  
10500 m<sup>2</sup>, 10600 m<sup>2</sup>, 10700 m<sup>2</sup>, 10800 m<sup>2</sup>,  
10900 m<sup>2</sup>, 11000 m<sup>2</sup>, 11100 m<sup>2</sup>, 11200 m<sup>2</sup>,  
11300 m<sup>2</sup>, 11400 m<sup>2</sup>, 11500 m<sup>2</sup>, 11600 m<sup>2</sup>,  
11700 m<sup>2</sup>, 11800 m<sup>2</sup>, 11900 m<sup>2</sup>, 12000 m<sup>2</sup>,  
12100 m<sup>2</sup>, 12200 m<sup>2</sup>, 12300 m<sup>2</sup>, 12400 m<sup>2</sup>,  
12500 m<sup>2</sup>, 12600 m<sup>2</sup>, 12700 m<sup>2</sup>, 12800 m<sup>2</sup>,  
12900 m<sup>2</sup>, 13000 m<sup>2</sup>, 13100 m<sup>2</sup>, 13200 m<sup>2</sup>,  
13300 m<sup>2</sup>, 13400 m<sup>2</sup>, 13500 m<sup>2</sup>, 13600 m<sup>2</sup>,  
13700 m<sup>2</sup>, 13800 m<sup>2</sup>, 13900 m<sup>2</sup>, 14000 m<sup>2</sup>,  
14100 m<sup>2</sup>, 14200 m<sup>2</sup>, 14300 m<sup>2</sup>, 14400 m<sup>2</sup>,  
14500 m<sup>2</sup>, 14600 m<sup>2</sup>, 14700 m<sup>2</sup>, 14800 m<sup>2</sup>,  
14900 m<sup>2</sup>, 15000 m<sup>2</sup>, 15100 m<sup>2</sup>, 15200 m<sup>2</sup>,  
15300 m<sup>2</sup>, 15400 m<sup>2</sup>, 15500 m<sup>2</sup>, 15600 m<sup>2</sup>,  
15700 m<sup>2</sup>, 15800 m<sup>2</sup>, 15900 m<sup>2</sup>, 16000 m<sup>2</sup>,  
16100 m<sup>2</sup>, 16200 m<sup>2</sup>, 16300 m<sup>2</sup>, 16400 m<sup>2</sup>,  
16500 m<sup>2</sup>, 16600 m<sup>2</sup>, 16700 m<sup>2</sup>, 16800 m<sup>2</sup>,  
16900 m<sup>2</sup>, 17000 m<sup>2</sup>, 17100 m<sup>2</sup>, 17200 m<sup>2</sup>,  
17300 m<sup>2</sup>, 17400 m<sup>2</sup>, 17500 m<sup>2</sup>, 17600 m<sup>2</sup>,  
17700 m<sup>2</sup>, 17800 m<sup>2</sup>, 17900 m<sup>2</sup>, 18000 m<sup>2</sup>,  
18100 m<sup>2</sup>, 18200 m<sup>2</sup>, 18300 m<sup>2</sup>, 18400 m<sup>2</sup>,  
18500 m<sup>2</sup>, 18600 m<sup>2</sup>, 18700 m<sup>2</sup>, 18800 m<sup>2</sup>,  
18900 m<sup>2</sup>, 19000 m<sup>2</sup>, 19100 m<sup>2</sup>, 19200 m<sup>2</sup>,  
19300 m<sup>2</sup>, 19400 m<sup>2</sup>, 19500 m<sup>2</sup>, 19600 m<sup>2</sup>,  
19700 m<sup>2</sup>, 19800 m<sup>2</sup>, 19900 m<sup>2</sup>, 20000 m<sup>2</sup>,  
20100 m<sup>2</sup>, 20200 m<sup>2</sup>, 20300 m<sup>2</sup>, 20400 m<sup>2</sup>,  
20500 m<sup>2</sup>, 20600 m<sup>2</sup>, 20700 m<sup>2</sup>, 20800 m<sup>2</sup>,  
20900 m<sup>2</sup>, 21000 m<sup>2</sup>, 21100 m<sup>2</sup>, 21200 m<sup>2</sup>,  
21300 m<sup>2</sup>, 21400 m<sup>2</sup>, 21500 m<sup>2</sup>, 21600 m<sup>2</sup>,  
21700 m<sup>2</sup>, 21800 m<sup>2</sup>, 21900 m<sup>2</sup>, 22000 m<sup>2</sup>,  
22100 m<sup>2</sup>, 22200 m<sup>2</sup>, 22300 m<sup>2</sup>, 22400 m<sup>2</sup>,  
22500 m<sup>2</sup>, 22600 m<sup>2</sup>, 22700 m<sup>2</sup>, 22800 m<sup>2</sup>,  
22900 m<sup>2</sup>, 23000 m<sup>2</sup>, 23100 m<sup>2</sup>, 23200 m<sup>2</sup>,  
23300 m<sup>2</sup>, 23400 m<sup>2</sup>, 23500 m<sup>2</sup>, 23600 m<sup>2</sup>,  
23700 m<sup>2</sup>, 23800 m<sup>2</sup>, 23900 m<sup>2</sup>, 24000 m<sup>2</sup>,  
24100 m<sup>2</sup>, 24200 m<sup>2</sup>, 24300 m<sup>2</sup>, 24400 m<sup>2</sup>,  
24500 m<sup>2</sup>, 24600 m<sup>2</sup>, 24700 m<sup>2</sup>, 24800 m<sup>2</sup>,  
24900 m<sup>2</sup>, 25000 m<sup>2</sup>, 25100 m<sup>2</sup>, 25200 m<sup>2</sup>,  
25300 m<sup>2</sup>, 25400 m<sup>2</sup>, 25500 m<sup>2</sup>, 25600 m<sup>2</sup>,  
25700 m<sup>2</sup>, 25800 m<sup>2</sup>, 25900 m<sup>2</sup>, 26000 m<sup>2</sup>,  
26100 m<sup>2</sup>, 26200 m<sup>2</sup>, 26300 m<sup>2</sup>, 26400 m<sup>2</sup>,  
26500 m<sup>2</sup>, 26600 m<sup>2</sup>, 26700 m<sup>2</sup>, 26800 m<sup>2</sup>,  
26900 m<sup>2</sup>, 27000 m<sup>2</sup>, 27100 m<sup>2</sup>, 27200 m<sup>2</sup>,  
27300 m<sup>2</sup>, 27400 m<sup>2</sup>, 27500 m<sup>2</sup>, 27600 m<sup>2</sup>,  
27700 m<sup>2</sup>, 27800 m<sup>2</sup>, 27900 m<sup>2</sup>, 28000 m<sup>2</sup>,  
28100 m<sup>2</sup>, 28200 m<sup>2</sup>, 28300 m<sup>2</sup>, 28400 m<sup>2</sup>,  
28500 m<sup>2</sup>, 28600 m<sup>2</sup>, 28700 m<sup>2</sup>, 28800 m<sup>2</sup>,  
28900 m<sup>2</sup>, 29000 m<sup>2</sup>, 29100 m<sup>2</sup>, 29200 m<sup>2</sup>,  
29300 m<sup>2</sup>, 29400 m<sup>2</sup>, 29500 m<sup>2</sup>, 29600 m<sup>2</sup>,  
29700 m<sup>2</sup>, 29800 m<sup>2</sup>, 29900 m<sup>2</sup>, 30000 m<sup>2</sup>,  
30100 m<sup>2</sup>, 30200 m<sup>2</sup>, 30300 m<sup>2</sup>, 30400 m<sup>2</sup>,  
30500 m<sup>2</sup>, 30600 m<sup>2</sup>, 30700 m<sup>2</sup>, 30800 m<sup>2</sup>,  
30900 m<sup>2</sup>, 31000 m<sup>2</sup>, 31100 m<sup>2</sup>, 31200 m<sup>2</sup>,  
31300 m<sup>2</sup>, 31400 m<sup>2</sup>, 31500 m<sup>2</sup>, 31600 m<sup>2</sup>,  
31700 m<sup>2</sup>, 31800 m<sup>2</sup>, 31900 m<sup>2</sup>, 32000 m<sup>2</sup>,  
32100 m<sup>2</sup>, 32200 m<sup>2</sup>, 32300 m<sup>2</sup>, 32400 m<sup>2</sup>,  
32500 m<sup>2</sup>, 32600 m<sup>2</sup>, 32700 m<sup>2</sup>, 32800 m<sup>2</sup>,  
32900 m<sup>2</sup>, 33000 m<sup>2</sup>, 33100 m<sup>2</sup>, 33200 m<sup>2</sup>,  
33300 m<sup>2</sup>, 33400 m<sup>2</sup>, 33500 m<sup>2</sup>, 33600 m<sup>2</sup>,  
33700 m<sup>2</sup>, 33800 m<sup>2</sup>, 33900 m<sup>2</sup>, 34000 m<sup>2</sup>,  
34100 m<sup>2</sup>, 34200 m<sup>2</sup>, 34300 m<sup>2</sup>, 34400 m<sup>2</sup>,  
34500 m<sup>2</sup>, 34600 m<sup>2</sup>, 34700 m<sup>2</sup>, 34800 m<sup>2</sup>,  
34900 m<sup>2</sup>, 35000 m<sup>2</sup>, 35100 m<sup>2</sup>, 35200 m<sup>2</sup>,  
35300 m<sup>2</sup>, 35400 m<sup>2</sup>, 35500 m<sup>2</sup>, 35600 m<sup>2</sup>,  
35700 m<sup>2</sup>, 35800 m<sup>2</sup>, 35900 m<sup>2</sup>, 36000 m<sup>2</sup>,  
36100 m<sup>2</sup>, 36200 m<sup>2</sup>, 36300 m<sup>2</sup>, 36400 m<sup>2</sup>,  
36500 m<sup>2</sup>, 36600 m<sup>2</sup>, 36700 m<sup>2</sup>, 36800 m<sup>2</sup>,  
36900 m<sup>2</sup>, 37000 m<sup>2</sup>, 37100 m<sup>2</sup>, 37200 m<sup>2</sup>,  
37300 m<sup>2</sup>, 37400 m<sup>2</sup>, 37500 m<sup>2</sup>, 37600 m<sup>2</sup>,  
37700 m<sup>2</sup>, 37800 m<sup>2</sup>, 37900 m<sup>2</sup>, 38000 m<sup>2</sup>,  
38100 m<sup>2</sup>, 38200 m<sup>2</sup>, 38300 m<sup>2</sup>, 38400 m<sup>2</sup>,  
38500 m<sup>2</sup>, 38600 m<sup>2</sup>, 38700 m<sup>2</sup>, 38800 m<sup>2</sup>,  
38900 m<sup>2</sup>, 39000 m<sup>2</sup>, 39100 m<sup>2</sup>, 39200 m<sup>2</sup>,  
39300 m<sup>2</sup>, 39400 m<sup>2</sup>, 39500 m<sup>2</sup>, 39600 m<sup>2</sup>,  
39700 m<sup>2</sup>, 39800 m<sup>2</sup>, 39900 m<sup>2</sup>, 40000 m<sup>2</sup>,  
40100 m<sup>2</sup>, 40200 m<sup>2</sup>, 40300 m<sup>2</sup>, 40400 m<sup>2</sup>,  
40500 m<sup>2</sup>, 40600 m<sup>2</sup>, 40700 m<sup>2</sup>, 40800 m<sup>2</sup>,  
40900 m<sup>2</sup>, 41000 m<sup>2</sup>, 41100 m<sup>2</sup>, 41200 m<sup>2</sup>,  
41300 m<sup>2</sup>, 41400 m<sup>2</sup>, 41500 m<sup>2</sup>, 41600 m<sup>2</sup>,  
41700 m<sup>2</sup>, 41800 m<sup>2</sup>, 41900 m<sup>2</sup>, 42000 m<sup>2</sup>,  
42100 m<sup>2</sup>, 42200 m<sup>2</sup>, 42300 m<sup>2</sup>, 42400 m<sup>2</sup>,  
42500 m<sup>2</sup>, 42600 m<sup>2</sup>, 42700 m<sup>2</sup>, 42800 m<sup>2</sup>,  
42900 m<sup>2</sup>, 43000 m<sup>2</sup>, 43100 m<sup>2</sup>, 43200 m<sup>2</sup>,  
43300 m<sup>2</sup>, 43400 m<sup>2</sup>, 43500 m<sup>2</sup>, 43600 m<sup>2</sup>,  
43700 m<sup>2</sup>, 43800 m<sup>2</sup>, 43900 m<sup>2</sup>, 44000 m<sup>2</sup>,  
44100 m<sup>2</sup>, 44200 m<sup>2</sup>, 44300 m<sup>2</sup>, 44400 m<sup>2</sup>,  
44500 m<sup>2</sup>, 44600 m<sup>2</sup>, 44700 m<sup>2</sup>, 44800 m<sup>2</sup>,  
44900 m<sup>2</sup>, 45000 m<sup>2</sup>, 45100 m<sup>2</sup>, 45200 m<sup>2</sup>,  
45300 m<sup>2</sup>, 45400 m<sup>2</sup>, 45500 m<sup>2</sup>, 45600 m<sup>2</sup>,  
45700 m<sup>2</sup>, 45800 m<sup>2</sup>, 45900 m<sup>2</sup>, 46000 m<sup>2</sup>,  
46100 m<sup>2</sup>, 46200 m<sup>2</sup>, 46300 m<sup>2</sup>, 46400 m<sup>2</sup>,  
46500 m<sup>2</sup>, 46600 m<sup>2</sup>, 46700 m<sup>2</sup>, 46800 m<sup>2</sup>,  
46900 m<sup>2</sup>, 47000 m<sup>2</sup>, 47100 m<sup>2</sup>, 47200 m<sup>2</sup>,  
47300 m<sup>2</sup>, 47400 m<sup>2</sup>, 47500 m<sup>2</sup>, 47600 m<sup>2</sup>,  
47700 m<sup>2</sup>, 47800 m<sup>2</sup>, 47900 m<sup>2</sup>, 48000 m<sup>2</sup>,  
48100 m<sup>2</sup>, 48200 m<sup>2</sup>, 48300 m<sup>2</sup>, 48400 m<sup>2</sup>,  
48500 m<sup>2</sup>, 48600 m<sup>2</sup>, 48700 m<sup>2</sup>, 48800 m<sup>2</sup>,  
48900 m<sup>2</sup>, 49000 m<sup>2</sup>, 49100 m<sup>2</sup>, 49200 m<sup>2</sup>,  
49300 m<sup>2</sup>, 49400 m<sup>2</sup>, 49500 m<sup>2</sup>, 49600 m<sup>2</sup>,  
49700 m<sup>2</sup>, 49800 m<sup>2</sup>, 49900 m<sup>2</sup>, 50000 m<sup>2</sup>,  
50100 m<sup>2</sup>, 50200 m<sup>2</sup>, 50300 m<sup>2</sup>, 50400 m<sup>2</sup>,  
50500 m<sup>2</sup>, 50600 m<sup>2</sup>, 50700 m<sup>2</sup>, 50800 m<sup>2</sup>,  
50900 m<sup>2</sup>, 51000 m<sup>2</sup>, 51100 m<sup>2</sup>, 51200 m<sup>2</sup>,  
51300 m<sup>2</sup>, 51400 m<sup>2</sup>, 51500 m<sup>2</sup>, 51600 m<sup>2</sup>,  
51700 m<sup>2</sup>, 51800 m<sup>2</sup>, 51900 m<sup>2</sup>, 52000 m<sup>2</sup>,  
52100 m<sup>2</sup>, 52200 m<sup>2</sup>, 52300 m<sup>2</sup>, 52400 m<sup>2</sup>,  
52500 m<sup>2</sup>, 52600 m<sup>2</sup>, 52700 m<sup>2</sup>, 52800 m<sup>2</sup>,  
52900 m<sup>2</sup>, 53000 m<sup>2</sup>, 53100 m<sup>2</sup>, 53200 m<sup>2</sup>,  
53300 m<sup>2</sup>, 53400 m<sup>2</sup>, 53500 m<sup>2</sup>, 53600 m<sup>2</sup>,  
53700 m<sup>2</sup>, 53800 m<sup>2</sup>, 53900 m<sup>2</sup>, 54000 m<sup>2</sup>,  
54100 m<sup>2</sup>, 54200 m<sup>2</sup>, 54300 m<sup>2</sup>, 54400 m<sup>2</sup>,  
54500 m<sup>2</sup>, 54600 m<sup>2</sup>, 54700 m<sup>2</sup>, 54800 m<sup>2</sup>,  
54900 m<sup>2</sup>, 55000 m<sup>2</sup>, 55100 m<sup>2</sup>, 55200 m<sup>2</sup>,  
55300 m<sup>2</sup>, 55400 m<sup>2</sup>, 55500 m<sup>2</sup>, 55600 m<sup>2</sup>,  
55700 m<sup>2</sup>, 55800 m<sup>2</sup>, 55900 m<sup>2</sup>, 56000 m<sup>2</sup>,  
56100 m<sup>2</sup>, 56200 m<sup>2</sup>, 56300 m<sup>2</sup>, 56400 m<sup>2</sup>,  
56500 m<sup>2</sup>, 56600 m<sup>2</sup>, 56700 m<sup>2</sup>, 56800 m<sup>2</sup>,  
56900 m<sup>2</sup>, 57000 m<sup>2</sup>, 57100 m<sup>2</sup>, 57200 m<sup>2</sup>,  
57300 m<sup>2</sup>, 57400 m<sup>2</sup>, 57500 m<sup>2</sup>, 57600 m<sup>2</sup>,  
57700 m<sup>2</sup>, 57800 m<sup>2</sup>, 57900 m<sup>2</sup>, 58000 m<sup>2</sup>,  
58100 m<sup>2</sup>, 58200 m<sup>2</sup>, 58300 m<sup>2</sup>, 58400 m<sup>2</sup>,  
58500 m<sup>2</sup>, 58600 m<sup>2</sup>, 58700 m<sup>2</sup>, 58800 m<sup>2</sup>,  
58900 m<sup>2</sup>, 59000 m<sup>2</sup>, 59100 m<sup>2</sup>, 59200 m<sup>2</sup>,  
59300 m<sup>2</sup>, 59400 m<sup>2</sup>, 59500 m<sup>2</sup>, 59600 m<sup>2</sup>,  
59700 m<sup>2</sup>, 59800 m<sup>2</sup>, 59900 m<sup>2</sup>, 60000 m<sup>2</sup>,  
60100 m<sup>2</sup>, 60200 m<sup>2</sup>, 60300 m<sup>2</sup>, 60400 m<sup>2</sup>,  
60500 m<sup>2</sup>, 60600 m<sup>2</sup>, 60700 m<sup>2</sup>, 60800 m<sup>2</sup>,  
60900 m<sup>2</sup>, 61000 m<sup>2</sup>, 61100 m<sup>2</sup>, 61200 m<sup>2</sup>,  
61300 m<sup>2</sup>, 61400 m<sup>2</sup>, 61500 m<sup>2</sup>, 61600 m<sup>2</sup>,  
61700 m<sup>2</sup>, 61800 m<sup>2</sup>, 61900 m<sup>2</sup>, 62000 m<sup>2</sup>,  
62100 m<sup>2</sup>, 62200 m<sup>2</sup>, 62300 m<sup>2</sup>, 62400 m<sup>2</sup>,  
62500 m<sup>2</sup>, 62600 m<sup>2</sup>, 62700 m<sup>2</sup>, 62800 m<sup>2</sup>,  
62900 m<sup>2</sup>, 63000 m<sup>2</sup>, 63100 m<sup>2</sup>, 63200 m<sup>2</sup>,  
63300 m<sup>2</sup>, 63400 m<sup>2</sup>, 63500 m<sup>2</sup>, 63600 m<sup>2</sup>,  
63700 m<sup>2</sup>, 63800 m<sup>2</sup>, 63900 m<sup>2</sup>, 64000 m<sup>2</sup>,  
64100 m<sup>2</sup>, 64200 m<sup>2</sup>, 64300 m<sup>2</sup>, 64400 m<sup>2</sup>,  
64500 m<sup>2</sup>, 64600 m<sup>2</sup>, 64700 m<sup>2</sup>, 64800 m<sup>2</sup>,  
64900 m<sup>2</sup>, 65000 m<sup>2</sup>, 65100 m<sup>2</sup>, 65200 m<sup>2</sup>,  
65300 m<sup>2</sup>, 65400 m<sup>2</sup>, 65500 m<sup>2</sup>, 65600 m<sup>2</sup>,  
65700 m<sup>2</sup>, 65800 m<sup>2</sup>, 65900 m<sup>2</sup>, 66000 m<sup>2</sup>,  
66100 m<sup>2</sup>, 66200 m<sup>2</sup>, 66300 m<sup>2</sup>, 66400 m<sup>2</sup>,  
66500 m<sup>2</sup>, 66600 m<sup>2</sup>, 66700 m<sup>2</sup>, 66800 m<sup>2</sup>,  
66900 m<sup>2</sup>, 67000 m<sup>2</sup>, 67100 m<sup>2</sup>, 67200 m<sup>2</sup>,  
67300 m<sup>2</sup>, 67400 m<sup>2</sup>, 67500 m<sup>2</sup>, 67600 m<sup>2</sup>,  
67700 m<sup>2</sup>, 67800 m<sup>2</sup>, 67900 m<sup>2</sup>, 68000 m<sup>2</sup>,  
68100 m<sup>2</sup>, 68200 m<sup>2</sup>, 68300 m<sup>2</sup>, 68400 m<sup>2</sup>,  
68500 m<sup>2</sup>, 68600 m<sup>2</sup>, 68700 m<sup>2</sup>, 68800 m<sup>2</sup>,  
68900 m<sup>2</sup>, 69000 m<sup>2</sup>, 69100 m<sup>2</sup>, 69200 m<sup>2</sup>,  
69300 m<sup>2</sup>, 69400 m<sup>2</sup>, 69500 m<sup>2</sup>, 69600 m<sup>2</sup>,  
69700 m<sup>2</sup>, 69800 m<sup>2</sup>, 69900 m<sup>2</sup>, 70000 m<sup>2</sup>,  
70100 m<sup>2</sup>, 70200 m<sup>2</sup>, 70300 m<sup>2</sup>, 70400 m<sup>2</sup>,  
70500 m<sup>2</sup>, 70600 m<sup>2</sup>, 70700 m<sup>2</sup>, 70800 m<sup>2</sup>,  
70900 m<sup>2</sup>, 71000 m<sup>2</sup>, 71100 m<sup>2</sup>, 71200 m<sup>2</sup>,  
71300 m<sup>2</sup>, 71400 m<sup>2</sup>, 71500 m<sup>2</sup>, 71600 m<sup>2</sup>,  
71700 m<sup>2</sup>, 71800 m<sup>2</sup>, 71900 m<sup>2</sup>, 72000 m<sup>2</sup>,  
72100 m<sup>2</sup>, 72200 m<sup>2</sup>, 72300 m<sup>2</sup>, 72400 m<sup>2</sup>,  
72500 m<sup>2</sup>, 72600 m<sup>2</sup>, 72700 m<sup>2</sup>, 72800 m<sup>2</sup>,  
72900 m<sup>2</sup>, 73000 m<sup>2</sup>, 73100 m<sup>2</sup>, 73200 m<sup>2</sup>,  
73300 m<sup>2</sup>, 73400 m<sup>2</sup>, 73500 m<sup>2</sup>, 73600 m<sup>2</sup>,  
73700 m<sup>2</sup>, 73800 m<sup>2</sup>, 73900 m<sup>2</sup>, 74000 m<sup>2</sup>,  
74100 m<sup>2</sup>, 74200 m<sup>2</sup>, 74300 m<sup>2</sup>, 74400 m<sup>2</sup>,  
74500 m<sup>2</sup>, 74600 m<sup>2</sup>, 74700 m<sup>2</sup>, 74800 m<sup>2</sup>,  
74900 m<sup>2</sup>, 75000 m<sup>2</sup>, 75100 m<sup>2</sup>, 75200 m<sup>2</sup>,  
75300 m<sup>2</sup>, 75400 m<sup>2</sup>, 75500 m<sup>2</sup>, 75600 m<sup>2</sup>,  
75700 m<sup>2</sup>, 75800 m<sup>2</sup>, 75900 m<sup>2</</sup>











# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE, LE JAPON ET LE TIERS-MONDE

## Les Neuf à la recherche d'une nouvelle stratégie commerciale

Les ministres des Neuf chargés de la politique de développement se réunissent jeudi 16 juin à Luxembourg. Peu de résultats sont attendus de cette session exploratoire qui sera, l'occasion, pour M. Cheysson, le commissaire responsable de la coopération, de présenter un document de travail exposant les premières

réflexions de la Commission sur la nécessité de « réviser » la politique commerciale de la Communauté.

Il s'agit de tenir compte en particulier de la place accrue qu'occupe le tiers-monde dans les échanges commerciaux et, simultanément, d'envisager une série d'actions sur le plan

interne — restructuration industrielle, efforts de formation professionnelle — afin que la C.E.E. soit en mesure de maintenir une politique ouverte d'échanges, sans tensions sociales insupportables.

L'expérience des mois passés révèle en effet l'insuffisance grandissante des instruments clas-

siques de la politique commerciale. Il apparaît notamment que les difficultés rencontrées par les Neuf avec le Japon ou les pays du tiers-monde les plus compétitifs ne pourront être réglées dans le cadre de la négociation multilatérale engagée à Genève sous l'égide du GATT.

Bruxelles (Communauté européenne). — Les ministres des Neuf chargés de la politique de développement se réunissent jeudi 16 juin à Luxembourg. Peu de résultats sont attendus de cette session exploratoire qui sera, l'occasion, pour M. Cheysson, le commissaire responsable de la coopération, de présenter un document de travail exposant les premières réflexions de la Commission sur la nécessité de « réviser » la politique commerciale de la Communauté.

Ceux-là mêmes qui croient que le GATT peut encore constituer une barrière utile à un développement protectionniste. Les objectifs modestes à la négociation générale. Ils reconnaissent que, la toile de fond des échanges internationaux ayant profondément changé au cours des dernières années (persistance de la crise et du chômage, surcompétitivité atteinte par plusieurs pays du tiers-monde), la Communauté doit rapidement doter d'une politique commerciale plus encadrée qu'un simple arsenal tarifaire et contingents. L'axe chimérique peu à peu que la C.E.E. pour être en mesure d'assurer sa survie, devra de plus en plus tourner le dos au protectionnisme qui est la base de son existence. Une politique commerciale à la carte définie sur une base contractuelle avec ses principaux partenaires.

C'est une telle évolution qu'avait en tête M. Giscard d'Estaing et Barre en 1973, à Londres, en lançant la notion de « libre-échange organisé » et en demandant qu'il soit pris en compte dans la déclaration publiée après la conférence de la nécessité de « prendre en considération les changements structurels de l'économie mondiale ». Les ministres des Neuf ont introduites à leur demande des amendements à la déclaration d'Amsterdam pas à la déclaration de la nécessité de prendre en compte la situation de la balance des paiements et de la balance des échanges. Le document peut difficilement servir de point d'appui à ceux qui, dans la C.E.E., ont réagi, au début de l'année 1977, au récent rapport par un haut fonctionnaire de la Commission européenne. Au-delà de leur forme provocante, ils reflètent une vision de « plus en plus répandue » dans les milieux européens.

C'est dans ce décor modifié que les Neuf doivent envisager leur participation aux pourparlers de Genève ou, pour le moins, l'aménagement de leurs relations commerciales avec les autres pays du monde. Car le GATT, jusqu'ici, a été considéré comme un forum où les pays industrialisés, seuls acteurs de la scène mondiale, réglaient leurs comptes ; où les États-Unis usaient de leur poids politique pour imposer des solutions leur permettant d'éviter que la construction européenne ne s'opère à leur détriment. Les problèmes ne se posent plus aujourd'hui en termes aussi simples, ce qui contribue à donner une coloration nouvelle aux négociations à Washington.

De notre correspondant

négligeable. Il n'est donc pas question qu'il disparaisse ni même de prévoir comme lui, une suppression totale des droits. La C.E.E. pourrait tout au plus envisager une réduction moyenne de 10 % à 15 %. Cependant, que les « profits » des tarifs douaniers des pays industrialisés soient encore réduits, elle insistera, surtout, pour que soit accompli l'effort d'harmonisation : les droits élevés devraient être réduits dans une proportion plus forte que les droits bas.

LES NEGOCIATIONS AGRICOLES. — Le temps où les États-Unis partaient ardemment en guerre contre la politique agricole commune et demandaient à cette fin que les échanges agricoles soient traités de la même manière que les échanges industriels semble révolu. Engagés depuis peu dans une politique interventionniste, les États-Unis ont, en fait, depuis peu, une attitude plus « prudente », moins agressive que dans le passé. Les pourparlers du GATT pourraient donc se concentrer sur deux questions : la conclusion d'un accord international sur les céréales et la politique de subventions à l'exportation.

La stratégie prioritaire de l'Europe. Dans cet esprit, la Commission s'apprête à soumettre aux gouvernements membres un document de réflexion où elle recommande que, lors de l'effort de libéralisation accompli par la Communauté, soit prise en compte la situation des pays en développement. La stratégie prioritaire de la Commission s'articule en trois points :

UNE LIBÉRALISATION SÉLECTIVE. — Il n'y a pas de raison de traiter les pays du tiers-monde et leurs industries de façon uniforme. « Si d'habitude, une activité a été essentiellement conçue pour desservir des produits sur nos marchés, il ne faut pas de raison pour lui ouvrir les portes sans restriction », dit M. Cheysson. Avant d'abaisser les barrières tarifaires, on pourra, ainsi, pour chaque pays et pour chaque secteur industriel, évaluer le pourcentage des exportations par rapport à celui de la production. Dans le même esprit, la Communauté serait en droit de refuser un traitement préférentiel aux pays qui n'exigent pas chez eux le respect de certaines règles internationales, telles que celles de l'O.C.T. (Organisation internationale du travail) concernant la durée du travail ou l'emploi des jeunes et des femmes. Pourqu'un tel effort, dit-il, ne soit pas de l'aide au tiers-monde, des pratiques de capitalisme sauvage que l'Europe a rejetées.

UNE LIBÉRALISATION CONDITIONNELLE. — La Communauté, rappelle-t-il, a pour but de faire en sorte que l'ouverture de celui-ci lui profite, de concevoir une forme nouvelle de réciprocité. On pourrait envisager, par exemple, de fixer un plafond aux importations en provenance de pays appartenant au tiers-monde et de ne relever que si les ventes des Neuf à ces pays progressent. Pour qu'une telle politique contractuelle — une expression nouvelle du dominant-donnant — puisse porter ses fruits, il conviendrait, ajoute-t-il, de Bruxelles que les moyens classiques de la coopération soient mis à son service.

UNE ACCÉLÉRATION DE L'EFFORT INTERNE DE CONVERSION INDUSTRIELLE. — La libéralisation des échanges, pièce maîtresse de la politique extérieure de la C.E.E., coûte cher en termes d'emploi et de balance des paiements. Pour qu'elle soit supportable, il serait judicieux d'accroître substantiellement les moyens disponibles pour financer les nécessaires ajustements internes : conversion industrielle, formation professionnelle. La Commission médite ces propositions allant dans ce sens. Il ne s'agit là encore, on s'en rend compte, que d'une première initiative de formulation pour échapper à un hyper-libéralisme devenu non viable. Les résistances à l'égard de la C.E.E. seront sans doute considérables. Mais existe-t-il une autre voie pour elle, que l'approfondissement du chômage, la multiplication des défilés dans la C.E.E., l'abandon à des tensions qui provoqueraient elles-mêmes bien vite l'irréparable ? C'est-à-dire la remise en cause de la convention de Lomé et de l'accord conclu avec les pays méditerranéens, bref, la destruction de la politique de coopération établie patiemment par la C.E.E. au cours de quinze dernières années.

PHILIPPE LEMAITRE

### Un Canon n'est pas le même quand on l'achète chez "Images."



**Un Canon à vos mesures**  
Le vendeur Images saura vous conseiller le modèle Canon le mieux adapté. A ce que vous voulez faire en photo. Et à votre budget. Et il ne s'agit pas forcément d'un objectif standard. Il vous proposera peut-être un grand angle, un télé ou un zoom. Images a la collection complète Canon. Et celle de toutes les grandes marques.

**Profitez des prix Images**  
Images vous fait bénéficier des conditions d'achat préférentielles du Groupe National Camera.

**Prenez le temps pour payer**  
Crédit sur mesures. 20% comptant. La première traite dans trois mois. Ou Carte Bleue.

**Vendez bien votre ancien matériel**  
Images peut le reprendre. Au meilleur prix.

**Tenez-vous au courant**  
Chez Images, on aime bien suivre les progrès en photo de ses clients.

**Ne vous trompez pas**  
Le 31 rue St-Augustin se trouve au métro Quatre Septembre. Entre l'Opéra et la Bourse. A bientôt.

**i images**

Images 1. Matériel Photo-Ciné 31, rue Saint-Augustin, Paris 2<sup>e</sup>. Images 2. Matériel Labo, 2 rue de la Michodière, Paris 2<sup>e</sup>. Tel. 742.64.97 et 742.48.49. Images est membre du Groupe National CAMERA.

### Arrangements au coup par coup

Les solutions trouvées jusqu'ici « au coup par coup » indiquent le vole d'un autre monde. Les résultats sont médiocres. Conçus pour colmater les brèches les plus redoutables, elles concernent le Japon et les producteurs de textiles du tiers-monde. Celle qui soit la forme prise — arrangements informels avec le Japon concernant l'acier, les voitures, ou dispositions incluant dans un accord international « l'accord multilatéral » conclu avec les pays exportateurs de produits textiles — ces solutions visent un objectif unique : obtenir des partenaires extérieurs aux apparences jugées excessives qu'ils modèrent le développement de leurs exportations vers la C.E.E. Les Américains, pourtant, refusent à s'engager que la Communauté s'assure de la sorte, multipliant avec plus de rapidité et d'efficacité — les arrangements du même genre (Ordrely Marchés Agricoles). Pour l'instant, ces accords d'autolimitation, négociés par les pouvoirs publics ou sous leur contrôle, sont la seule méthode employée pour calmer des échanges en folie. Encore faut-il qu'ils soient respectés.

Pour convaincre les « nouveaux pays exportateurs » de s'y soumettre, la Commission européenne a tenté de leur faire accepter la C.E.E. comme le soutien inébranlable de leur développement. Mais, jusqu'à ces derniers temps, la C.E.E. n'avait qu'une place marginale : maintenant, il entre dans l'ordre industriel mondial, et votre croissance s'élève d'un cran.

Pour une part, la C.E.E. a récemment M. Cheysson, soulignant que 30 % des exportations de la C.E.E. sont dirigées vers les pays du tiers-monde devenus

### VOIR pour mieux se protéger.

**VIDEOPHILIPS** système de surveillance par télévision



Face aux vols, aux aggraves et à la recrudescence des incendies, le système de surveillance vidéo Philips est une véritable arme de défense et de dissuasion.

En permanence, il assure une surveillance des biens et des personnes et permet les interventions immédiates.

Le VIDEOPHILIPS s'adapte à tous les cas, grâce à sa grande simplicité d'installation et d'utilisation : banque,

bijouteries, parfumeries, magasins de détail, habitations particulières, pavillons isolés, etc.

Le système VIDEOPHILIPS en version habituelle ou spéciale est livré complet en un seul carton contenant la caméra, le moniteur vidéo, les câbles et les accessoires.

Le coût peu élevé du VIDEOPHILIPS lui confère une grande utilité / prix.

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Envoyer, sans engagement de votre part, les informations sur le "VIDEOPHILIPS".

PHILIPS ELECTRONICS, 92 rue de la Chapelle, 93200 St-Denis, France. Tél. 300.32.25 - 300.32.41.







# GAGNEZ 100 F. SUR LES VELOS DES VERTS ET ALLEZ AU VERT.

Profitez-en. Jusqu'au 30 juin 1977 les vélos des Verts coûtent 100 F de moins dans votre magasin Manufrance. Vous paierez donc 600 F le sport 10 vitesses au lieu de 700 F ; la route dame vous coûtera 530 F au lieu de 630 F et le sport junior 3 vitesses 485 F au lieu de 585 F.

Une bonne raison de passer chez Manufrance avant d'aller au vert.

HIRONDELLES DE MANUFRANCE: LES VELOS DES VERTS.



Orgeval : Centre "Art de Vivre".  
Route de Monts, RN 13, Autoroute de l'ouest sortie Polisy.  
Paris Rive Droite : 15 et 42, rue du Louvre.  
Paris Rive Gauche : 30, avenue d'Italie  
Centre Commercial Galaxie.

**SNCF**  
**JVS** JE VOYAGE SEUL  
JEUNE VOYAGEUR  
SERVICE

de PARIS vers

**BRETAGNE  
COTE ATLANTIQUE  
LANGUEDOC-ROUSSILLON  
COTE MEDITERRANEE  
SAVOIE**

et retour

si vous ne pouvez pas accompagner vos enfants, confiez-les à JVS, service d'accueil permettant de convoier des enfants que leur famille ne pourrait accompagner.

**SNCF**

renseignements dans les grandes gares.

(Publicité)

## A VENDRE

Affaire de métaux avec le Venezuela

Usine de fabrication de métaux de 150 personnes, fournisseur d'un marché en pleine expansion, le Venezuela. Ponderie et installations implantées sur 11 ha avec 5.670 m<sup>2</sup> de bureaux et terrains, à une heure de Caracas.

Occasion exceptionnelle pour une société qui veut s'introduire rapidement au Venezuela en achetant la totalité de l'usine à une filiale américaine.

Répondre sur papier à en-tête sous n° 10.145 - LE MONDE.

## LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

### Les immigrés victimes de la crise

(Suite de la première page.)

L'espoir ? Il n'est plus aujourd'hui. Sur les murs d'Usinor, un slogan céleste résonne : « Non aux débrayages en moins égale à l'abandon du chômage. » Les militants n'ont peut-être pas osé écrire : « Un immigré en moins. »

Les immigrés ont aidé à faire la Lorraine industrielle. Avec le Nord, il n'est pas de région française où la population étrangère soit plus importante. Dans la communauté étrangère, il y a 218 051 personnes pour l'ensemble de la région (au 1<sup>er</sup> janvier dernier), et surtout implantée en Moselle (150 000 immigrés, en comptant les familles), où elle représente 13 % de la population totale. De la deuxième partie du dix-neuvième siècle, des Italiens, mais aussi des Espagnols, étaient arrivés en Lorraine, s'y intégrant sans difficultés. Après la première guerre mondiale, il y a eu les Polonais puis, dans les années 30, les Allemands, les Roumains, les Serbes, tels que M. Erich Honecker, ministre de la République démocratique allemande — qui arriva à la base du mouvement syndical dans l'est de la France.

Mais c'est surtout après la seconde guerre mondiale que les travailleurs étrangers ont continué, tel comme ailleurs, à la relance de l'économie avec une nouvelle génération d'Italiens et avec des « Français musulmans », qui, eux, ont tenu à la mosquée. Ce sont eux qui, vers 1950, ont été les « chômeurs » de la banlieue lilloise, des Bretons et des immigrés de l'intérieur, qui « font » la région. Quelques années plus tard, quelques dizaines d'entreprises ont, aujourd'hui encore, des non-Mosellans. Et que dire des autres ? 801 131, c'est l'immigration massive, plus cosmopolite encore avec l'arrivée de nombreux travailleurs méditerranéens, notamment portugais, et du tiers-monde. La croissance explosive, les investissements et les choix de toute l'économie apparaissent alors conditionnés par le recrutement de cette main-d'œuvre « circonstancielle », qui acceptait l'expatriation, les logements précaires, les salaires dangereux, dont les Français ne voulaient plus, dans des industries destinées aux besoins de masse : les mines (9 % d'immigrés en Moselle), le bâtiment et les travaux publics (12 %), et surtout la sidérurgie (la transformation des métaux 61 %).

Une évolution prévisible  
A Thionville, sur les feuilles de paie, les prénoms sont belgiques, français, mais les noms de famille ont souvent une consonance étrangère. De même sur les listes des dégrés syndicaux : le secrétaire de la section C.F.D.T. d'Usinor-Thionville s'appelle François Bana. Ce dernier, vingt-six ans, belge, est au profil de condottieri, mais également membre de la commission confédérale C.F.D.T. de l'immigration : « Le mouvement économique de la Lorraine après 1945, explique-t-il, ne pouvait être le fruit d'un seul charbon, d'un seul fer, d'acier, n'a été possible que par la création artificielle d'un sous-prolétariat dont l'exploitation intensive a permis aux patrons de sacrifier, dans leurs plans d'investissement, la part réservée à l'industrialisation des entreprises. C'est pourquoi la majeure partie des salariés de nos usines ou d'O.S., les travailleurs ont subi de plein fouet la crise, et maintenant on les laisse tomber. »

Tout a commencé, il y a dix ans, avec les premiers signes d'essoufflement de la sidérurgie française, jusqu'au début des années 60, quand la main-d'œuvre allemande et surtout japonaise. Dès 1966, plus de deux mille Lorrains avaient déjà manifesté à Metz.

Pour les banquiers, le drame lorrain était une chose prévisible, en raison de la moindre productivité de la sidérurgie française ou, pour parler comme les technocrates, de sa « surcapacité de production ». L'année 1974 a marqué la fin de la croissance et de la surconsommation. Les uns après les autres, les gouverne-

ments européens ont voulu le contrôle de la frange marginale de l'immigration qui se réalisait essentiellement par la chasse à l'immigration clandestine, jadis tolérée par les pouvoirs publics et encouragée par une partie du patronat, régulation des flux migratoires et rouillage des frontières, comme l'a fait la France depuis 1960.

A vrai dire, les maîtres de forges n'ont pas attendu la crise pour réduire leurs effectifs. Ils ont renforcé les débrayages : en 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 35



**ALLOCUTION**  
**du PRÉSIDENT Ambroise ROUX**  
**à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE du 15 juin 1977**  
**de la**  
**COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ**

**Mesdames. Messieurs.**

Voire Conseil vient de vous rendre compte de l'activité de votre Compagnie au cours de l'exercice écoulé. Il est clair que 1976 aura été, par bien des aspects, une bonne année pour votre Groupe.

Une bonne année d'abord sur le plan de l'activité, puisque celle-ci a enregistré de 10 à 15 pour cent de hausse. Il est frappant de constater, à cette occasion, combien la politique de déflation, engagée depuis longtemps par le COGE, a permis à celle-ci de franchir dans de bonnes conditions la période critique 1974-1975, fortement marquée par la crise de l'énergie comme par les deux plans gouvernementaux successifs de lutte contre l'inflation. A structure constante, l'accroissement du chiffre d'affaires a, en effet, été de plus de 80 % de 1973 à 1975, alors que la dérive des prix dans le reste de notre secteur était de l'ordre de 35 % durant la même période.

**Des résultats consolidés en amélioration,  
plus que doublés**

Nos résultats sont en amélioration sensible au niveau de la Compagnie, puisque le programme d'un peu plus de 11 % à 115 millions de francs, soit 193 millions de francs, a subi une amélioration considérable au niveau du Groupe, où nos résultats consolidés font plus que doubler; globalement, ils s'établissent, en effet, à un peu plus de 300 millions de francs contre 141 millions de francs en 1975, soit + 113 %, la part du Groupe passant de 109 à 225 millions de francs, soit + 106 %.

Cette forte augmentation est, certes, due au remarquable redressement de Falcthon comme aux conséquences positives de la fusion Alsthom-Antique. Mais la situation de l'ensemble de nos filiales s'est sensiblement améliorée en 1976, comme le montre le rapport de votre Conseil, et cela, notamment, par le retour à une situation bénéficiaire ou équilibrée de quelques affaires en déficit en 1975 comme Les Câbles de Lyon et Le Joint Français.

Le cash-flow est également en fort accroissement à 805 millions de francs contre 666 millions de francs en 1975. Nos investissements ont pu ainsi être autofinancés à hauteur de 90 %, contre 58 % seulement en 1975, et cela en dépit du fait que leur niveau est resté très élevé.

Quant à notre trésorerie globale, elle s'est encore améliorée dans le cadre d'efforts importants et continus de réduction de nos stocks. Au total, à endettement constant, la trésorerie de nos seules affaires contrôlées s'est accrue de plus de 500 millions de francs en dépit du développement de nos activités et, comme déjà signalé, du niveau très élevé de nos dépenses d'investissements.

Enfin, les deux grandes opérations de restructuration de l'industrie, l'électro-technique et de l'industrie informatique, auxquelles nous avons apporté tous nos soins au cours de l'année 1978, ont permis d'enregistrer pour les deux Sociétés qui en sont issues, à savoir Alsthom-Atlantique et Cii-Houeywill Ball, un premier exercice tout particulièrement satisfaisant. Les 80 millions de francs de résultats consolidés d'Alsthom-Atlantique et les 57 millions de francs de résultats consolidés de Cii-Houeywill Ball montrent que ces deux grandes affaires, qui représentent à elles seules près de 800 milliards de francs d'affaires, ont été mises à l'écart, marquées par une situation financière saine qui justifierait à elle seule les initiatives que nous avons prises dans ces deux domaines.

### Comment se présente aujourd'hui l'exercice 1977 ?

— Durant le premier trimestre, nous avons assisté à une poursuite de l'expansion qui avait marqué 1976 : pour l'ensemble des affaires contréées, nos factures du premier trimestre sont en accroissement de 14 % sur celles du premier trimestre 1975 et nos commandes de 26 %. Toutefois, depuis le 1<sup>er</sup> avril, la conjoncture s'est sensiblement affaiblie dans le petit équipement et les biens de consommation, en sorte qu'à fin mai les factures sont en progression de 12,5 % et les commandes de 17 %. Il est donc probable que, si elle s'il faut, l'année indiquera passager et bien si nous devons commencer à craindre que l'expansion de notre économie va se ralentir durablement d'ici à la fin de l'exercice.

Ces incertitudes rendent plus difficile que jamais de prévoir les résultats consolidés de l'ensemble du Groupe. Notre objectif consistait à confirmer, pour 1977, la performance réalisée par le Groupe en 1976. Il est hors de doute que le maintien d'une conjoncture stable n'en faciliterait par la réalisation. Mais trop d'événements politiques et économiques peuvent encore interférer avec le déroulement de l'exercice en cours pour que je me sente autorisé à vous faire une prévision assurée avant le milieu du dernier trimestre de cette année.

Par contre, il m'est plus aisé de prédire l'ordre de grandeur des résultats de la Compagnie qui dépendent largement — mais non pas uniquement — de la distribution de nos filiales affiliées à l'exercice 1976. D'ores et déjà, nous savons que nos revenus de portefeuille pour l'exercice 1977 dépasseront 130 millions de francs, contre 109,6 millions de francs en 1976. Compte tenu de cette donnée de base, il apparaît quasi certain que les résultats de notre Compagnie seront à nouveau en progression sensible en 1977 par rapport à ceux de 1976.

Et cela me permet donc de vous donner l'assurance que le dividende afférent à l'exercice 1977 ne sera pas inférieur à celui de l'exercice 1976. Ceci signifie que la réévaluation, que j'ai eu avais promise, sera faite par le CGE dans la mesure où elle sera jugée satisfaisante et susceptible du dividende et la conclusion le permettrait. Ce que j'ai dit plus haut de l'exercice 1976 devait donc amener votre Conseil à envisager un dividende fortement augmenté : le passage de 17,80 F pour l'exercice 1975 à 20 F pour l'exercice 1976. Mais les exigences de la politique gouvernementale en matière de rémunération nous conduisent à ne distribuer que 18,80 F en 1977 et à verser, en

1978, le reliquat de la distribution prévue, soit 1,50 F. Quand je vous parle aujourd'hui du maintien du dividende de l'exercice 1978 pour 1977, cela signifie que le dividende qui vous sera versé en 1978 sera au moins de 20 F en ce qui concerne l'exercice 1977 auquel s'ajoutera 1,50 F, reliquat de la distribution de l'exercice 1978.

Comment ne pas s'étonner, à cette occasion, du niveau très médiocre auquel se situent les cours de Bourse de la CGE. Certainement le phénomène n'est pas particulier à votre Compagnie, mais j'ai le sentiment que, même dans le climat actuel d'incertitude politique, il est encore moins justifié pour la CGE qu'il ne l'est pour l'ensemble du marché boursier. Les quelques chiffres qui suivent le montrent surabondamment : calculés par action, au 31 décembre 1976, le bénéfice par action de la CGE (après réévaluation prudente des actifs immobiliers) s'élève à 88,7 F dans les mêmes conditions, la part du Groupe dans la situation nette se monte à 501 F, le bénéfice cumulé à 45,70 F et le dividende global à 30 F. Ces chiffres nous permettent d'affirmer avec confiance que, le jour où les hypothèses politiques qui pèsent sur l'économie française seraient levées, les cours de Bourse de votre Compagnie seraient parmi ceux qui devraient alors connaître une réappréciation massive.

En dépit d'une conjoncture difficile, vous voyez que la CGE peut cependant vous donner des assurances positives en ce qui concerne la rémunération de votre capital. Elles sont la contrepartie de la confiance que vous ne cessez de nous manifester, à la fois par la qualité des rapports que vous avez avec les dirigeants de votre Compagnie et par l'ardeur avec laquelle vous avez toujours souscrit à nos augmentations de capital — d'ailleurs peu fréquentes — ou bien à notre dernière émission d'obligations convertibles.

Je vous en dis à tous notre vive gratitude. Et je tiens, à cette occasion, à exprimer ma reconnaissance à l'ensemble de notre personnel, dont les efforts éclairés ont permis à la CGE de réaliser, en 1976, la meilleure année de son histoire.

**Des objectifs de gestion inchangés  
au cours des dernières années  
comme dans les mois à venir**

Au cours de nos dernières Assemblées générales, je n'ai pas abordé les menaces de nationalisation qui pèsent sur notre Compagnie. Cette omission était volontaire, car il ne m'aurait pas semblé opportun de donner, par mes propos, une publicité supplémentaire à des projets qui ne la méritaient pas.

Mais l'échéance électorale que va connaître notre pays se situe maintenant dans quelques mois. Vous en connaissez l'importance, puisqu'il va s'agir pour la France d'un véritable choix de société.

Dans l'une des hypothèses en présence, nous pouvons appréhender pour notre pays une période d'extrêmes difficultés financières, économiques et sociales. Quant à notre Compagnie, il est alors prévu, comme vous le savez, qu'elle serait nationalisée.

Je n'ai pas l'intention de réfuter ici les arguments mis en avant par les partis politiques qui, sous couvert de nationaliser le crédit et quelques-unes de nos grandes affaires industrielles, prévoient l'étatisation de plusieurs milliers d'entreprises françaises.

D'autres qui, mal s'en sont déjà chargés et en des termes excellents. Au surplus, les accusés de malversation, de gaspillage, d'abus d'investissements ou bien d'insuffisance de ceux-ci ont, depuis plusieurs mois, été la place à une affirmation qui a le mérite de la simplicité, à savoir la nécessité de prendre le contrôle d'un certain nombre de groupes en raison de la puissance et des moyens d'action qu'ils représenteraient. D'où la volonté de disposer de la direction des grandes entreprises non pas pour leur faire perdre tout caractère d'indépendance, mais toujours être un de leurs seuls maîtres, mais pour les rendre dociles aux décisions politiques de toute nature.

Ti tiens à vous dire de la façon la plus solennelle que cette hypothèque qui pèse sur notre destin n'a modifié l'ensemble de nos objectifs de gestion au cours de ces dernières années, pas plus qu'elle ne les modifiera dans les mois à venir. Loïn d'adopter une politique malhonnête, voire même plus simplement de faire un faux semblant, nous nous sommes au contraire appliqués à la politique de développement de notre Groupe. Le rapport d'activité de l'exercice 1978 le montre. Investissements, développements, prises de contrôle, restructurations n'y ont jamais été perçues comme des fins en soi. Elles ont été des moyens au service de la Compagnie, tant au niveau de la GGE qu'à celui de notre Groupe, montrant que nous avons œuvré dans le bon sens.

Si, comme je le crois, l'électorat refuse de s'engager dans la voie du collectivisme, nous aurons alors placé notre Campagne dans la situation la meilleure pour poursuivre, après l'échec de mars 1978, le développement harmonieux et continu engagé depuis de longues années.

Et si, par malheur, l'hypothèse inverse devait prévaloir, nous aurions alors le sentiment d'avoir fait tout ce qui était en notre pouvoir pour valider la situation de nos actionnaires à l'égard de la fixation de leur indemnisation, sans nous faire d'ailleurs d'illusions excessives à ce sujet.

Mais la confiance profonde que j'ai dans le bon sens traditionnel de notre pays me fait, avec sérénité, vous donner rendez-vous lors de notre prochaine Assemblée générale pour y constater ensemble qu'aura été levée, de façon positive, une des hypothèques les plus lourdes et les plus dangereuses qui aient jamais pesé sur l'avenir de notre pays.



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA

## CHAMBRE SYNDICALE DES CONSTRUCTEURS DE NAVIRES ET DE MACHINES MARINES

présenté par D. de MAS LATRIE, Délégué Général

ANNÉE 1976

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 9 JUIN 1977

Si l'on en juge par le niveau de nos livraisons de tonnage neuf, l'industrie de la construction navale apparaît encore avoir été relativement épargnée par la récession qui a caractérisé l'économie mondiale. En fait, les constructeurs qui semblaient, l'an dernier, les plus à l'abri en raison de commandes mieux garées et plus solides — donc moins menacés par les réalisations de contrats de pétroliers, comme c'était le cas de la France — sont maintenant sévèrement touchés par la crise.

En effet, et bien que l'économie mondiale ait marqué une certaine reprise en 1976, la construction navale s'est engagée dans une phase de dépression qui apparaît d'ores et déjà comme devant être d'une exceptionnelle gravité tant en ce qui concerne la durée des difficultés que l'ampleur de la demande de tonnage de la flotte marchande. Dans ces conditions, le niveau de production des chantiers-marchands s'est infléchi à la baisse au cours des derniers mois et ce mouvement va tendre à s'amplifier dans l'avenir immédiat.

La date de cette reprise ne peut, pour le moment, être déterminée avec précision, mais cependant des éléments positifs sont apparus en 1976 et ont conduit à écarter les hypothèses les plus pessimistes formulées par les experts qui ont récemment tenté d'analyser les perspectives du marché.

Dans l'immédiat, tout indique que la forte contraction de la demande constatée depuis 1975 se poursuivra et s'aggravera dans presque tous les secteurs de la construction navale. La surcapacité persistante du tonnage de la flotte marchande. Dans ces conditions, le niveau de production des chantiers-marchands s'est infléchi à la baisse au cours des derniers mois et ce mouvement va tendre à s'amplifier dans l'avenir immédiat.

Cette atmosphère de crise ouverte à l'été 1975 depuis le début de 1976 de nombreuses réactions tant des constructeurs que des gouvernements au plan national et international, et les mesures de sauvegarde qui ont été prises, ne peuvent suffire à écarter les menaces qui pèsent à très court terme sur le plan de charge de nombreux chantiers.

#### ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES DE LA CONSTRUCTION NAVALE FRANÇAISE

L'activité en 1976

En 1976, comme en 1975, l'activité de la construction navale française a été relativement satisfaisante. La production de 1976, calculée en faisant la moyenne des tonnages mis sur cale et livrés, ressort à un niveau de 1 344 000 t.j.b., pratiquement équivalent à celui de l'année précédente.

En revanche, les mises sur cale ont été en nette diminution. Cette réduction témoigne de l'incidence de la situation sur la production de nouveaux navires, mais elle reflète aussi l'effet de la récession.

L'analyse en t.j.b. ne reflète qu'imparfaitement l'évolution de la production. Quel qu'il soit et compte tenu de ce que les navires mis sur cale sont très différents de ceux livrés, tant par leur taille que par leur complexité, la production de 1976 a déjà amorcé une baisse.

#### Les commandes et les prix

Les commandes enregistrées par les grands chantiers représentent moins de 30 000 t.j.b. : deux navires roliers soustraits pour la Société française de transports maritimes et la Société d'armement, filiale des Chantiers de France-Dunkerque qui les construisent. De leur côté, les petits chantiers ont parvenus à enregistrer quelques commandes mais pour un volume très inférieur à leurs besoins d'alimentation.

L'obstacle majeur à la prise de commandes réside dans la différence entre les coûts de production des chantiers et les prix de vente pratiqués par les Japonais sur le marché international, problème que les Français ont en commun avec leurs collègues européens.

Ces prix se situent, en effet, autour des 100 millions de francs, soit 50 % en dessous des coûts de production des chantiers européens, grands et moyens — les différences étant de 15 à 20 % sur le marché des petits chantiers.

#### Les plans de charge

La quasi-absence de commandes dans le courant de 1976 et au cours des premiers mois de 1977 a pour effet de rapprocher dangereusement les échéances de rupture de charge dans les chantiers français.

La situation des constructeurs de faible tonnage s'est fortement détériorée au cours des derniers mois et les responsables des établissements concernés de plus en plus de difficultés pour assurer le plein emploi de leur main-d'œuvre.

Les grands chantiers ont connu des plans de charge satisfaisants en 1976, mais, pour eux aussi, la baisse rapide de leur carnet rend inévitable des réductions d'activité.

Il est donc vital pour notre industrie d'enregistrer, sans délai, le volume de commandes nouvelles qui lui est strictement nécessaire pour le maintien de l'emploi.

#### La politique gouvernementale

Le rapport présenté en 1976 soulignait l'urgence des mesures permettant d'assurer l'alimentation en commandes de nos chantiers.

Deux mois après la rédaction de ce rapport, ses suggestions restent d'actualité, d'autant plus que, rétrospectivement, l'aide exceptionnelle accordée dans certains cas aux petits chantiers, aucune décision n'a encore été prise en France en faveur des constructeurs, alors que des gouvernements européens, de plus en plus nombreux, ont adopté des mesures très substantielles correspondant, dans leur ensemble, à celles que nous avions suggérées pour les chantiers français.

La France apparaît ainsi comme un des rares pays, en Europe, qui n'a pas encore décidé d'un plan d'intervention pour la construction navale, du moins en ce qui concerne la grande et le moyen tonnage, en dépit de l'aggravation de la situation sur laquelle la profession a, à plusieurs reprises au cours de l'année, attiré l'attention des pouvoirs publics.

Aucune des propositions présentées au cours du deuxième semestre 1976 n'a abouti et le conseil d'administration, dans sa séance du 10 décembre 1976, a pris la décision de solliciter l'attribution d'une aide exceptionnelle, dont il recommande la nécessité, à une reconstruction de la construction navale, bien que celle-ci ait déjà réalisé une opération de renforcement de ses structures dont l'achèvement remonte à moins de deux ans au cours de laquelle, aux prix de lourdes charges financières, elle est une des plus concentrées d'Europe.

On ne peut pas espérer qu'une reconstruction soit, à elle seule, suffisante pour restaurer la compétitivité des chantiers français compte tenu des distorsions de concurrence régnant sur le marché international de la construction navale.

En outre, considérant, ainsi que l'ont fait jusqu'à présent les pouvoirs publics, la reconstruction comme un véritable plan d'investissement d'un caractère d'aide exceptionnelle revient, du point de vue des constructeurs, à imposer l'ordre des priorités.

D'ores et déjà, le retard dans la prise de décision par le gouvernement aggrave la situation : comme le marché s'est encore dégradé, le montant des aides qui seront décidées ne peut, pour être efficace, qu'être supérieur à celui qui aurait été nécessaire il y a un an.

Enfin, et ce qui est beaucoup plus grave, tout retard supplémentaire dans la décision gouvernementale risque de provoquer une détérioration telle de la situation des chantiers que le secteur de construction navale pourrait être atteint par certains d'entre eux.

#### CONCLUSION

Le problème essentiel pour les chantiers français est de réagir à travers la phase actuelle de dépression dans les moins mauvaises conditions. Or ils se trouvent confrontés, comme leurs collègues européens, à une concurrence sauvage qui leur impose des conditions de vente qui, situées en dehors de leur zone de rentabilité, les conduisent à accepter dans le cadre de politiques maritimes protectionnistes et expansionnistes, des commandes à des prix de production inférieurs au coût de revient économique et social des chantiers.

Seule une concertation internationale entre tous les intéressés, gouvernements et constructeurs, permettant d'obtenir une plus juste répartition des sacrifices imposés par la crise, avec comme objectif à plus long terme une remise en ordre durable du marché des constructions navales.

L'urgence dans laquelle ont abouti les discussions entre Européens et Japonais en 1976 tendrait à prouver qu'une telle concertation a pu être obtenue. L'absence, à l'heure actuelle, d'un accord satisfaisant.

Par ailleurs, une politique crédible de défense des chantiers français ne peut être mise au point, en raison des divergences des gouvernements des différents pays sur la nature des mesures à prendre pour sauvegarder l'activité de leurs chantiers.

Dans ces circonstances, devant la gravité des problèmes soulevés par la détérioration accélérée de la situation de leurs constructeurs, les gouvernements européens ont été amenés à instituer des régimes de soutien en leur faveur, afin d'éviter que le libre jeu des lois du marché n'entraîne leur disparition au profit de pays tiers qui acquerraient alors un véritable monopole au sein de la construction navale mondiale.

À cet égard, il est, depuis quelques mois, à une échelle des aides dans presque tous les pays, phénomène en contradiction formelle avec tous les accords internationaux, mais conforme à la défense des intérêts vitaux des États.

Les constructeurs français, qui voient se rapprocher les échéances auxquelles ils ne leur sera plus possible d'assurer un niveau suffisant d'emploi, ne peuvent, à l'instar de leurs collègues européens, se passer d'une aide temporaire de l'État pour traverser la phase de dépression actuelle. Les pouvoirs publics et les chantiers se doivent donc d'œuvrer de concert pour préserver une industrie qui, en tant que support logistique de l'armement, participe, directement ou indirectement avec celui-ci, à l'équilibre de la balance des paiements et contribue à assurer l'indépendance du pays pour ses moyens de transport par mer.

#### La politique à l'égard des petits chantiers

Les problèmes des petits chantiers sont posés au premier chef par ceux de nos grands.

Tout d'abord ce secteur de notre construction navale, qui doit faire face à l'internationalisation croissante de son marché, a été le premier frappé par la crise économique, son plan de charge étant, en général, à beaucoup plus court terme.

Le gouvernement français, en janvier 1977, d'attribuer aux petits chantiers une aide exceptionnelle et temporaire (puisque l'aide n'est accordée que pour 1977), de caractère conservatoire, après un examen des cas, dans la limite d'un volume de commandes correspondant à la moitié environ de leur activité annuelle.

Mais cette décision est arrivée trop tard pour permettre aux constructeurs de solliciter avec succès aux appels d'offres lancés sur le marché international au cours de l'été 1976 et elle n'a pas permis jusqu'à ce jour l'enregistrement de commandes nouvelles, cette aide est discriminatoire selon le chantier.

#### Les conditions de crédit

Les conditions de crédit que peuvent offrir les chantiers à leurs clients conduisent, au même titre que le niveau de leurs prix, au facteur déterminant pour enlever des commandes sur le marché international.

Il convient donc que dans les crédits du Trésor à très bas taux d'intérêt, il soit prévu, en supplément, un montant exclusivement affecté à la fourniture de navires. Combiné avec des crédits commerciaux nouveaux, ces crédits spécifiques permettraient à ces pays de refinancer les

Le texte intégral de ce rapport peut être demandé à la CHAMBRE SYNDICALE DES CONSTRUCTEURS DE NAVIRES, 4, rue de la Monnaie, Paris-2, Tél. 387-52-53.

#### LE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE L.M.T.

L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 14 juin 1977, sous la présidence de M. Jean-Pierre Bourgeois, a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Deux événements ont marqué la vie de la société en 1976 : d'une part, la restructuration de l'industrie du téléphone et l'instauration des pouvoirs publics et dans le cadre de laquelle L.M.T. est devenue filiale de Thomson-CSF et d'autre part, l'adoption du système téléphonique 119 pour l'équipement du réseau téléphonique français.

En 1976, l'exercice écoulé, le chiffre d'affaires hors taxes a atteint 7 112 489 520 F contre 5 817 771 684 F en 1975, soit une progression de 21,2 %. Le carnet de commandes, au 31 décembre 1976, représentait 1 185 271 422 F contre 1 000 000 000 F en 1975, soit une progression de 18,5 %.

Les activités hors de France ont poursuivi leur progression, concourant à celle du chiffre d'affaires. Les exportations, déjà, en 1975, la moitié du chiffre d'affaires, ont représenté 3 556 242 000 F, soit 50 % du chiffre d'affaires total.

Une nouvelle étape a été franchie au cours de l'exercice 1976 : le chiffre d'affaires hors taxes a atteint 7 112 489 520 F par action, soit 44 F par action, contre 33 F en 1975. Le bénéfice net s'est élevé à 823 238 000 F, soit 49 F par action, contre 67 F en 1975.

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende net de 32,50 F, qui, ajouté à l'impôt sur le revenu de 3,50 F, donne un revenu global de 36,00 F par action, soit 10,50 F de plus que l'exercice précédent.

#### FONCINA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE D'INVESTISSEMENTS

L'assemblée générale ordinaire annuelle du 14 juin, tenue sous la présidence de M. Jean-Pierre Bourgeois, a approuvé les comptes de l'exercice 1976 qui font apparaître un bénéfice net de 15 818 114 F (contre 15 175 306,24 F en 1975).

Elle a voté la distribution d'un dividende net de 10 F par action (contre 8 F en 1975) et a approuvé la distribution d'un dividende net de 10 F par action (contre 8 F en 1975) et a approuvé la distribution d'un dividende net de 10 F par action (contre 8 F en 1975).

Ce dividende, représenté par les coupons numérotés 23 A (de 0,75 F) et 23 B (de 0,75 F), sera mis en paiement le 25 juin au guichet des banques ci-après :

Banque Worms  
Banque de la Réunion  
Banque de l'Union occidentale  
Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient  
Caisse centrale des Banques provinciales et Banques populaires affiliées.

L'assemblée a ratifié le renouvellement des mandats d'administration de la compagnie La Foncinia Immobilier et des compagnies La Foncinia Immobilier et des compagnies La Foncinia Immobilier.

#### CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE

105, avenue Charles de Gaulle - 92021 NEUILLY-SUR-SEINE  
R.C. Paris 5 542 134 846

#### AUGMENTATION DE CAPITAL

de F. 30 367 450 à F. 40 986 000

1) AUGMENTATION DE CAPITAL EN ESPÈCES DE F. 30 367 450 à F. 40 986 000 par l'émission de 75 518 actions nouvelles de F. 50 nominal chacune attribuées gratuitement aux propriétaires d'actions anciennes ou nouvelles de F. 50 nominal en vertu d'un droit de souscription (un actionnaire souscrivant à hauteur de son droit de souscription lui appartenant).

Prix d'émission : F. 100 par action nouvelle.

Délai de souscription : du 15 juin au 15 juillet 1977 inclus.

Sous conditions suspensives de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire ci-dessus.

2) AUGMENTATION DE CAPITAL DE F. 34 163 550 à F. 40 986 000 par incorporation de 139 658 actions nouvelles de F. 50 nominal chacune attribuées gratuitement aux propriétaires d'actions anciennes ou nouvelles de F. 50 nominal en vertu d'un droit de souscription (un actionnaire souscrivant à hauteur de son droit de souscription lui appartenant).

JOUISSANCE DES ACTIONS NOUVELLES : 1<sup>er</sup> janvier 1977

Les souscriptions et versements ainsi que, le moment venu, les demandes d'attribution seront reçues au siège administratif de la Société, rue de la République à Paris (Boulevard de la République) et dans tous les guichets légaux et bancaires parvenant en France des établissements suivants :

Société Générale - Crédit Lyonnais  
Banque Nationale de Paris  
Banque Générale du Commerce  
Société Française de Banque  
Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient

SAISON 8 juin 1977. Une note d'information sera mise à la disposition du public au siège de la C.S.B. en date du 20 juin 1977, au service de la publicité des établissements financiers ci-dessus.

#### LA ROCHE CENPA

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 9 juin 1977 et a approuvé les comptes de l'exercice 1976, ainsi que les résolutions qui lui étaient soumises.

Le compte de pertes et profits de la société mère s'est soldé par une perte de 7,5 millions de francs après 23 millions de francs de dotation aux amortissements, 5,4 millions de francs de provisions sur titres et 2,1 millions de francs de réserves partielles de la provision pour fluctuation de cours. En 1976, l'exercice s'est soldé par un bénéfice de 4,4 millions de francs. L'assemblée générale a décidé d'affecter le résultat de l'exercice au report à nouveau qui, de ce fait, s'élève à 7,5 millions de francs.

Les comptes consolidés du groupe ont été présentés. Il apparaît que : — le chiffre d'affaires s'élève à 1 382,2 millions de francs contre 1 379,9 millions de francs en 1975 — le résultat est une perte de 7,5 millions de francs — une action a une perte de 7,50 F — un bénéfice de 3,8 millions de francs en 1975, soit 10,37 F par action — le cash flow (amortissements + résultat hors droits des actions) s'élève à 45,5 millions de francs, soit 33,49 F par action.

La situation nette du groupe s'élève à 212,5 millions de francs, soit 33,49 F par action, contre 232,4 millions de francs en 1975, soit 33,49 F par action.

Le mandat d'administration de M. Pierre Franck a été renouvelé. Le conseil, qui s'est réuni à la fin de l'assemblée, a ratifié ses fonctions de vice-président de la société.

Orly-Sud : 18 H 45.

## PARIS-NEW YORK.

Jeudi - Dimanche.

REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DES TRANSPORTS  
SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAIL AÉRIEN

## AIR ALGERIE

APPEL D'OFFRES N° 003/77

### AVIS DE PROROGATIONS DE DÉLAIS

La date limite de dépôt des offres initialement fixée au 10 juin est reportée au 30 juin 1977, délai de rigueur.

Les soumissions devront parvenir sous double enveloppe cachetée avec la mention « A NE PAS OUVRIR ». Appel d'offres n° 033/77 station de Télécommunication H.F. à

AIR ALGERIE  
DIRECTION DES OPÉRATIONS  
Aéroport International de DAR-EL-BEIDA  
ALGER (ALGERIE).

BOURSE DU BRILLANT

MARGHÉ DU BRILLANT

Prix d'un brillant rond épatant  
BLANC EXCEPTIONNEL  
1 CARAT  
16 juin : 46.232 T.C.  
commission 4,50 % +

M. GÉRARD, JOAILLIERS  
8, avenue Montaigne - Paris (8<sup>e</sup>)  
Tél. : 359-33-04

## Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE

### UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

réserve aux lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

PUBLI 210 311 F

BIENTÔT VOTRE NUMÉRO TÉLÉ ?

avec l'abonnement «Eurotélé», vous pouvez disposer immédiatement, sans aucun frais d'installation, d'un service télé. Émission et réception de tous vos messages.

Pierre Lichou & Co  
eurotélé  
260.33.44







